

d'Lëtzeburger **Land**

OS

Unis hier und dort

Vor einem Jahr wurden die Regeln zur Akkreditierung privater Hochschulanbieter verschärft. Auf dem Campus Wiltz hat das schon ein erstes Opfer gefordert. Jetzt soll dort eine Universität entstehen

Mehr oder weniger Vergleiche?

Seit ihrer Einführung 2015 wurden rund zwei Dutzend *jugements sur accords* erzielt. Den Strafverteidigern reicht das nicht, obwohl es laut Staatsanwaltschaft auch ihre Schuld ist

Zäit fir de Wiessel ?

Alors que la Ville de Luxembourg croît rapidement, l'opposition CSV et LSAP pense qu'il serait temps pour une majorité sans le DP. L'absence des stars libérales pourrait les aider

Photo : Sven Becker

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#39 64. Jahrgang 29. September 2017



5 453000 174663



17039

3,50€



Une campagne électorale, c'est aussi un travail de forçat d'une armée de bénévoles : ici, les stands des partis de la capitale lors de la Braderie et sur le marché hebdomadaire du Knuedler

Zäit fir de Wiessel?

josée hansen

Indéboulonnable Lydie Polfer En voyant les affiches électorales du DP, on se croirait dans *Groundhog day*, cette comédie de Harold Ramis (1993) dans laquelle Bill Murray en reporter météo revit tous les matins la même journée, interminablement, comme une boucle sans fin. Comme depuis le début des années 1980, voilà l'indéboulonnable Lydie Polfer avec son éternel rang de perles qui nous sourit et promet une politique « Mat Häerz a Séil fir ons Stad » (« avec cœur et âme pour notre ville »). Elle avait trente ans à peine quand elle reprit le mandat de maire de la capitale de son père, Camille Polfer, et est restée au poste durant 17 ans, pour ne le quitter qu'afin de devenir ministre des Affaires étrangères et vice-Première ministre en 1999, dans le gouvernement CSV/DP de 1999 à 2004.

Après, elle en a connu, des traversées du désert, voyant d'abord son éternel concurrent Paul Helminger, puis son poulain Xavier Bettel la doubler aux urnes en 2005 et 2011, quand elle se représenta aux communales, mais ne rechigna pas devant un mandat d'échevine durant neuf ans. Le départ à la retraite politique de Paul Helminger, blessé par ce qu'il considérait comme un coup bas du jeune Bettel en 2011 (pour 514 voix de plus, Bettel insista de devenir maire à la place de son aîné), et l'appel de Xavier Bettel au

Si elle était réélue, Lydie Polfer aurait 70 ans à la fin de son mandat, mais rien n'y fait : elle dirige toujours ses troupes d'une main de fer dans un gant de velours

poste de Premier ministre firent revenir Lydie Polfer au siège de maire au Knuedler, en décembre 2013. Si elle était réélue, elle aurait 70 ans à la fin de son mandat et quarante ans de politique derrière elle, mais rien n'y fait : elle dirige toujours ses troupes d'une main de fer dans un gant de velours, est de toutes les conférences de presse, manifestations électorales et inaugurations. Elle en aura coupé, se réjouissant à chaque fois de cette nouvelle maison-relais, école, crèche, aire de jeu, résidences pour étudiants, stade national de football... (voir page 20). Lydie Polfer sait que la politique est un sport de combat, qu'elle compte bien remporter encore une fois.

« **Megacool** » C'est pourquoi le DP Stad a publié un volumineux bilan du travail accompli depuis 2011 avec « notre partenaire de coalition » écrit Lydie Polfer en introduction, sans nommer Déi Gréng. Les chiffres et statistiques qui y sont compilés donnent le tournis : construction de quatre nouveaux bâtiments scolaires, quatre nouvelles crèches en cours de construction, mille emplacements de parking qui seront créés au centre-ville, 8 500 logements auraient reçu une autorisation de bâtir, dans le programme des « Baulücken » e.a., un millier de logements à prix abordables seraient en construction ou en planification, un

tiers des bâtiments urbains sont désormais classés patrimoine historique, le nouveau PAG a été voté en début de cette année, après une longue période de consultation citoyenne... Bref, « nous sommes mégacool » se vante le DP (page 16), le wifi est gratuit, la Ville a une des plus belles pistes de skate d'Europe et a même prévu des emplacements pour *food-trucks* – que demande le peuple ?

Le peuple pourrait vouloir le changement. Comme il l'a voulu sur le plan de la politique nationale en 2013, lors des élections législatives anticipées. Pourtant, durant deux décennies, Jean-Claude Juncker, l'homme fort du CSV et de plusieurs gouvernements successifs, avait culminé en haut de la popularité dans les sondages d'opinion. Mais soudain, suite à sa gestion hasardeuse de l'affaire des écoutes illégales du Service de renseignement (Srel), la jeune garde politique des Bettel/Schneider/Braz voyait son heure venue pour le renverser (bien que le CSV restât le parti le plus populaire et Juncker, avec 56 000 voix, loin devant tous ses concurrents politiques). Lydie Polfer ne traîne pas vraiment de casserole aussi bruyante, si ce n'est que les résidents en ont marre des chantiers, du trafic et du bruit, que le commerce du centre-ville devient de plus en plus inabordable, que les prix de l'immobilier explosent et que les observateurs

politiques constatent avec inquiétude que la participation politique atteint des seuils inquiétants, avec un taux d'électeurs de seulement trente pour cent (sur 114 000 habitants désormais). Ce sont là des phénomènes qui dépassent la majorité politique, le DP et Lydie Polfer. Mais la volonté de changement est palpable. Elle est le principal argument aussi bien du LSAP, qui n'a plus que quatre mandats sur 27 (contre dix pour le DP) et se présente à ces élections avec une double tête de liste constituée de l'éternel prétendant Marc Angel et de Cathy Fayot, la fille de Ben Fayot.

Le jeune adversaire La nécessité d'un changement est surtout l'argument du CSV (cinq mandats actuellement) et de son jeune candidat tête de liste, Serge Wilmes (35 ans), qui fustige un règne du DP excessivement long d'un demi-siècle au Knuedler. Comme le CSV pouvait longtemps choisir le « petit » partenaire de coalition sur le plan national, le DP le fait à la mairie. En 2005, il a opté pour les Verts au lieu du CSV – ce qui était, comprend-on aujourd'hui, avec le recul, aussi une sorte de test de compatibilité pour les élections nationales. Depuis 1987, lorsqu'il occupait huit sièges au conseil communal de la capitale, le CSV n'a fait que perdre en influence aux urnes ; plusieurs têtes de listes consécutives (Jacques Santer, 1999 ; Laurent



Alors que la Ville de Luxembourg croît rapidement, l'opposition du CSV et du LSAP pense qu'il serait temps pour une majorité sans le DP. L'absence des stars libérales pourrait leur être utile

Mosar, 2005 et Martine Mergen, 2011) ont échoué à redresser la barre. Et encore davantage à pouvoir briguer le poste de maire. Mais voilà, malgré un programme électoral assez quelconque, qui reprend les mêmes priorités que tous les autres partis – créer du logement abordable, s'attaquer au problème du trafic, miser sur la mobilité douce, investir dans des structures d'accueil et d'éducation pour les enfants –, le CSV se positionne surtout par la négative, par la faiblesse des listes de ses adversaires.

Ainsi, le DP se présente sans ses stars que furent Xavier Bettel et Paul Helminger (27 343 voix à eux deux, Lydie Polfer s'étant classée troisième avec 12 090 voix). Les Verts, cinq mandats et dans la coalition depuis douze ans, n'ont plus leurs têtes de liste que furent François Bausch, devenu ministre en 2013, et Viviane Loschetter, désormais présidente du groupe parlementaire des Verts, (à eux deux, ils emmagasinèrent plus de 13 000 voix). Sam Tanson, désormais première échevine, ne fut « que » quatrième élue des Verts derrière Carlo Back en 2011 (elle n'a alors fait qu'un peu plus du tiers des voix de Lydie Polfer). La grande question sera donc de savoir où iront ces suffrages libérés ? Les Verts seront-ils à nouveau échangés contre le CSV au lendemain du 8 octobre ? Le LSAP sera-t-il renforcé et atteindra les six mandats dont rêve Marc

Angel ? Ou est-ce que, alors que les grands partis font de ces politiques du centre qui se ressemblent toutes, ce seront les marges contestataires, donc ici notamment Déi Lénk (deux mandats, 6,45 pour cent des suffrages en 2011), populaires auprès de l'intelligentsia et des créatifs, qui en profiteront ?

Et les citoyens dans tout ça ? Autrement dit, une des grandes questions qui se posent est de savoir si, dans une grande ville qui ne connaît que la croissance grâce à la place financière et qui est administrée par des services de plus en plus professionnels, les noms et la popularité des hommes et femmes politiques jouent encore un rôle ? En 2011, plus de la moitié des suffrages des principaux partis étaient des suffrages de liste, le restant étant du panachage – donc le vote nominal pour des candidats de plusieurs listes –, une passion de certains électeurs luxembourgeois. Face à la force de frappe communicationnelle du pouvoir politique, notamment du DP, encensé par les publications sur papier glacé de Maison Moderne, les contestations citoyennes sont forcément retranchées dans un coin volontairement moqué comme populiste ou *nimby*. « Mais cela fait tellement longtemps que nous essayons de nous faire entendre, affirme Rita Herrmann, que nous n'allons pas abandonner de sitôt ! » Herrmann est la présidente de l'Usill (Union des syndicats d'intérêts locaux de la Ville de

Luxembourg). Dans un long répertoire de revendications, l'Usill s'est adressée aux partis qui se présentent aux élections. Leurs doléances concernent le bruit, notamment ceux occasionnés par l'aéroport et le trafic, les transports en commun, la sécurité, l'urbanisation, la participation citoyenne ou encore la propreté et l'hygiène – rien que du très classique. Or, seuls les petits partis que sont Déi Lénk, la KPL et l'ADR leur ont répondu en détail quant aux différents thèmes abordés ; le DP et Les Verts les ont renvoyés vers leur programme électoral et le LSAP et le CSV n'ont pas répondu du tout. « Nous considérons que les partis doivent s'engager pour ce qui se passe dans la capitale et autour », continue Rita Herrmann vis-à-vis du *Land*, et que eux, malgré toutes les promesses d'une implication plus proche des citoyens dans la prise de décision politique, malgré les consultations et les réunions auxquelles ils sont conviés, se retrouvent souvent devant le fait accompli.

Laisser-faire ? C'est alors, en regardant derrière les bilans triomphalistes que tirent le DP et Les Verts de leur dernière mandature, qu'on voit aussi les projets qui ne se sont pas faits, les choses qui n'ont pas marché. Le CSV reproche à la majorité son « laisser-faire », son manque d'initiative pour la construction de logements. La Gauche demande à ce que les citoyens « reprennent [leur] ville » et

Les grands projets d'urbanisation annoncés dans le programme de coalition de 2011 que sont la Place de l'Étoile, Luxembourg Central (autour de la gare) et la Porte de Hollerich n'ont pas avancé d'un millimètre

fustige le fait que seulement un tiers des volumes bâtis dans les nouveaux quartiers, comme le ban de Gasperich, soit réservé au logement. Le LSAP plaide pour une politique plus interventionniste de la part de la main publique quand il s'agit d'attribuer par exemple des surfaces commerciales au centre-ville. Si Les Verts sont fiers du réaménagement des places publiques, de la création d'espaces verts et de parcs à travers la ville ou encore de nouvelles pistes cyclables, le tram, qui pourrait rouler sur le premier tronçon du Kirchberg d'ici la fin de l'année, est une réalisation politique du gouvernement, mis sur les rails par Claude Wiseler (CSV), contre l'opposition virulente de la Ville à l'époque, notamment d'une certaine Lydie Polfer.

Et surtout : les grands projets d'urbanisation annoncés dans le programme de coalition de 2011 que sont la Place de l'Étoile, Luxembourg Central (autour de la gare) et la Porte de Hollerich n'ont pas avancé d'un millimètre. Dans une tribune libre publiée au *Tageblatt* du 23 septembre, Robert Goebbels, ancien ministre socialiste et ancienne tête de liste (malheureuse) du LSAP à la Ville de Luxembourg, sans prétendre que son parti est forcément meilleur, demande le changement de tous ses vœux : « Ich wünsche mir ein Ende des blaugrünen Miefs » (« je souhaiterais la fin de cette atmosphère étriquée bleue-verte »).

Leitartikel

Wie viel man im Alter braucht

Peter Feist

Muss man sich wundern, dass Luxemburger Gewerkschaftler offenbar nicht sehr achtsam dafür sind, dass es im Rentenalter nicht dasselbe ist, ob man in den eigenen vier Wänden wohnt oder zur Miete? Ja und nein. Ja, weil die Saliariatskammer (CSL) am Montag eine *Note des réflexions et des propositions* zum Thema Renten vorstellte und darin, wie schon oft, darauf verweist, wie spekulativ die Szenarien der EU-Kommission in dem alle drei Jahre publizierten *Ageing Report* sind. Die letzte Ausgabe vom Frühjahr 2015 enthielt den „1,2-Millionen-Einwohnerstaat“ für das Jahr 2060, in dem die Renten in der derzeitigen Höhe aber dennoch nicht sicher seien, auch mit der Pensionsreform von 2012 nicht.

Neben dem *Ageing Report* erscheint auch ein *Pension Adequacy Report*. Dem letzten zufolge waren 2013 in Luxemburg 6,2 Prozent der über 65-Jährigen von Armut bedroht. Im EU-Durchschnitt waren es 13,8 Prozent. Die Zahlen werden für Luxemburg aber viel weniger beruhigend, wenn man Hausbesitzer und Mieter im Rentenalter vergleicht: Bei Ersteren lag das Armutsrisiko 2013 bei 5,4 Prozent, bei Letzteren mit 11,6 Prozent mehr als doppelt so hoch. Da der *Adequacy Report* dies als ein Problem für Luxemburg benennt – neben dem „Gender Gap“ –, ist es verwunderlich, dass die CSL in ihrer *Note* an vorderster Stelle gegen die Diskriminierung der Frauen

„kämpfen“ will, wenn sie für die nächsten Jahre „strukturelle Verbesserungen“ bei den Renten anmahnt, aber nichts zu dem anderen Adäquatheits-Problem sagt.

Zu tun haben könnte dies nicht nur damit, dass 80 Prozent der Luxemburger Rentner Eigenheimbesitzer sind. Sondern auch damit, dass die Frage, wie man das Mieter-Altersarmutsrisiko senken könnte, weiter führt und bei der endet, wie viel Geld ein Mensch im Alter hierzulande denn braucht. Wer zur Miete wohnt und sich das kaum leisten kann, für den mindert schlimmstenfalls das RMG die größte Not. Doch zu erklären, das RMG reiche hin nach einem Arbeitsleben, ist weder eine würdige Behauptung, noch ist sie faktisch zu halten.

Wie viel Geld ein Rentner hierzulande braucht, ist eine politisch höchst brisante Frage. Sie beantworten zu wollen, dürfte nicht nur auf die Renten abstellen und auf Eigenheimbesitz einerseits oder Wohnen zur Miete andererseits. Ersparnisse und private Altersvorsorgeverträge wären zu bedenken – die sich in jüngeren Jahren eher leisten kann, wer seinen Immobilienkredit abgezahlt hat und keine bis zu vierstellige Summe monatlich an einen Vermieter zahlen muss. Gefragt werden müsste aber

auch, welche Umverteilungen zwischen den Generationen die im Schnitt hohen Renten hierzulande ermöglichen und inwiefern sie „Enkelkindergeld“ sind. Weiterhin, welche Ausgaben im Alter die Pflegeversicherung zu vermeiden hilft, die auch eine „Erbenschutzversicherung“ ist und dazu beiträgt, dass möglichst viel Vermögen weitervererbt werden kann, zumal in direkter Linie keine Erbschaftssteuer fällig wird.

Das sind Fragen, die zu beantworten wären, sollte es in Luxemburg eines Tages eine einigermaßen gerechte Pensionsreform geben. Wahrscheinlich beantwortet man sie nicht, wenn die Rentenreserve fünf Jahresausgaben schwer ist. Denn das politische Risiko könnte darin bestehen, dass sich zum Schluss ergibt, dass die Renten am unteren Ende der Skala viel zu niedrig sind, man die am oberen Ende dagegen zu hoch nennen könnte. Man könnte plötzlich in dem Szenario enden, das 2009 die Generalinspektion der Sozialversicherung an die Tripartite gab: Mit den Reserven eine auskömmliche Versorgung abzusichern und den Rest der individuellen Vorsorge zu überlassen. In Luxemburg wäre das ein immenser Bruch. Zumal dann von den Beamtenrenten im Übergangsregime zu reden wäre. Deshalb wird es hier wohl nie eine einigermaßen gerechte Pensionsreform geben.

blog



Am Wahlsonntag in einer Woche wird das Centre des technologies de l'information de l'État ab 14 Uhr auf der Internetseite www.elections.lu laufend die Zwischen- und provisorischen Endergebnisse der Wahlen in den 105 Gemeinden veröffentlichen. Das teilte Innenminister Dan Kersch (LSAP) am Donnerstag mit. Eingeschrieben sind 286 683 Wähler, die sich zwischen 3 575 Kandidaten entscheiden können. In Bech, Feulen, Winseler und Ermsdorf (Gemeinde Ernztal) stehen die Namen der Räte bereits fest, weil es nicht mehr Kandidaten als Mandate gab. rh.

Personalien

Personalien

Politik

Soziales

Soziales

Erziehung

Henri



fühlte sich am Mittwoch wieder einmal als Staatsoberhaupt eines deutschsprachigen Landes (*d'Land*, 2.9.2016). In dieser Eigenschaft empfing er den deutschen Bundespräsidenten Frank-Walter Steinmeier, den österreichischen Bundespräsidenten Alexander Van der Bellen, die Schweizer Bundespräsidentin Doris Leuthard, den liechtensteinischen Erbprinzen Alois und den belgischen König Philippe nebst Gemahlinnen und Gemahlen zum 14. informellen Treffen deutschsprachiger Staatsoberhäupter. Offizielle Gesprächsthemen waren Integration und Immigration. Begegnungen mit dem Kammerpräsidenten, dem Premier- und dem Außenminister standen weiter auf dem Programm. Großherzog Henri freute sich, dass es gelang, „den Austausch im deutschsprachigen Raum zu fördern“. Nächstes Jahr will man sich in der Schweiz treffen (Foto: Olivier Minaire/Cour grand-ducale). rh.

Pitt Mathieu,

zuletzt für die Baufirma Giorgetti tätiger ehemaliger Regierungsrat und Distriktskommissar, soll Anfang nächsten Jahres Direktor des Fonds de logement werden. Er tritt dann die Nachfolge des derzeit verantwortlichen Generalkoordinators Mario Schweitzer an, dessen Abgang im Streit mit der inzwischen zurückgetretenen neuen Direktorin Tania Fernandes bereits im Sommer angekündigt worden war. Seit der Abberufung des ehemaligen Präsidenten Daniel Miltgen durch die ehemalige DP-Ministerin Maggy Nagel ist der Fonds vor allem mit seiner mühsamen Reorganisation beschäftigt, obwohl die Regierung den Wohnungsbau zu ihrer politischen Priorität erklärt hatte. rh.

Maurice Molitor,

von 1991 bis 2001 erster *Anchorman* und späterer Chefredakteur der nach dem legendären *Hei elei kuck elei* täglichen Fernsehnachrichten von RTL, kehrt in den Journalismus zurück. Nachdem er zur Parlamentsverwaltung gewechselt war, um das Programm *Chamber TV* und die Direktübertragung der Kammersitzungen zu betreuen, sowie den Sender *Den Oppene Kanal* (Dok) gegründet hatte, geht der dann 50-Jährige vor Ende des Jahres zum *Radio 100,7*, um dort die Redaktionsmannschaft zu verstärken, wie der staatliche Rundfunk meldet. rh.

Integrationsplan

Das Regierungskabinett fand in seiner Sitzung am Mittwoch, dass ein neuer mehrjähriger Nationaler Aktionsplan zur Integration fällig sei. Deshab beauftragte es wieder das Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (Olai) mit der Ausarbeitung eines entsprechenden Programms. Schwerpunkte sollen der Empfang und die Begleitung der Asylsuchenden sowie die Integration aller nicht-luxemburgischen Einwohner sein. Offen bleibt, ob damit auch die Integration von Asylsuchenden gemeint sein soll. Entsprechende Programme sind vom Gesetz von 2008 über den Empfang und die Integration von Ausländern vorgesehen und hießen bisher Nationaler Aktionsplan zur Integration und zum Kampf gegen Diskriminierungen. rh.

Auf Nimmerwiedersehen

Die Industriellenföderation Fedil mag zwar eine dritte Industrielle Revolution, aber lieber ohne den von Wirtschaftsminister Etienne Schneider (LSAP) und der Handelskammer verpflichteten Propheten Jeremy Rifkin. Fedil-Präsident Nicolas Buck nennt ihn in der jüngsten Ausgabe des Magazins *Paperjam* etwas enttäuscht „d'abord un showman et ensuite un économiste“. Die Ergebnisse von Rifkins Studie seien bescheiden, die Ziele schwer zu erreichen, die Umsetzung des Berichts nicht gerade dynamisch. Das sei alles bloß PR: „Rifkin est venu et il ne reviendra pas.“ rh.

Etwas darauflegen

Nicht unzufrieden zeigte sich der OGBl am Mittwoch nach seiner Vorstandssitzung mit der Regierung. Aber in Erwartung des Wahlkampfs forderte er sie auf, noch „sozial etwas daraufzulegen“, so Präsident André Roeltgen. Die OECD bescheinige nämlich dem Land jährliche Produktivitätssteigerungen, ohne dass die Reallöhne entsprechend stiegen. Deshab erneuerte die größte Gewerkschaft des Landes ihre Forderung nach einer zehnprozentigen Erhöhung des gesetzlichen Mindestlohns. Der Familienministerin und DP-Präsidentin Corinne Cahen warf der OGBl vor, wortbrüchig geworden zu sein, weil sie nicht die versprochenen Änderungsanträge vorgelegt habe, mit denen ein Anpassungsmechanismus für die Familienzulagen geschaffen werden sollen. rh.

Sinnlose Regelung

Auch die CGFP meldete sich bereits zu Wort: 14 Tage vor der Hinterlegung des Entwurfs des Staatshaushalts für 2018 verlangt sie, die „sinnlose 80/80/90-Regelung“ zur Senkung der Anfangsgehälter beim Staat aufzugeben. Die Regelung sei in Zeiten der Hochkonjunktur nicht mehr gerechtfertigt. Außerdem gehöre die Steuertabelle an die Inflation angepasst, damit die Auswirkungen der Anfang des Jahres in Kraft getretenen Steuerreform nicht „in nur wenigen Jahren rasch verpuffen“. rh.

Medizin für alle

Eine „breite öffentliche Debatte“ über den „universellen Zugang zu Gesundheitsleistungen“ will die Vereinigung Médecins du monde anstoßen. In ihr betreuen Ärzte, Krankenpfleger und Psychologen, aber auch andere Freiwillige ehrenamtlich Menschen in besonders prekären Situationen. Dabei stelle man fest, dass der durch die Krankenversicherung bei der CNS garantierte universelle Zugang relativ ist, denn wer keinen festen Wohnsitz hat, ist nicht einmal freiwillig bei der Kasse versicherbar. Bei „vitalen Notlagen“, so die Vertreter der Vereinigung auf einer Pressekonferenz am Mittwoch, sei eine Behandlung zwar kein Problem, bei „kleineren Dringlichkeiten“ könne das aber sehr wohl so sein. Zwar gebe es beim Gesundheitsministerium einen Fonds, aus dem Ärzte oder Krankenhäuser bezahlt werden können, wenn sie Nichtversicherte behandeln, es sei aber „schwer, den Fonds zum Funktionieren zu bringen“. In ihrer Arbeit würden die Freiwilligen von Médecins du monde aber auch feststellen, dass es unter CNS-Versicherten ebenfalls Mängel beim „universellen Zugang“ gebe. Wie oft ein Arztbesuch oder noch öfter vielleicht ein Zahnarztbesuch als „zu teuer“ empfunden wird, lasse sich „sehr schwer sagen, das betreffe eine versteckte Armut“. Beredt sei aber, dass bei der CNS Zahlungen über den *Tiers-payant social* um 48 Prozent zugenommen hätten. „Längerfristig“, so Médecins du monde, führe in Luxemburg kein Weg an dem *Tiers-payant généralisé* vorbei. pf

Elternvertretung kommt

Die Regierung plant, eine landesweite zwölfköpfige Elternversammlung zu schaffen. Sie soll als Sprecherin und der Beratung für Eltern dienen, deren Kinder in Luxemburg zur Schule gehen. Auf der Elternplattform sollen je vier Vertreter der Grundschulen, sechs der Lyzeen und zwei der Sonderschulen Platz nehmen, die jeweils auf regionaler Ebene respektive auf Ebene der Lyzeen und der Sonderschulen für drei Jahre gewählt werden, Reformen begutachten, bildungspolitische Themen aufgreifen und die Interessen aller Eltern vertreten sollen. Damit sie diese Aufgabe wahrnehmen können, soll der Staat für ihre berufliche Freistellung von insgesamt maximal 96 Tage im Jahr aufkommen sowie ein Sekretariat geschaffen werden. Als Begründung für das zahlenmäßig größere Gewicht der Sekundarstufe nennt das Ministerium die unterschiedlichen Schulzweige (von Berufsschule bis Classique), die dort vertreten seien. ik



Aus klein wird groß

Ines Kurschat

Keine Wahlplakatreihe ohne sie: Glückliche Kinder mit Vati und Mutti, und auch die Großeltern dürfen nicht fehlen. Kein Programm, das heutzutage ohne ein Kinder-Kapitel auskommt. Bei der DP in Luxemburg-Stadt zählt die Kinderbetreuung zu den „Top-Prioritäten“, ebenso bei der LSAP in Düdelingen, Déi Gréng in Kayl-Tetingen oder der CSV in Etelbrück-Warken, Déi Lénk in Differdingen will gar eine Kinderstadt bauen. „Wir kümmern uns um ihre Kinder“, das ist die Botschaft von rechts bis links.

„Kinderbetreuung ist aus dem Aufgabenheft der Gemeinden nicht mehr wegzudenken“, bestätigt Emile Eicher, Präsident des Gemeindesyndikats Syvicol. Schließlich würden „immer öfter“ Mann und Frau arbeiten. Dafür seien Betreuungsstrukturen „Voraussetzung“. Eigentlich sind Gemeinden gesetzlich gar nicht verpflichtet, Kinderkrippe und -hort für ihre Bewohner anzubieten. Doch inzwischen gehören öffentlich subventionierte Kindergärten zum Allgemeingut. „Die Nachfrage ist groß und die Entwicklung so rasant, das kann keine Gemeinde ignorieren“, sagt Eicher. Selbst die kleinste Gemeinde Luxemburgs, Saeul im Kanton Redingen, hat eine *Maison relais*. 1,4 Millionen Euro kostete der Bau, der kürzlich mit Pomp und Foto in der Lokalpresse eingeweiht wurde und für den bis zu 88 Kinder zugelassen ist. Zunächst sollte sie gemeinsam mit der Nachbargemeinde Böwingen-Attert gebaut werden, aber die Gemeindeführung von Saeul wollte nicht mitzuziehen. Heute ist man in dem 780-Einwohner-Dorf stolz darauf, einen eigenen Hort zu haben.

Dass die 13 Gemeindemütter und 92 -väter Kinderbetreuung oben auf ihre To-Do-Liste setzen, war nicht immer so. Ausgelöst wurde der Bauboom, der bis heute anhält, mit dem Reglement zur *Maison relais* von 2005 und der Einführung der *Chèques-service* 2008 und der damit verbundenen Aussicht auf Subventionen. Von 2009 bis 2016 schnellten die Hortplätze in den Gemeinden von rund 23 000 auf 49 850 nach oben. Und es ist kein Ende abzusehen. Nach einer ersten Phase, in der die Politik darauf drängte, rasch Infrastrukturen zu bauen, und Pädagogik nachrangig war, hat mit dem Gesetz zur Qualitätsverbesserung 2016 eine zweite Phase begonnen. Der Personalschlüssel wurde verbessert,

die Träger sind angehalten, ihr Personal regelmäßig weiter zu schulen, der Staat soll öfters kontrollieren.

Das kostet. Zwischen 2009 und 2017 stiegen die staatlichen Ausgaben für Kinderbetreuung um sagenhafte 281 Prozent, von rund 87 auf 330,6 Millionen Euro. Der Staat übernimmt die Hälfte der Kosten für den Bau einer Krippe sowie 75 Prozent der Betriebskos-

ten, doch die verschärften Auflagen belasten auch die Gemeindekassen, zumal die kleinen. Viele Gemeinden haben ihre Infrastrukturen vor wenigen Jahren gebaut, die jetzt teilweise nicht mehr regelkonform sind, weil der Spielplatz zu klein ist oder der Schlafraum nicht groß genug. In seinem Gutachten zum Gesetz warnte der Syvicol vor den Belastungen, die den Gemeinden durch die Qualitätsoffensive blühen: Mehr Platz zum Spielen ist super für die Kleinen, bedeutet aber höhere Kosten und längere Wartezeiten für die Großen. Selbst finanzstarke Gemeinden wie Luxemburg kommen wegen des Bevölkerungswachstums kaum nach mit dem Bauen (S. 2–3).

In Esch-Alzette wurden seit 2002 zwölf *Maisons relais* gebaut, in jedem Ortssteil eine. Und trotzdem gibt es Wartelisten. Bis 2019 sollen noch einmal 560 Hortplätze entstehen. In der Nordgemeinde Clerf, wo Syvicol-Präsident Eicher bislang den Bürgermeister stellt, verdoppelte sich die Zahl der zu betreuenden Kinder binnen drei Jahren von 120 auf 260. Dort müssen Eltern auf private Angebote oder Tageseltern ausweichen, bis die geplante Struktur fertig ist. Junglinster muss ausbauen, ebenso Frisingen, Kehlen und Simmern, die ab 2018 mit Nommern zur Gemeinde Habscht fusionieren soll. In Lorentzweiler oder Rambruch, einer aus 13 Dörfern bestehenden Landgemeinde, deren Bevölkerung sich zwischen 2011 und 2017 von 3 898 auf 4 200 erhöhte, wurden die Betreuungsstrukturen mehrfach ausgebaut. Mit den 20 Gratisstunden sprachliche Frühförderung nimmt der Druck auf die Gemeinden weiter zu, auch wenn es hierzulande keinen gesetzlichen Anspruch auf einen Kindergartenplatz wie in Deutschland gibt. Doch die Erwartungshaltung vieler Eltern sei „nunmal da“, sagt Eicher.

Nicht jede Gemeinde hat so weitsichtig gedacht wie etwa Lorentzweiler und vorsorglich um bestehende Infrastrukturen Land gekauft, um bei Bedarf ausbauen zu können. Viele Gemeinden haben jahrelang kaum professionell Landesplanung betrieben, das rächt sich. Andere versuchen, mit integrierten Projekten Flächenverbrauch und Kosten einzugrenzen. In Belval wurde kürzlich der Grundstein für einen 23 150-Quadratmeter-Schulcampus gelegt. Rund 54 Millionen Euro sollen *Maison relais*, Grund-, Sonderschule und Sporthalle kosten. Leudelingen baut eine Schule mit integriertem Hort, ebenso Düdelingen, in Clerf ist sie in Planung, Echternach plant zwei



Qualität kostet. Kinder spielen in einer privat geführten Tagesstätte in Esch

Staat und Gemeinden versuchen, mit integrierten Schul- und Betreuungsprojekten die rasante Kostenentwicklung abzubremsen

„Bildungshäuser“. Um Fehler der Vergangenheit und Konflikte zwischen Erzieher und Lehrpersonal zu vermeiden, ziehen Gemeinden ausländische Berater zu Rate – die mit weiteren Kosten zu Buche schlagen. Andere versuchen mit Fusionen oder dorfgrößenüberschreitenden Projekten Baukosten zu drücken: So wollen Simmern und Hobscheid zusammen eine *Maison relais* planen. Wormeldingen und Flaxweiler teilen sich die Betreuungsstrukturen im Rahmen des Schulsyndikats.

Was in Wahlbroschüren glänzt und von Politikern leichtherzig versprochen wird, ist in Wirklichkeit eine immens schwieriger zu stemmende Herkulesaufgabe, zumal viele Gemeinden händierend Personal suchen und kaum noch finden, um die geforderte Qualität anbieten zu können. Offene Erzieherstellen füllen in Tageszeitungen oft mehrere Seiten. Die erweiterte verpflichtende Weiterbildung wird vom Träger übernommen (wenn einer da ist, für Tageseltern gilt das nicht, siehe Kasten). Doch für diese Arbeitszeiten muss Ersatz gefunden werden, ebenso für Mutterschafts- und Erziehungsurlaub oder für Krankenzeiten. Ersatz, der zunehmend schwieriger aufzutreiben ist. Zumal in Regionen wie dem Norden, erzieherische Personal inzwischen gebeten ist, auch noch die Löcher in den Grundschulen zu stopfen. „Die Rechnung kann nicht aufgehen“, sagt Eicher skeptisch. Das Erziehungsministerium will mit berufsbegleitenden Kursen Anreize bieten, dass sich Personal schneller fortbildet und rascher zur Verfügung steht. Wegen der Riesennachfrage kann gut geschultes Personal sich seinen Arbeitgeber weitgehend aussuchen. Das hat zur Folge, dass Vertretungen oder Posten, die stundenweise etwa zur Essensausgabe oder frühmorgens benötigt werden, immer schwieriger zu besetzen sind.

Auf der Strecke könnten kleinere private Betreiber bleiben, für die sich der Wettbewerb mit den Konventionierten zuspitzt, ohne die der Bedarf insbesondere bei den Kleinkindern aber nicht zu decken ist: Die Privaten sichern fast ein Fünftel des Gesamtbedarfs an Betreuungsplätzen ab. Die Zuwachsraten bei den Privaten belief sich 2016 auf rund elf Prozent, im konventionierten Bereich waren es 2,3 Prozent. Mit der Angleichung der Tarife für die Dienstleistungsschecks auf einheitliche sechs Euro bleibt der ungleiche Wettbewerb: Die Privaten bezahlen alle Investitionen selbst, dürfen aber im Regime *Chèques service* diese Kosten nicht über höhere Elternbeiträge umlegen. „Für den Preis finden sie aber kaum noch Erzieher“, sagt Maria Castrovinci, Kindergärtnerin und Präsidentin von Felsea, dem Dachverband der privaten Betreiber. Weil der Gesetzgeber die Qualitätsanforderungen rückwirkend gelten lassen wollte, drohte ihr Verband im ungewöhnlichen Schlichterschluss mit dem Syvicol gar, vor Gericht zu ziehen. Im Moment verhandeln Träger und Staat darüber, wie die Anforderungen umzusetzen sind. Um ihre Verhandlungsposition zu verbessern, hat die Felsea eine unveröffentlichte Folgenabschätzungsstudie bei Pricewaterhouse-Coopers in Auftrag gegeben. Die Privaten wollen Eltern stärker zur Kasse bitten.

Schließlich sind da noch die Sprachförderung – und der Tarifaabschluss für Erzieher im konventionierten Sektor, der die Lohnentwicklung bei den Privaten indirekt beeinflusst: „Wir haben Erzieher, die verlangen als Einstiegsgehalt 4 000 bis 5 000 Euro brutto. Das können wir nicht bezahlen“, sagt Castrovinci. Die Folge: (Luxemburgischsprachige) Erzieher und zunehmend auch Erziehungshelferinnen (*Auxiliaire de vie*) wandern, wenn sie es nicht eh getan haben, zu den besser zahlenden konventionierten Trägern ab. Das wiederum droht genau die sprachliche Segregation zu verstärken, die Erziehungsminister Claude Meisch (DP) eigentlich bekämpfen will. Die größte Oppositionspartei sieht die sprachliche Gratis-Frühförderung äußerst skeptisch, auf nationaler Ebene. In den Gemeinden zieht die CSV beim Betreuungsausbau ungebremst mit. Die CSV-Familienpolitikerin und frühere Bürgermeisterin von Junglinster, Françoise Hetto-Gaasch, macht sich keine Illusionen: „Einmal geschaffene Ansprüche lassen sich schlecht zurückdrehen.“

Zukunftsängste

Unter den Tageseltern rumort es kräftig. Die neuen Qualitätsanforderungen im Bereich der Kinderbetreuung setzen ihnen besonders zu. Pädagogisches Konzept, Tätigkeitsberichte, Weiterbildungen, alles das bezahlen sie aus eigener Tasche. Damit nicht genug: Die Summen, die sie über den *Chèques-service* für ihre Leistungen bekommen, decken ihre Kosten kaum. Zwar hat die DP-LSAP-Grüne-Regierung die Tarife nun heraufgesetzt: von 3,50 maximalem Tagessatz auf 3,75 Euro pro Stunde und Kind. 4,25 Euro, also 50 Cent mehr, legt der Staat als Nachttarif bei, wenn die Kinder vor sieben Uhr morgens und nach sieben Uhr abends bei einer Tagesmutter unterkommt. So sollen Eltern, die im Schichtdienst arbeiten, auf Betreuungsdienste zurückgreifen können. Für eine Mahlzeit steuert der Staat künftig 4,50 Euro bei.

„Das ist lächerlich und eine Frechheit“, findet Françoise Hetto-Gaasch, familienpolitische Sprecherin der CSV. Langfristig könnten die Tageseltern die im Vergleich zu den Einrichtungen niedrigeren Tarife nicht schultern, ist sie überzeugt. Dabei seien Tageseltern eine „reelle Alternative“ zu Krippen und Kindergärten, weil sich „nicht jedes Kind in großen Gruppen“ wohlfühle und Tageseltern „eine familiäre Atmosphäre bieten“. Gerade für eine gesunde Entwicklung von Kleinkindern von Null bis drei Jahren sei eine „kontinuierliche Bezugsperson, zu der das Kind eine Beziehung aufbauen kann“ unabdingbar. Hetto-Gaasch ist gegen die 20 Gratisstunden für die sprachliche Frühförderung und befürwortet stattdessen eine flächendeckende Kinderversorgung ab dem dritten Lebensjahr. Allerdings wurden die *Maisons relais* und auch die Dienstleistungsschecks, die den *Run* auf die außerfamiliäre Betreuung ausgelöst haben, von ihrer Parteikollegin, der damaligen Familienministerin Marie-Josée Jacobs, eingeführt.

Hetto-Gaasch steht in Kontakt mit dem Dachverband der Tageseltern, Dageseltern Network. Deren Sprecherin Stella Falkenberg klagte bereits vor einem Jahr, Tageseltern würden als „Lückenbüßerinnen“ missbraucht: „Überall da, wo die Einrichtungen die von Eltern gewünschte Flexibilität nicht erbringen, sollen wir einspringen. Aber zu einem unrealistisch niedrigen Preis.“ Von den 699 (2016) staatlich anerkannten Tageseltern rechnen fast alle über Dienstleistungsschecks ab. Ihr Verband fordert denselben Tageshöchstsatz, wie er für private und staatlich subventionierte Betreuungseinrichtungen gilt, also sechs Euro pro Stunde und Kind. Das Ministerium lehnt dies ab mit der Begründung, viele Tageseltern seien, außer eines 120-Stunden-Kurses, nicht ausgebildet. Das sprachliche Förderprogramm dürfen Tageseltern nicht als Dienstleistung anbieten, selbst wenn sie nachweislich die Anforderungen erfüllen.

Gleichwohl gilt beispielsweise die Verpflichtung zu mehr Weiterbildung auch für sie. Doch selbst wenn sie hoch qualifiziert sind, weil sie etwa zur Erzieherin ausgebildet sind, können sie dies nur insoweit geltend machen, wie die Eltern bereit sind, dafür einen höheren Preis zu bezahlen. Insbesondere im Süden aber machen sich Tageseltern mit Dumpingpreisen zum Teil selbst Konkurrenz. Die Konsequenz ist, dass Tageseltern es sich zweimal überlegen, ob es sich für sie lohnt, die Tätigkeit weiter auszuüben. 2016 stieg die Zahl neu zugelassener Tageseltern um drei, früher waren es zwischen 70 und 80 pro Jahr. 2016 stellten Tageseltern insgesamt 3 247 Betreuungsplätze (2015 : 3278), erstmalig sinkt damit ihre Zahl. ik

Gemeinden haben die Kinderbetreuung entdeckt. Die Kosten sind vor allem für kleinere Landgemeinden schwer zu schultern

Luxemburger Wort

Glaube oder Leben

Romain Hilgert

Für manche Beteiligten sollen die nächsten Kammerwahlen historisch werden. Denn es geht um die Frage, ob die CSV wieder die Macht über den CSV-Staat bekommt, die sie 2013 vorübergehend verloren hatte. Nach der beschämenden Niederlage und einer peinlichen Übergangsphase war es der Partei gelungen, das Scherbengericht einzugrenzen und sich auf einen Spitzenkandidaten zu einigen.

Nun heißt es, nichts falsch zu machen. Also begannen in den vergangenen Monaten einige Leute in der Parteispitze, die Nerven zu verlieren. Sie wurden, wie LSAP, DP und andere Parteien, von der Angst erfasst, ohne Parteiblatt in den Wahlkampf ziehen zu müssen. Und mussten zusehen, wie DP-Premier Xavier Bettel seinen Kabinettschef zum Regierungskommissar bei RTL und einen befreundeten Geschäftsmann zum Präsidenten von *Radio 100,7* machte, um vollendete Tatsachen bis in die nächste Legislaturperiode hinein zu schaffen.

Doch unter dem Druck sinkender Leserzahlen und rückläufiger Anzeigeneinnahmen fühlen sich ehemals treue Parteiblätter wie *Luxemburger Wort*, *Tageblatt* oder *Lëtzebuurger Journal* gezwungen, nicht nur für die begrenzte Zahl eigener Parteimitglieder zu schreiben, sondern auch für den größeren Markt parteiloser und Leser anderer Parteien. Dafür brachte die CSV aber wenig Verständnis auf und noch weniger dafür, dass das *Luxemburger Wort* dem roten Innenminister Dan Kersch oder LSAP-Fraktionssprecher Alex Bodry die besten Seiten einräumte und sozialistische und grüne Politiker ellenlange Gastbeiträge gedruckt bekamen, während Pressekonferenzen der CSV in wenigen Zeilen erwähnt wurden und ehrgeizige CSV-Kandidaten sich vergebens auf den Fotos im *Wort* suchten. CSV-Politiker und Verwaltungsratsmitglieder beschwerten sich mehr als einmal, doch selbst Unterredungen von Verwaltungsratsvorsitzendem Luc Frieden mit den Ressortverantwortlichen brachten nicht das erwünschte Einschwenken des Blatts.



Der bisherige Chefredakteur Jean-Lou Siweck

Luc Frieden, der ehemalige CSV-Minister und glücklose Thronfolger Jean-Claude Junckers, war Anfang vergangenen Jahres Verwaltungsratsvorsitzender des Sankt-Paulus-Verlags geworden, als Generalvikar Erny Gillen von all seinen Ämtern zurücktrat und den Priesterrock an den Nagel hängte. In der Zeitung war man zuerst davon ausgegangen, dass es, nach Friedens Misserfolg bei der Deutschen Bank in London, für ihn nur ein Verwaltungsratsposten unter mehreren war, um die Wahlen und das frei werdende Amt des Luxemburger EU-Kommissars abzuwarten. Umso mehr als er gleich in einem *Wort*-Interview versichert hatte: „Aber die Aufgabe des Präsidenten des Verwaltungsrats ist nicht mit der des Chefredakteurs zu verwechseln.“ Auch erwartete man sich von dem unternehmerfreundlichen Politiker Verständnis für ein Geschäftsmodell, mit dem neue Leser gewonnen werden sollten.

Doch Luc Frieden nahm sein Mandat persönlich. Er mischte sich in die redaktionelle Linie der Zeitung ein, beschwerte sich über einzelne Beiträge und sondierte auch schon mal bei Wirtschafts- und Politikredakteuren, wie sie reagieren würden, wenn

Mit Unterstützung des Bistums oder zumindest von Generalvikar Erny Gillen sollte Jean-Lou Siweck den Auflagen- und Anzeigenrückgang aufhalten und wollte aus der konservativen Zeitung eine moderne konservative Zeitung machen

er wieder ein politisches Mandat bekleiden wollte oder einen neuen Aktionär brächte. Bis er vergangene Woche der weitgehend verblüfften Redaktion zuerst durch Direktor Paul Peckels mitteilen ließ und danach selbst erklärte, dass Chefredakteur Jean-Lou Siweck entlassen sei, weil er aus dem *Luxemburger Wort* eine „Jedermannszeitung“ gemacht habe, mit der sich das Bistum und der Verwaltungsrat nicht mehr identifizieren könnten.

Der Verwaltungsrat des Sankt-Paulus-Verlags besteht vor allem aus Männern historisch dem Bistum nahestehender Unternehmerfamilien von Bil und La Luxembourggeoise, die nicht zum Klerus gehören, sondern nur von ihm beauftragt sind. Das nicht gerade entscheidungswillige Bistum war mit dem Wechsel des Chefredakteurs einverstanden, auch wenn das nicht unbedingt seinen ökonomischen Interessen entsprach, mehr Zeitungen zu verkaufen. Dompropst Georges Hellinghausen hatte schon einmal eine Arbeitsgruppe mit ins Leben gerufen, die dem Bischofsrat Vorschläge für eine frommere Linie des *Wort* gemacht hatte. Später klagten konservative Gläubige über gottlose Beiträge, über mangelnden Korpsgeist beim Pädophilieprozess eines Klerikers oder über schismatische Darstellungen der Transsubstantiation während der Oktave. Zudem war Jean-Lou Siweck von Erny Gillen angeworben worden, der dem Bistum anscheinend alle aktuellen Probleme eingebrockt hatte und von dem es heute nichts mehr wissen will.

Hatte die Suche nach dem bisherigen Chefredakteur mehr als ein Jahr gedauert, wählte Luc Frieden binnen vier Tagen den ebenfalls in Contern wohnenden ehemaligen *Télécran*-Chefredakteur und Internet-Verantwortlichen Roland Arens als neuen Chefredakteur aus. Ab nächstem Montag soll Arens den Weg zu einer „Mitterrechtsposition“ genannten konservativeren und CSV-ergebeneren Linie zurückfinden, zusammen mit seinen Stellvertretern Claude Feyereisen, der im Wahlkampf 2013 den direkten Draht zwischen CSV-Fraktion und *Wort* pflegte, und dem ehemaligen Niederranvener CSV-Schöffen Marc Schlammes.

Die durch den autoritären Auftritt Luc Friedens und seine persönlichen Vorwürfe gegen verschiedene Redakteure verstörten Journalisten drückten am Freitag in einer rasch noch etwas abgeschwächten und von zwei Dritteln der Redaktion unterzeichneten Erklärung ihr Bedauern und ihr Unverständnis aus und beteuerten, dass ihre Arbeit keinesfalls gegen die redaktionelle Linie verstoßen habe. Als 2013 der Anzeigenmarkt einbrach und der Verlag Monat für Monat Verluste produzierte, strich er die vielen Bekenntnisse zu christlich-konservativen Werten und die Beteuerung „Il n'existe pas d'équidistance vis-à-vis des acteurs sociétaux“ aus seiner „ligne éditoriale“. Nun fragt sich, ob wieder der dogmatischere Text aus der Schublade gekramt wird, da erneut Gewinne erwirtschaftet werden.

Nach den ungeschickten und größtenteils wieder rückgängig gemachten Reformversuchen Charles Rupperts vor anderthalb Jahrzehnt und mehreren Sozialplänen sowie nach der Pensionierung des sehr rechten Chefredakteurs Léon Zeches aus der Ära des ebenso rechten Dompropsts André Heiderscheid hat die größte Zeitung des Landes nun ihren



Der Verwaltungsratsvorsitzende des Sankt-Paulus-Verlags und ehemalige CSV-Minister Luc Frieden

fünftens Chefredakteur binnen acht Jahren. Zeches' Nachfolger Marc Glesener, Sohn des ehemaligen CSV-Abgeordneten und LCGB-Vorsitzenden Marcel Glesener, wurde nach nur zweieinhalb Jahren entlassen. Ihm folgte, nach einer von dem 2013 ebenfalls entlassenen Generaldirektor Paul Lenert wahrgenommenen, langen Übergangszeit, der Wirtschaftsberater von CSV-Premier Jean-Claude Juncker, Jean-Lou Siweck, der zuvor Redakteur des *Lëtzebuurger Land* und des *Quotidien* war.

Mit Unterstützung des Bistums oder zumindest von Generalvikar Erny Gillen sollte Jean-Lou Siweck den Auflagen- und Anzeigenrückgang des *Luxemburger Wort* aufhalten und wollte zusammen mit einigen Nachwuchsjournalisten aus der konservativen Zeitung eine moderne konservative Zeitung machen. Denn das *Luxemburger Wort* ist seit Jahrzehnten die Milchkuh des Bistums, das in Zeiten der Trennung von Kirche und Staat mehr denn je auf die Dividenden des Verlags angewiesen ist.

Also versuchte das *Wort*, was die meisten Zeitungen im Ausland auch versuchen: Mit „neutraler Berichterstattung“ in einem „anzeigenfreundlichen Umfeld“ und Serviceteilen sollten politisch Andersdenkende, jüngere Leser und Frauen angelockt werden. Weil kaufkräftige, urbane Gebildete bald die letzten Zeitungskäufer sein sollen, druckte das *Wort* Artikel aus der *Neuen Zürcher Zeitung* nach. Mit Glanzpapierbeilagen sollten Anzeigen der Luxusindustrie geködert werden. Ausländische Berater und elektronische Leserbefragungen sorgten zusätzlich dafür, dass das *Luxemburger Wort* heute nicht mehr streng wie die *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, sondern bunt wie ein deutsches Lokalblatt aussieht.

Aber die Rechnung ging nicht oder nicht schnell genug auf: Die Reichweite des *Luxemburger Wort*, die laut TNS Ilres vor 30 Jahren noch über 60 Prozent der Erwachsenen ausmachte, ist seit 2013 weiter gesunken, von 39,0 auf 31,4 Prozent. So dass sich vielleicht das Bistum, aber auf jeden Fall die CSV die Frage stellte, weshalb das *Wort* keine Parteipropaganda mehr machen soll, wenn es sowieso nichts an der Auflage ändert. Aber vielleicht kommt die Frage schon zu spät. Denn seit verganginem Jahr hat das *Luxemburger Wort* erstmals weniger Leser (31,4 Prozent) als die CSV Wähler (34,1 Prozent).

Dass die Zeitung binnen acht Jahren fünf Chefredakteure brauchte, ist ein Zeichen dafür, dass das Unmögliche von ihnen erwartet wird: Sie sollen aus politischen Gründen ein CSV-ergebenes Kirchenblatt liefern und aus wirtschaftlichen Gründen Kunden aller Überzeugungen bedienen. Bis vor kurzem herrschte eine stillschweigende Abma-

Seit 2016 hat das Wort erstmals weniger Leser (31,4 Prozent) als die CSV Wähler (34,1 Prozent)

chung zwischen Bistum und CSV, laut der die Kirche ihre 1848 als Kulturkampfbblatt des Klerus gegen den liberalen Staat gegründete Zeitung in den Dienst der CSV stellte. Als Gegenleistung sollte die Regierungspartei CSV dafür sorgen, dass auch in einer säkularisierten Gesellschaft die Kirche im Dorf blieb, wobei das *Wort* stets den rechten Rand der CSV vertrat. Bis 2001 hatte Artikel 37 der CSV-

Statuten sogar vorgeschrieben, dass das *Luxemburger Wort* als „befreundete Presse“ Anrecht auf Sitz und Stimme im Nationalvorstand der Partei hatte, danach wurden die *Wort*-Vertreter unauffällig kooptiert. Noch zu Zeiten Erny Gillens trafen sich Vertreter von CSV, LCGB, Caritas, Bistum und *Wort* in der ehemaligen Dienstwohnung von Dompropst Heiderscheid, um die politische Linie abzusprechen.

Doch das Geschäft zwischen CSV und Bistum ist einstweilen geplatzt: Der Auflagen- und Anzeigenrückgang zwang das Bistum, zwischen Glauben und Leben zu entscheiden und auch in anderen politischen Lagern Kunden zu suchen. Während die CSV in der Opposition nicht mehr die Interessen des Bistums verteidigen konnte, als es über Priestergehälter, Kirchenfabriken und Religionsunterricht verhandeln musste. Das Erfolgsrezept und die Lebensversicherung der Luxemburger Tageszeitungen, gleichzeitig nationale, lokale und Parteiblätter zu sein, verkehrt sich unter den Krisenbedingungen in ein Dilemma.



Vor einem Jahr wurden die Regeln zur Akkreditierung privater Hochschulanbieter verschärft. Auf dem Campus Wiltz hat das schon ein erstes Opfer gefordert. Jetzt soll dort eine Universität entstehen

Unis hier und dort

Peter Feist

In zwei Wochen, am 12. Oktober, ist *Rentrée académique* an der Universität Luxemburg. Sie dürfte feierlich begangen werden, und wie Uni-Aufsichtspräsident Yves Elsen angedeutet hat, könnte dann auch die Frage beantwortet werden, „auf die die ganze Nation wartet: Wer wird der neue Rektor?“ (*d'Land*, 08.09.2017)

Dass die Nation schon diese Woche nach Wiltz geschaut hätte, wäre den Gründern des „Campus Wiltz-Luxembourg for Applied Sciences“ bestimmt ebenfalls recht gewesen. Dort, im Wiltzer Schloss, finde die ganze Woche über „eine Serie von Aktivitäten statt“, hatte Campus-Präsident Louis Robert schon vor zehn Tagen die Presse informiert. Höhepunkt: die „akademische Gründungsfeier“ der „University for Digital Technologies in Medicine and Dentistry“ gestern Nachmittag, nach Redaktionsschluss dieses Artikels.

Offiziell eingeweiht worden war der Wiltzer Campus erst im September 2015 (*d'Land*, 23.10.2015). Aber damals hatten sich bereits drei private Institute dort niedergelassen: das Bruxelles Business Institute Luxembourg (BBI) mit einer Ausbildung in „International Hospitality and Tourism Management“; die United Business Institutes (UBI) mit „Business Studies“ und zum dritten das Business Science Institute (BSI), das ein „Executive Doctorate in Business Management“ vergibt. 2016 hieß es noch, das Brüsseler College of Advertising and Design (CAD) werde ebenfalls eine *Dépendance* in Wiltz eröffnen. Dazu kam es zwar nicht, aber nun sieht es so aus, als erhalte die vom Staat so oft vernachlässigte „Ardennenmetropole“ demnächst gar eine Universität. Und nicht nur das: Diese Woche verteidigten 17 Studenten des Business Science Institute ihre Arbeiten zur Erlangung eines „Executive Doctorate in Business Administration“, wie der Campus-Präsident informierte. Man kann meinen, auch 80 Kilometer nördlich der Belvaler *Cité des sciences* pulsiere das akademische Leben.

Doch ganz so einfach ist die Lage nicht. Zur feierlichen Überreichung der Doktor-Urkunden des BSI, die ebenfalls gestern eine halbe Stunde nach dem Beginn der Gründungsfeier der Universität stattfinden sollte, hatte sich Entwicklungshelferminister Romain Schneider (LSAP) angesagt. Wieso nicht Hochschulminister Marc Hansen (DP)? Weil weder das Business Science Institute als Einrichtung staatlich akkreditiert ist, noch dessen Ausbildung zum Manager-Doktorat, teilte das Hochschulministerium schon vergangene Woche mit. Die akademische Gründungsfeier der DTMD abgekürzten Universität fand ebenfalls ohne den Hochschulminister statt. „Weder ich noch meine Beamten kennen dieses Projekt bisher“, erklärt Marc Hansen dem *Land*.

Das sind wahrscheinlich nicht die besten Ausgabebedingungen, um den Ankündigungen zu entsprechen, die die DTMD auf ihrer Internetseite

„Luxemburg darf auf keinen Fall in den Ruf geraten, dass es hier ganz leicht ist, als Hochschule anerkannt zu werden und Diplome zu vergeben“, sagt Hochschulminister Marc Hansen (DP)

te macht. Unter *dtmd.eu* ist zu erfahren, „in einer ersten Phase“ würden von ihr Weiterbildungen für Ärzte, Zahnärzte und Zahntechniker in der Nutzung digitaler Technologien angeboten. „In Planung“ seien aber auch Bachelor- und Master-Studiengänge, Erstere in den Bereichen „Pfleger“, „Physician Assistance“ und „Krankenhaushygiene“, Letztere in „Implantologie und Parodontologie“, „Kieferorthopädie“, „Restaurativer Zahnmedizin“ und „Manueller Therapie“. Starten sollen die Studiengänge zwischen März und November 2018.

Ob sich das einhalten lässt, ist die Frage: Laut Hochschulgesetz dürfen Bachelor- und Master-Abschlüsse entweder von der Uni Luxemburg vergeben werden oder durch eine andere Einrichtung nach Akkreditierung. Es sei denn, eine Luxemburger Einrichtung arbeitet mit einer Hochschule im Ausland zusammen und es werden deren Abschlüsse vergeben; so funktioniert zum Beispiel das Lifelong-Learning-Zentrum der Salariaatskammer. Die DTMD aber scheint als eigenständige Hochschule gedacht zu sein. Darauf deutet ihre akademische Gründungsfeier hin, und in den Statuten ihrer Träger-ASBL ist zu lesen, es sollen „grundständige und aufbauende Ausbildungsgänge sowie weiterbildende Universitätslehrgänge“ angeboten und „nach erfolgreichem Studienabschluss international anerkannte Hochschulgrade (Bachelor, Master, Doktorat)“ verliehen werden. Für so etwas akkreditiert zu werden, dauert in Luxemburg ungefähr anderthalb Jahre. Annahmeschluss für Akkreditierungsanträge ist im Hochschulministerium Ende Februar. Reicht die Wiltzer Universität, das „bisher unbekannte Projekt“, bis Februar 2018 ihren Antrag ein, könnte sie mit den akademischen Ausbildungen im Herbst 2019 beginnen. Vorausgesetzt, die Akkreditierung klappt.

Wie das gedacht ist, war vom DTMD-Präsident nicht zu erfahren. André Reuter war vor dem

heutigen Freitag nicht zu einem Gespräch bereit. Der emeritierte Wirtschaftsprofessor der Fachhochschule Worms spielt schon seit Jahren eine Rolle in der privaten Hochschullandschaft Luxemburgs. Er war bis Ende 2015 Rektor der „Eufom European University for Economics and Management“, die dem Essener Bildungsverbund BCW-Gruppe nahesteht, und seit Anfang 2016 des von Handelskammer und Handwerkskammer gegründeten „Institut supérieur de l'économie – Akademie der Wirtschaft“.

Auffällig ist beim Blick auf die private höhere Bildung im Lande: Es gibt nicht wenige Universitäten. Nach der Differdinger Sporthochschule Lunex, die zum Hamburger Cognos-Bildungskonzern gehört, der Eufom sowie der Sacred Heart University, die in den Räumen der Handelskammer Master of Business Administration anbietet, wäre die DTMD die vierte private „Universität“. Das kann so sein, weil diese Bezeichnung in Luxemburg nicht geschützt ist. Als im vergangenen Jahr das Hochschulgesetz geändert wurde, erklärte Minister Hansen im parlamentarischen Hochschulausschuss, „Universität“ oder „University“ trügen viele Einrichtungen im Ausland im Namen, wo „Universität“ ebenfalls keinen Titelschutz genießt. Dass solche Anbieter auch in Luxemburg aktiv werden könnten, wollte Marc Hansen nicht von vornherein einschränken. Auch, weil Hochschulbildungsangebote im Ausland machen zu können, unter die EU-Dienstleistungsrichtlinie fällt.

Und offenbar bereitet es der Universität Luxemburg, so jung sie auch ist, keine Sorgen, andere Universitäten neben sich zu sehen. „Wenn deren Qualität stimmt, sind sie uns als Wettbewerber willkommen“, sagt der amtierende Uni-Rektor Ludwig Neyes. Was so zu verstehen ist, dass gar nicht erst zum Wettbewerb antreten könne, wer nicht gut genug ist. So will der Uni.lu-Chef das auch verstanden wissen: „Nach meiner Kenntnis und Erfahrung geht das Hochschulministerium bei den Akkreditierungen sehr sorgfältig vor.“

Die Bedingungen dafür wurden tatsächlich verschärft, als am 15. September 2016 das geänderte Hochschulgesetz in Kraft trat. Schon seit 2009 war „Universität“ auf indirektem Weg ein wenig geschützt gewesen: Akkreditiert als Universität oder als Filiale einer Universität kann nur werden, wer mindestens 30 Vollzeit-Einheiten an Mitarbeitern beschäftigt, davon mindestens ein Drittel Universitätsprofessoren. Wer das nicht schafft, kann nur als „spezialisiertes Hochschulinstitut“ zugelassen werden. Solche Institute müssen mindestens 15 Vollzeitmitarbeiter nachweisen, deren akademischer Grad dem entspricht, den das Institut ausbilden will. Das Universitäts-Kriterium ist offenbar so anspruchsvoll, dass bisher noch keine private Einrichtung ihm gerecht wurde: Auch Lunex oder Eufom sind nur als spezialisierte Hochschulinstitute anerkannt. Was vor allem mit sich bringt, keine

Dokortitel vergeben zu dürfen. Die Einschränkung brachte Marc Hansen 2016 neu ins Gesetz ein.

Und darüberhinaus insbesondere die Neuerung, dass die Zulassung nicht mehr auf Anraten eines „Komitees“ erfolgt, das der Minister zusammenruft und dem wenigstens eine fachkundige Persönlichkeit aus dem Ausland angehören musste, sondern eine „agence d'assurance de la qualité, spécialisée en matière d'accréditation d'institutions et de programmes d'études de l'enseignement supérieur et inscrite au registre européen des agences d'assurance de qualité“ beauftragt wird. Der erste Studiengang, der auf diesem Weg seine Zulassung erhielt, war im Juli der Master of Business Administration der Luxembourg School of Business. Das erste Opfer forderten die neuen Regeln ebenfalls schon: Das United Business Institute in Wiltz erhielt seinen Masterstudiengang in Business Studies nicht erneut anerkannt und darf nur noch Bachelor-Titel vergeben.

In Wiltz hat das für Unruhe gesorgt. Campus-Präsident Louis Robert, der zugleich Präsident des Bruxelles Business Institute Luxembourg ist und früher Direktor der Diekircher Hotelschule war, findet die Herangehensweise des Hochschulministeriums „so streng, dass man manchmal den Eindruck haben kann, es will Privathochschulen verhindern“. Das BBI hat beim Ministerium die Re-Akkreditierung seines „Bachelor in Hospitality and Tourism Management“ beantragt, weil die Zulassung Mitte September 2018 ausläuft. Dabei, sagt Louis Robert, würden aber Institut und Studiengang ebenso intensiv durchleuchtet wie bei der Erstakkreditierung.

Genauso sei das auch gedacht, erklärt dazu der Hochschulminister. „Ein Institut kann innerhalb von den fünf Jahren, für die eine Akkreditierung vergeben wird, auch schlechter werden.“ Und wengleich zum Beispiel „Universität“ hierzulande keine geschützte Bezeichnung sei, werde mit der Akkreditierung für „Qualität“ gesorgt. Und für „akademische Substanz“, was sich ein wenig anhört als Sorge die Regierung sich, Luxemburg könnte vom Briefkastenfirmen-Standort zu einem fragwürdiger Hochschulanbieter werden. Schon als Marc Hansen im Januar 2016 zu Änderungen am Hochschulgesetz mit dem zuständigen parlamentarischen Ausschuss sprach, erklärte er, es könne ein ein „pullulement“ privater Anbieter drohen. Dem *Land* sagt der Minister, „Luxemburg darf auf keinen Fall in den Ruf geraten, dass es hier ganz leicht ist, als Hochschule anerkannt zu werden und Diplome zu vergeben“. Weltweit sei zu beobachten, dass „Geldverdien-Apparate entstehen“ und „Geschäftsmodelle aufkommen, möglichst viele Studenten anzuziehen, doch die studieren das womöglich für ihr Leben“. Für ganz Luxemburg wäre es „verhängnisvoll, wenn ein Student mit einem Bachelor-Abschluss, der nicht gut genug ist, sich an einer Uni im Aus-

land zum Master bewirbt und die sagt: Was bringen sie uns denn da?“

Die offenbar strenge Haltung des Ministers hat aber ihre Grenzen. Wenngleich Dokortitel zu vergeben, Anbietern neben Uni.lu seit einem Jahr nur erlaubt ist, wenn sie als „universitäre“ Einrichtung akkreditiert sind, straft das Hochschulministerium das überhaupt nicht akkreditierte Wiltzer Business Science Institute wegen seiner ebenso wenig akkreditierten „Executive Doctorates in Business Administration“ nur mit Nichtbeachtung. Soll heißen: Wer die knapp 21 000 Euro teure berufsbegleitende Ausbildung mitmacht, muss wissen, was er oder sie tut, und mit einem Dokortitel laut den Bologna-Regeln hat das DBA ja nichts zu tun.

So sieht das auch BSI-Gründer Michel Kalika, Wirtschaftsprofessor an der Universität Lyon: „Ich habe nie behauptet, dass unser DBA dasselbe sei wie ein Dokortitel, den eine Uni vergibt.“ Der DBA des BSI sei ein Abschluss, „den Manager an ihren MBA anhängen und der auf ihrer Berufserfahrung aufbaut“. Auf der Webseite des Instituts steht in modischem Innovations-Vokabular zu lesen, der Manager-DBA sei „disruptiv“ und „außerhalb der Norm“. Eine Akkreditierung zu erlangen „ist deshalb nicht meine erste Sorge“, sagt Kalika. Allerdings will er in Wiltz eine „internationale Plattform“ für diese Art von Ausbildung aufbauen, da kann eine Akkreditierung nicht schaden. Weil dieses Jahr die dritte Kohorte von Studenten ihren DBA absolviert hat, will Kalika „demnächst“ wieder einen Akkreditierungsantrag stellen. Der erste war vor zwei Jahren als „irrécevable“ abgelehnt worden.

Bis Mitte September 2018 müssen eine Reihe bestehender Akkreditierungen erneuert werden. Das geht aus der Liste der staatlich zugelassenen Studiengänge hervor, die auf der Internetseite des Ministeriums zu finden ist – allerdings nicht an prominenter Stelle platziert, sondern in der Rubrik zum Luxemburger Titelregister verborgen¹. Vom *Land* darauf angesprochen, erklärt Marc Hansen, „das wusste ich nicht, dass können wir ändern“.

Auf „Qualität“ und „Substanz“ müssen sich in den nächsten Monaten das Isec von Handels- und Handwerkskammer und verschiedene seiner Studiengänge überprüfen lassen, sowie die Wirtschafts- und Eufom mit all ihren Studiengängen. Wie sich die verschärften Regeln auswirken, bleibt abzuwarten. Nicht an den neuen Regeln gescheitert sind, laut Hochschulministerium, dagegen die Bachelor-Ausbildung in Religionspädagogik des Katechetischen Instituts und der Theologie-Master des Priesterseminars: Dass sie seit 15. September 2016 ohne Zulassung sind, liege daran, dass niemand die Wieder-Akkreditierung beantragt habe.

¹ www.mesr.public.lu/enssup/registre_des_titres/formations-superieures-accreditees_final.pdf



Studienbetrieb des Bruxelles Business Institute im Wiltzer Schloss und BBI-Studenten, wenn sie nicht studieren

L'extrême-droite en France

Le FN paie ses divisions

Emmanuel Defouloy, Paris

La crise couvait depuis l'été, elle a éclaté au début de l'automne. Florian Philippot, le numéro deux du Front national et surtout l'artisan de ce que certains commentateurs ont appelé un peu vite sa « dédiablesation », a quitté le parti d'extrême droite. Ou plutôt il a été poussé dehors par Marine Le Pen, qui lui a retiré la stratégie et la communication de la formation frontiste, ce qui ne laissait plus à Philippot, 35 ans, qu'une vice-présidence synonyme de coquille vide.

Diplômé de l'école de commerce HEC puis de l'ENA, haut fonctionnaire un temps proche du socialiste souverainiste Jean-Pierre Chevènement, Florian Philippot avait adhéré au FN en octobre 2011, quelques mois seulement après que Marine Le Pen eut succédé à son père à la tête du parti. Avec elle, il a symbolisé le nouveau discours dit « social » du FN et le rôle accordé à « l'autorité de l'État », alors que l'idéologie de Jean-Marie Le Pen était surtout anti-immigrés et volontiers libérale. Pour affirmer sa position, le trentenaire est surtout devenu en quelques années l'incontestable figure médiatique du parti, omniprésent à la télévision.

Mais la base du FN, identitaire et anti-islam plus qu'anti-euro, ne l'a jamais vraiment accepté, lui préférant Marion Maréchal-Le Pen, la nièce de la présidente. Fragilisée par sa défaite à l'élection présidentielle et surtout son débat télévisé calamiteux de l'entre-deux-tours, Marine Le Pen a donc dû trancher (d'autant plus facilement sans doute que Florian Philippot a échoué pour la deuxième fois à être élu député de Forbach, en Moselle). Et le FN a payé ses divisions.

Après son record historique de 10,6 millions de voix recueillis au second tour de l'élection présidentielle, le FN connaît en effet des déconvenues à répétition depuis le printemps. Avec huit députés, les résultats des législatives ont été bien en-deçà de ses espérances. Fatiguée et sans groupe parlementaire, Marine Le Pen a quasiment disparu pendant l'été. Le FN a été totalement absent de la contestation contre la loi travail, à laquelle il est pourtant officiellement opposé. Tant et si bien que l'opposant numéro un à Emmanuel Macron est devenu, en quelques semaines, Jean-Luc Mélenchon.

Privé de Florian Philippot, qui reste à la tête de son association Les Patriotes où l'ont suivi quelques ex-frontistes dont l'eurodéputée Sophie Montel, le FN va-t-il pouvoir continuer à être ce parti attrape-tout qui a réussi à agréger des électeurs différents¹, ou bien va-t-il se recroqueviller sur ses origines identitaires radicales ? Le congrès du parti en mars 2018 à Lille, où devraient être débattues l'organisation, les idées et la stratégie, apportera sans doute un début de réponse, mais d'ores et déjà on peut relever les difficultés auxquelles devraient faire face Marine Le Pen.

La présidente du FN a finalement lâché celui qu'elle avait défendu pendant plusieurs années face à la majorité du parti. Celui qui symbolisait sa propre stratégie, qui avait fait naître en quelque sorte un FN du nord dit « social » et un FN du sud plus « identitaire ». Mais l'implantation locale de Marine Le Pen elle-même reste bien dans les Hauts-de-France, une région de souffrances sociales dont les bassins miniers du Nord et du Pas-de-Calais ont envoyé en juin dernier à l'Assemblée nationale cinq des huit députés FN. Or les élections sénatoriales du 24 septembre viennent de porter un coup d'arrêt à cette expansion : les deux seuls sénateurs Front national restent ceux du sud (Marseille et Fréjus), le parti n'ayant finalement décroché aucun siège dans le Pas-de-Calais.

Quant aux autres partis, ils comptent bien ravir au FN une partie de son électorat. Laurent Wauquiez, qui devrait sauf surprise être élu en décembre à la tête de LR, mise sur une droite populaire et rurale pour défendre les « territoires délaissés », en opposition à la droite bourgeoise et financière des grandes métropoles qui aurait rallié Macron... Quant à La France insoumise, elle se donne ouvertement l'ambition de « sortir Marine Le Pen du jeu », parce que c'est à nous qu'elle coûte cher, c'est le peuple qu'elle divise, pas les riches et les banquiers », selon les mots de Jean-Luc Mélenchon. Et c'est justement dans le nord du pays que les succès remportés en juin contre des candidats Front national par les nouveaux députés Caroline Fiat (Lorraine) ou François Ruffin (Picardie) symbolisent concrètement cette volonté de reconquête par la gauche d'un électorat ouvrier abstentionniste ou tenté par le vote frontiste.

Wahlen in Deutschland

Bundestag mit Braun

Martin Theobald, Berlin

Der vergangene Sonntag sollte ein deutliches Ergebnis und Ruhe bringen. Doch es kam anders. Zwar bleiben die Christdemokraten von Bundeskanzlerin Angela Merkel die stärkste Partei im neuen Bundestag, doch musste auch sie – so sicher ihre Wiederwahl war – herbe Verluste einstecken. Mit der Alternative für Deutschland (AfD) zog erstmals seit Bestehen der Bundesrepublik eine rechtsradikale Partei ins Parlament ein. Vom plötzlichen Hype um den Kanzlerkandidaten Martin Schulz blieb der SPD kaum etwas übrig, Linke und Grüne konnten sich behaupten, die FDP schaffte mit einem Ein-Parolen-Wahlkampf die Rückkehr.

In diesem werden künftig 709 Parlamentarierinnen und Parlamentarier sitzen und so das zweitgrößte Parlament der Welt bilden. Doch wer darauf hoffte, dass es schnell zu politisch-klaaren Verhältnissen mit einer zügigen Regierungsbildung zwischen den üblichen Parteien kommt, sieht sich getäuscht. Die Parteien verlängern die Hängepartie, denn in zwei Wochen ist Landtagswahl in Niedersachsen. Bis dahin braucht es das Behaaren auf Positionen und Posten, ganz gleich wie sehr es in Land, Politik und Gesellschaft rumort.

Nachdem sich die SPD schnell die Oppositionsrolle verordnete, bleibt als einziges Koalitionsfarbenspiel Schwarz-gelb-grün-hellblau, kurz: Jamaika, ein Bündnis von CDU/CSU, FDP und Grünen. Politisch ist dies schwierig, wie es sich bereits am ersten Tag nach der Wahl zeigte, als vor allen Dingen die bayerische CSU ihre Pflöcke festklopfte. In den Landesparlamenten von Saarbrücken und Kiel gab und gibt es Vorbilder für Jamaika-Koalitionen: Während es an der Saar scheiterte, ist sie an der Kieler Förde geräuschlos ins Amt gestartet. Auch für den Bund stehen die Zeichen günstig; Merkel scheint mit jeder Partei eine Koalition schmieden zu können. Gleich vier Parteien auf Spur zu bringen, ist jedoch auch für sie eine Herkulesaufgabe, bei der sie leicht zwischen den Testosteronboliden und Ego-Shootern Horst Seehofer (CSU) und Christian Lindner (FDP) zerrieben werden könnte. Auch an der Basis gibt es Widerstände: Die Grünen Canan Bayram, die im Berliner Bezirk Friedrichshain-Kreuzberg das einzige Direktmandat für die Partei holte, stellt sich gegen die Jamaika-Koalition.

Prüfsteine für die Regierungsbildung nach Jamaika könnten die Obergrenze und die Begrenzung des Familiennachzugs für Migranten sein, die die CSU unbedingt im Koalitionsvertrag festschreiben will, während die drei anderen Parteien dagegen sind. Die Unterschiede in der Steuerpolitik: Während die FDP eine Entlastung um rund 30 Milliarden Euro verspricht und den Solidaritätszuschlag alsbald abschaffen möchte, mag die Union lediglich 15 Milliarden Euro Steuererleichterungen versprechen. In der Umweltpolitik wollen die Grünen raus aus der Kohle und das Ende des Verbrennungsmotors bis zum Jahr 2030. Die Liberalen geben sich ökoskeptisch. Schließlich die Europapolitik: Hier stemmt sich Lindner gegen ein eigenes Eurozonen-Budget, einen neuen Finanzausgleich und die Erweiterung der Euro-Zone. Diametral dagegen die Position der Grünen, selbst Angela Merkel zeigt sich europafreundlicher. Es wird ein Herbst der politischen Weichenstellungen, die das Land unbedingt braucht, das sich aber eine Verzögerung im politischen Findungsprozess kaum leisten kann. Vielleicht läuft es am Ende doch auf eine Neuaufgabe der schwarz-roten Koalition hinaus und Martin Schulz hat mit seiner Festschreibung auf die Opposition lediglich den Brautpreis der SPD erhöht.



Stimmenverluste statt Wahlerfolg: Kanzlerin Angela Merkel mit CDU-Generalsekretär Peter Tauber

Die AfD ist nicht nur Protestpartei, sondern eine Milieupartei, die im Bundestag noch schriller und rechtsextremer werden wird

Wenig verständlich war am vergangenen Sonntag jedoch, dass sich fast alle Politiker über das Abschneiden der AfD überrascht zeigte. Es war ein wohl inszenierter, kalkulierter Wahlkampf, den die Rechtsaußenpartei bot. Sie hatte auch – ob der Themenlosigkeit der etablierten Parteien – ein großes Spielfeld, auf dem sich Tabubrüche und konstruierte Skandale medienwirksam platzieren ließen. Die Politiker der übrigen Parteien setzten keine Themen und Debatten dagegen, sondern ließen sich von der AfD quer durch die politische Arena treiben. Bestärkt durch die Medien, die den Rechtspopulisten hohe Aufmerksamkeit schenken und viel dazu beitrugen, dass die Partei ihr Image als Protestpartei inszenieren konnte. Denn Protestparteien, die viel Aufmerksamkeit bekommen, haften der Nimbus an, etwas ändern zu können. Was genau dabei sie zu ändern versprechen, ist absolut nebensächlich.

Doch ist die Alternative für Deutschland wirklich eine Protestpartei? Analysiert man ihr Wahlergebnis in den einzelnen Bundesländern und Wahlkreisen zeigt sich sehr deutlich, dass die Partei vor allen Dingen im Osten Deutschlands erfolgreich ist – in Sachsen dabei zur stärksten politischen Kraft wurde. Sicherlich wurde die AfD gewählt, um mit Berlin abzurechnen, aber auch um mit Berlin zu brechen. Während die Bundesregierung von Globalisierung und Digitalisierung spricht, die wirtschaftliche

Stärke des Landes beschwört und mit Vollbeschäftigung prahlt, prallt dies auf eine ostdeutsche Realität, die anderen Determinanten folgt. Abgesehen von einzelnen Boom-Regionen hinkt der Osten noch immer der wirtschaftlichen Entwicklung des Westens hinterher und ist eine wachstums- und unternehmensarme Region. In einem solchen Lebensalltag verdingt etwa der Slogan der SPD: „Zeit für mehr Gerechtigkeit“ überhaupt nicht. Darüber hinaus gibt es eine Veränderung in der politischen Landschaft: Bediente bislang die Linke den ostdeutschen Minderwertigkeitskomplex, übernimmt dies nun die AfD, denn die Linke ist längst im politischen Establishment angekommen.

Die Biografien der meisten Menschen in dieser Region wurden in der DDR geprägt, in einem Staat, der sich um alles kümmert und alles wusste. Zur Wiedervereinigung knüpfte die damalige Bundesregierung an genau diesen biografischen Werdegang an und versprach, dass der Staat für blühende Landschaften sorgen werde. Diese Erfahrungen werden als Teil der ostdeutschen Identität tradiert. Diese Wahrnehmung des Staates als Allversorger trifft nun auf einen Staat, der neoliberalen Marktgesetzen folgt und so Schulen schließt, Nahverkehrsverbindungen streicht, Gesundheit in ländlichen Regionen nach Profit organisiert und die Abwanderung der aufgeschlossenen, gebildeten Jugend zulässt. Genau dieser Staat gibt vor, sich um hunderttausende Flüchtlinge und Migranten kümmern zu können.

Das Gefühl der Vernachlässigung äußert sich dann – aufgrund einer kaum vorhandenen Verortung in der politischen Geschichte der Bonner und dann Berliner Republik – in extremistischen Positionen. Es sind im Osten Deutschlands geschlossene, oft männlich-dominierte Milieus entstanden, in denen nationalis-tische, xenophobe und rassistische Argumente kaum noch auf Widerstand stoßen. Eine Entwicklung, die die etablierten Parteien in den östlichen Bundesländern, von den Landesregierungen zwischen Schwerin und Dresden jedweder politischer Couleur ignoriert wurde. Genau in diesen Milieus haben sich die NPD in früheren Jahren und nun die AfD breitgemacht. Doch die AfD ist nicht nur Protestpartei, sondern längst eine Milieupartei, die immer schriller und rechtsextremer werden wird, um nicht von der politischen Bühne zu verschwinden.

A black and white photograph showing two people from behind, looking at a magazine titled "land". The magazine cover features a person in a field. The text on the cover includes "STIL", "Einmal... Ausmalen...", and "land".

Plus de hauteur

Découvrez le Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

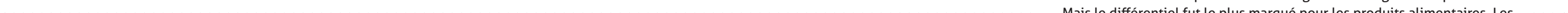
land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

¹ Lire *Les classes populaires et le FN. Explications de vote*, sous la direction de Gérard Mauger et Willy Pelletier, éditions du Croquant, décembre 2016.



+2

ticker



C'est le taux d'inflation sur un an au mois d'août. Le Statec constate que, par rapport à la zone euro, « un écart s'est de nouveau creusé sur les derniers mois ». La hausse des prix au Luxembourg aurait ainsi dépassé celle de la zone euro pour « toutes les grandes catégories de produits ». Mais le différentiel fut le plus marqué pour les produits alimentaires. Les prix du bœuf ont grimpé de 6,7 pour cent, ceux porc de 6,6 pour cent et ceux du veau de 4,5 pour cent. bt

Alles gut in Leudelingen

Die Banque Raiffeisen hat am Dienstag ihr gewohnt undetaillierte Halbjahresbilanz gezogen. Demnach habe sich das Kundenvermögen, dass die Raiffesien verwaltet, um 5,9 Prozent vergrößert, das Kreditvolumen um 4,3, die Einnahmen um zehn Prozent, und sogar das Zinseinkommen konnte um 4,3 Prozent gesteigert werden. Im aktuellen Zinsumfeld sei das nur über eine Steigerung des Volumens möglich, so Raiffeisen-CEO Guy Hoffmann. Wie erfolgreich die Zusammenarbeit mit der Post sei, wollte Hoffmann nicht verraten, nur so viel: der Beitrag der Postkunden zur Steigerung des verwalteten Kundenvermögens sei „substanziell“. ms

Ab nach Maastricht



John Santurbano (Foto: ms), Direktor der Flugnavigationsverwaltung Ana, macht einen Karrieresprung. Santurbano wird Direktor des regionalen Kontrollzentrums in Maastricht, das jährlich 1,7 Millionen Flugbewegungen steuert. Claudio Clori übernimmt Santurbanos Nachfolge bei der Ana am 2. Oktober. ms

Guerre des caddies

D'ici 2020, le stock national en surfaces commerciales devrait augmenter à presque 970 000 mètres carrés, plaçant le Luxembourg, ex æquo avec l'Australie, en tête de l'Europe (1,74 mètre carré par habitant). Les enseignes de la grande distribution se préparent-elles à une guerre d'usure ? Ou paient-elles sur le Luxembourg des 1,1 million d'habitants que la Commission européenne présage pour 2060 ? « 'Bulle' n'est peut-être pas le bon terme, mais il y a une surchauffe, une suroffre sur le marché », avait estimé Laurent Schonckert, l'administrateur-directeur de Cactus, vis-à-vis du *Land* en mars 2016. Ce qui ne semble pas avoir

découragé le groupe à continuer son expansion. Cette semaine, un consortium d'investisseurs (Albra SA, Cactus, Meubles-Cuisines Oestreicher) a inauguré en grande pompe la « Nordstroos Shopping Mile Marnach » (33 millions d'euros d'investissements), dans le canton de Clervaux. Une filiale Raiffeisen et une agence de la Post ont déménagé de Clervaux vers Marnach. La maison médicale et la pharmacie suivront d'ici la fin 2018. Au grand Nord, Cactus vient ainsi concurrencer le Shoppingcenter Massen, situé à Weiswampach, treize kilomètres plus loin sur la N7. bt

Guerre des caddies II

Alors que la concurrence anticipe anxieusement l'ouverture du hypermarché Auchan 2 (75 000 mètres carrés sur le Ban de Gasperich), François Remy, à la tête d'Auchan Luxembourg depuis 2002, vient d'être promu CEO de la filiale russe du groupe. bt

« Pour quelques hectares de plus »

Dans sa dernière édition, le *Land* écrivait sur la commune de Bissen : « Parmi les conseillers communaux, seul John Feith aura directement profité du « projet Pascal » [la possible installation d'un centre de données de Google] en vendant un de ses terrains. Son père, Guillaume Feith, était fils de paysan, directeur de la filiale locale de la Raiffeisen et échevin (puis maire entre 1982 et 1984) ; une combinaison qui lui avait permis d'accumuler un important patrimoine foncier dans la commune. » Dans une lettre, la veuve et les enfants de Guillaume Feith (1922-2001) réagissent : « Le patrimoine foncier de la famille Feith n'a rien à voir avec les activités à titre accessoire de gérant de la caisse rurale Raiffeisen et les mandats au conseil communal de feu Guillaume Feith. Ce patrimoine se trouve depuis des générations respectivement depuis les années 60 dans la famille Feith et est le fruit de labeur et de bonne gestion qui ont toujours prévalu dans cette famille. »

Good, great & constructiv

Durant la semaine que le ministre des Finances, Pierre Gramegna (DP), a passé à Beijing et à Shangai, il aura

enchaîné réunion après réunion, décrites alternativement sur Twitter comme « good meeting », « constructive meeting » et « great meeting ». Il aura notamment rencontré son homologue chinois, Xiao Jie (photo : ministère des Finances), ainsi que les principaux régulateurs. Alors que la centrale européenne d'ICBC au Luxembourg se trouve dans le collimateur de la justice espagnole dans une affaire de blanchiment, les sujets de conversations ne devaient pas manquer. bt



Bis vor das Verwaltungsgericht

Die Anwaltskammer bei ihrer Position: Die Rechtsanwälte, die von der Steuerverwaltung aufgefordert wurden, Informationen über ihre Mandanten zu liefern, weil sie in den Panama-Papieren genannten Dateien als Vermittler oder Verwaltungsratsmitglied von Offshore-Gesellschaften auftauchen, können dies nicht tun, ohne ihr Berufsgeheimnis zu verletzen. Das unterstrichen am Dienstag zur *Reentrée* im Justizwesen Rosario Grasso, François Prum und François Kremer, ausgehender, aktueller und Vize-Präsident der Anwaltskammer. Wie viele Kollegen von der Steuerverwaltung angeschrieben wurden, die inzwischen mit Zwangsgeldstrafen droht, wisse die Anwaltskammer nicht, da die Steuerverwaltungsans Steuergeheimnis gebunden sei. Laut François Prum könnte zwischen einem halben und einem Dutzend Anwälte betroffen sein. Die Anwaltskammer sei bereit, ihre Mitglieder vors Verwaltungsgericht zu begleiten, hieß es am Dienstag. Für die Anwaltskammer besteht kein Zweifel, dass die Panama-Papiere als Informationsquelle von zweifelhafter Natur sind. Sie seien das Ergebnis eines Diebstahls, so Rosario Grasso, der das Vorgehen der Steuerverwaltung eine „Phishing-Expedition“ nannte, wie man sie von ausländischen Steuerbehörden ablehne, da ihr keine genauen Informationen über mögliche Verstöße gegen das Steuergesetz vorlägen. Natürlich hätten die Rechtsanwälte bei suspekten Transaktionen auch eine Meldepflicht – wenn sie sich wie jeder andere Finanzmarktakteur in die Rolle des Vermittlers begeben, der hilft, Firmenstrukturen aufzubauen. Allerdings sei der Katalog der Infraktionen, bei dem die Meldepflicht gilt, erst Anfang 2017 auf schwere Steuervergehen ausgeweitet worden. Die Anwaltschaft melde regelmäßig suspekte Informationen an die Staatsanwaltschaft und habe auch Disziplinarmaßnahmen gegen Mitglieder entschieden, deren Prozeduren eine sorgfältige Prüfung der Mandantendossiers nicht zugelassen hatten.

Die Anwaltskammer beklagte außerdem, dass die Tarife für die Pflichtverteidiger seit zehn Jahren nicht mehr angepasst worden seien. Die Sätze seien zu niedrig und die Zahl der Klienten, die Anrecht auf

juristischen Beistand hätten, steigend. Allerdings gebe es keine Probleme Pflichtverteidiger für den Rechtsbeistand von Asylbewerbern im Schnellverfahren bereitzustellen. Die Anwaltskammer habe eine Liste mit rund 50 spezialisierten Anwälten angefertigt, und darüber hinaus zusammen mit dem Roten Kreuz eine Liste mit den bei den Terminen notwendigen Übersetzer, welche die Anwälte organisieren.

Insgesamt aber fehle es in Luxemburg an Rechtsanwälten, weshalb die Anwaltskammer eine Reform der Sprachenregelung fordert. Nicht-dreisprachige Kandidaten, die ihre Zulassung zum Beruf in Luxemburg beantragen, müssen Sprachprüfungen ablegen, um zu zeigen, dass sie die Landessprachen beherrschen. Sie würden demnach gegenüber Juristen diskriminiert, die ihre Zulassung bereits im EU-Ausland erhalten haben, und die nach einem Wechsel nach Luxemburg nach ein paar Jahren automatisch ein „Upgrade“ in der Ausübung des Berufs erhalten. Die Position der Anwaltskammer ist eine ziemliche Kehrtwende. Der Streit um die Sprachkompetenzen der Rechtsanwälte, die den Luxemburgern in der Vergangenheit als Schutzschild vor der ausländischen Konkurrenz diente, hatte Luxemburg nach einem Verweis aus Brüssel bis vor den Gerichtshof in Kirchberg geführt. Präsident François Kremer (Foto: sb) wehrte sich indessen beim *100,7* gegen Vorwürfe, vor einer Woche bei der Vereidigung eine junge Muslimin diskriminiert zu haben, indem sie von der Zeremonie ausgeschlossen wurde, weil sie ihr Kopftuch nicht abnehmen wollte. Die Uniform der Anwälte sei die Robe, dazu gehörten keinerlei religiöse Zeichen, da seien sich Staatsanwalt und Magistratur mit der Anwaltskammer einig. Dass Letztere am Tag zuvor eine Reform ihrer internen Regelung verabschiedete, um präziser zu definieren, dass Anwälte bei der Ausübung ihres Berufs keine äußerlich sichtbaren Zeichen ihrer Religion zeigen dürfen, sei reiner Zufall, so Prum, er habe nicht gewusst, dass unter der Kandidaten, die den Eid ablegen sollten, eine Kopftuchträgerin sei. ms

Seit ihrer Einführung 2015 wurden rund zwei Dutzend *jugements sur accords* erzielt. Den Strafverteidigern reicht das nicht aus. Dass es nicht mehr sind, liegt laut Staatsanwaltschaft aber auch an ihnen

Mehr oder weniger Vergleiche?

Michèle Sinner



Jean-Paul Frising, Oberstaatsanwalt, ist einigermaßen sauer. Ende Juli hatten die Strafverteidiger ziemlich dick aufgetragen. Bei einer Pressekonferenz ihrer Vereinigung Alap beschwerten sie sich, das vor zwei Jahren eingeführte Instrument des *jugement sur accord*, der gerichtliche Vergleich, das es im Strafrecht ermöglicht, dass sich die Staatsanwaltschaft mit einem Angeklagten im Gegenzug für ein Geständnis auf ein Strafmaß einigt, bevor der Fall in die Gerichtssitzung kommt, werde nicht oft genug eingesetzt. Die Staatsanwaltschaft lehne Vorschläge der Verteidiger ab, monierten die Vertreter der Alap, Philippe Penning und Rosario Grasso. Sie beschränke sich auf Fälle, in denen es um Steuerfragen gehe. Außerdem lehnten es die Staatsanwälte ab, zu verhandeln, was den Strafverteidigern nicht gefiel. Warum keine Drogen- oder Straßenverkehrsdelikte über einen Vergleich regeln? Und warum könne man über das Strafmaß nicht diskutieren? Die Forderung der Strafverteidiger: Sie wollen mehr *jugements sur accords* abschließen, in mehr Bereichen.

Dabei ist das Instrument an sich nicht unumstritten. In Belgien ermittelt derzeit eine parlamentarische Untersuchungskommission die Umstände, unter denen der Anwendungsbereich der *transaction pénale* 2011 auf Finanzdelikte ausgeweitet wurden, die es dem usbekischen Geschäftsmann Patokh Chodiev und seinen Geschäftspartnern, allgemein als „Trio“ bekannt, erlaubten, sich im Gegenzug für ein Millionenbußgeld einem Prozess wegen Geldwäsche zu entziehen, und ob sich der ehemalige französische Präsident Nicolas Sarkozy hierfür stark gemacht hat. Dies, um der kasachischen Regierung, die zusammen mit dem Trio Rohstoffe abbaut, französische Kampfhelikopter verkaufen zu können (d'Land, 38).

Doch auch bevor *Kazakhgate* ans Licht kam, gab es bereits Diskussionen um die *transaction pénale*. Denn 2013 kaufte sich die Gesellschaft Bois sauvage gegen ein Bußgeld von 8,5 Millionen Euro von einem Prozess wegen Insidergeschäften frei. Sie hatte kurz vor der Zerschlagung der Bankgruppe Fortis eine größere Menge Aktien verkauft und damit auch die Wut belgischer Kleinanleger auf sich gezogen. Danach wurde in Belgien Kritik laut, die *transaction pénale* führe zu einer Zwei-Klassen-Justiz, wenn sich Wirtschaftsverbüchler durch das Zahlen von Bußgeldern vorab einigen und dadurch einen Gerichtsprozess vermeiden könnten.

Für die Gegner der *transaction pénale* und ähnlicher Instrumente sind sie ein Schritt in Richtung amerikanisches Justizwesen, in dem außerhalb der Gerichtssäle kostspielige Vergleiche gefunden werden, um noch kostspieligere Gerichtsurteile zu verhindern. Zu einer privatisierten Justiz hinter verschlossenen Türen, so wie es auch die in internationalen Freihandelsabkommen vorgesehenen Schiedsgerichte sind, in denen Staaten ihre Souveränität an Geschäftsanwälte abgeben.

Auch in Luxemburg gibt es nicht nur Juristen, die mehr *jugements sur accord* fordern, sondern Risiken sehen. Wie beispielsweise Albert Rodesch. Das *jugement sur accord*, gibt Rodesch zu bedenken, könne zur Zwei-Klassen-Justiz führen, wenn sie in der Praxis vornehmlich von erfahrenen Anwälten abgeschlossen würden. Das setze voraus, dass sich die Klienten einen erfahrenen Anwalt leisten könnten, mit guten Kontakten. Keine Lösung also für Kleinkriminelle,

sondern nur für finanzkräftige Beschuldigte? Ist etwa auch in Luxemburg das *jugement sur accord* ein Mittel für Ärzte und andere liberale Berufsstände, diskret ihre Differenzen mit der Steuerverwaltung zu lösen?

Gegen diesen Vorwurf wehren sich die Oberstaatsanwälte der Bezirksgerichte Luxemburg und Diekirch energisch. Seit das *jugement sur accord* 2015 eingeführt wurde, wurden in Luxemburg rund zwei Dutzend abgeschlossen. Während Jean-Paul Frising durch seine Dateien scrollt, zählt er auf: einmal Unterschlagung von Gesellschaftsvermögen und Geldwäsche, vier Diebstähle mit Einbruch, ein Betrugsfall, ein Fall von Fälschung und Gebrauch gefälschter Dokumente, zweimal Nichteinhaltung der beruflichen Verpflichtungen in Bezug auf die Geldwäschebestimmungen, ein Verstoß gegen das Waffengesetz, achtmal Steuerhinterziehung und ein Diebstahl. Aloyse Weirich, Oberstaatsanwalt in Diekirch, sagt, er habe Diebstähle und sogar Drogendelikte über *jugements sur accords* geregelt, aber nur eine einzige Steuersache, hat er bisher abgeschlossen. Weirich, der in den Vorbereitungsarbeiten zur Einführung des Instruments stark eingebunden war, bedauert wie die Strafverteidiger, dass es nicht öfter zum Einsatz kommt. Er ist realistisch und optimistisch – „es läuft langsam an“. Dass die Fallzahl steigt, zeigen die Statistiken: 2015 und 2016 wurden insgesamt nur sechs *jugements sur accord* in Diekirch und in Luxemburg gemacht. Dass es bisher nicht mehr sind, liegt aber laut Weirich und Frising nicht an den Staatsanwaltschaften, sondern an den Anwälten. „Bisher“, sagen beide, „ist noch kein einziger, konkreter Vorschlag von einem Verteidiger eingegangen.“ Denn laut Gesetz können beide Seiten ein *jugement sur accord* vorschlagen. Wie ein solcher Vorschlag auszusehen hat, was er beinhaltet, sei genau festgelegt. „Es reicht nicht, dem Substitut im Flur vor dem Gerichtssaal zu sagen: ‚Sag mal, sollen wir in der Sache keinen Vergleich machen?‘“, resümiert Frising die Situation.

Weirich will den Anwälten keinen schlechten Willen unterstellen. So ein Vergleich, sagt er, mache Arbeit. Arbeit, die normalerweise weder die Staatsanwaltschaft, noch die Verteidiger übernehmen würden, sondern die Richter. Denn im Endeffekt, erklärt er, müsse quasi eine fertige Urteilsschrift verfasst werden, während die Staatsanwaltschaft das üblicherweise in der Prozessvorbereitung nicht tut und die Verteidigung schon gar. Dass die Anwälte zögern, fertig ausformulierte *jugements sur accord* vorzulegen, erklärt Weirich auch damit, dass sie im Regelfall versuchen, alle Tatbestände zu minimieren, ebenso wie das Strafmaß. Beim *jugement sur accord* aber gehe es darum, erstens die Tatbestände klar aufzuzählen, die der Beschuldigte zugibt, und dann ein angemessenes Strafmaß festzusetzen. „Das ist nicht in ihrer Logik als Verteidiger“, gibt Weirich zu bedenken. Die Staatsanwaltschaften hingegen hätten Erfahrungswerte, was sie für die verschiedenen Delikte an Strafen vor Gericht durchgesetzt hätten und könnten dann, im Gegenzug für ein Geständnis, am unteren Ende der Skala ansetzen.

Die *jugements sur accord* verursachten auch aus anderen Gründen Arbeit und seien oft keine geeignete Lösung, erklärt der Oberstaatsanwalt aus Diekirch: „Man muss klären, ob es Opfer und Geschädigte gibt. Mit ihnen reden, die Situation erklären, sehen, ob sie einverstanden sind, wenn kein normaler Prozess

stattfindet.“ Weirich fährt fort: „Wenn es in einer Drogenhandelsache sieben Beschuldigte gibt, und ich kann einem davon ein *jugement sur accord* anbieten, ergibt das nicht viel Sinn, denn den anderen sechs muss trotzdem ein Prozess gemacht werden.“

Die Faktenlage in der jeweiligen Fallakte spiele dabei eine ganz wesentliche Rolle, erklären Weirich und Frising. Für die Staatsanwaltschaft gehe es darum, abzuwägen, welche Strafbestände sie vor Gericht belegen könnten, und bei welchen es schwieriger werde. Wenn Letztere bei der Festlegung des Strafmaßes auch in Rahmen eines richtigen Prozesses keinen großen Einfluss habe, dann sei das ein guter Fall für ein *jugements sur accord*, erklärt Jean-Paul Frising. Dann kann sich die Staatsanwaltschaft beim Vergleich auf die klar nachgewiesenen Taten beschränken und zeit- aufwändige Prozeduren sparen, deren Ausgang und Erfolg ungewiss ist.

Das ist laut Frising auch die Erklärung dafür, dass mehr Steuerhinterziehungsfälle über einen solchen Vergleich geregelt wurden. Vor Gericht habe die Staatsanwaltschaft in der Vergangenheit Probleme gehabt, Ärzten und anderen Freiberuflern die Dokumentenfälschung in der Buchhaltung nachzuweisen, weil sie gesetzlich nicht verpflichtet sind, eine Buchhaltung wie eine Gesellschaft zu führen. Ohne den Tatbestand der Dokumentenfälschung und deren Gebrauch aber gibt es keinen Steuerbetrug, sondern nur den Tatbestand der Steuerhinterziehung, für den es ein Bußgeld gibt. In den durch Vergleich geregelten Steuererfällen habe die Steuerverwaltung die Akten an die Staatsanwaltschaft übermittelt. Sie zog es dann vor, lässt sich aus Frisings Erklärungen schließen, den Betroffenen im Vergleich direkt ein Bußgeld vorzuschlagen, anstatt ohne Aussicht auf Erfolg den Versuch zu starten, die Dokumentenfälschung nachzuweisen und dadurch eine Verurteilung wegen Steuerbetrugs zu erzielen. Die Aktenlage sei auch der Grund, weshalb für Frising *jugements sur accord* bei Verkehrsdelikten keinen Sinn ergeben würden: „Nichts ist einfacher zum Prozess zu bringen, als ein Verkehrsdelikt. Wenn Sie zu schnell gefahren sind, oder zu viel getrunken haben, gibt es nicht viel zu diskutieren.“ Das bringe der „Prozessökonomie“ nichts.

Dass von den Vergleichen nur gutbetuchte Wirtschaftskriminelle oder Steuerhinterzieher profitieren könnten, die sich einen guten Anwalt leisten können, bestreitet Frising. „Der Dieb, der in der Rockhal 21 Smartphones gestohlen hat, hat ein *jugement sur accord* bekommen. Der hatte einen Pflichtverteidiger“, nennt er ein Beispiel. Solange die Initiative ausschließlich bei der Staatsanwaltschaft liegt, weil die Verteidiger keine Vorschläge ausformulieren, dürfte er Recht behalten.

Stellen die *jugements sur accords* die Transparenz der Justiz durch eine öffentliche Verhandlung in Frage? Anders als in Belgien, wird das Urteil hierzulande von einem Gericht bestätigt und auch in einer Sitzung aufgerufen. Dort werden zwar die Angeklagten vorgeführt und der Tatbestand vorgelesen. Aber Sinn und Zweck ist ein zügiges Verfahren, was es dem Publikum im Saal, also der Öffentlichkeit, nicht einfacher macht, nachzuvollziehen, was passiert ist. Dennoch glaubt Frising: „Das Modell, das in Luxemburg gewählt wurde, ist ein guter Kompromiss.“



Rosario Grasso (oben links) bei der Pressekonferenz der Anwaltskammer am Dienstag. Philippe Penning (Mitte, hinten) am Abend vor dem Auftakt des Luxleaks-Prozesses

Ein Mehrzahl der *jugements sur accord* betrafen Fälle von Steuerhinterziehung. Aber auch mit Dieben hat sich die Staatsanwaltschaft auf Vergleiche geeinigt

La CSSF, les « delegation arrangements » et le bifteck

Bernard Thomas

« **L'effet de place** » est défini dans la littérature scientifique comme une concentration en un lieu géographique de multiples acteurs spécialisés, créant d'importantes synergies et concourant ainsi au bon fonctionnement des marchés financiers. Dans un rapport de 2000, l'Inspection générale des finances française évoquait un phénomène « extrêmement robuste et extrêmement fragile ». Robuste, parce qu'une fois cette dynamique lancée, il était très difficile de « rattraper » une place financière qui avait atteint la « masse critique » en la concurrençant « sur les prix et les coûts. » Mais, le déclin des places financières serait aussi « brutal » et « inattendu » que leur émergence : « Lorsque l'équilibre se rompt, que les champs de force et la direction des flux économiques se modifient, alors [...] le monde se polarise différemment ». L'industrie des fonds luxembourgeoise pourra bientôt mesurer la résilience de « l'effet de place ».

Blitzkrieg Le gouvernement luxembourgeois aurait-il loupé le dossier européen le plus brûlant depuis le secret bancaire et les *tax rulings* ? A-t-il été dupé par la Commission européenne ? Politiquement, la proposition de la Commission d'ajouter une couche de supervision supplémentaire pour une grande partie des fonds domiciliés à Luxembourg, est en passe de devenir embarrassante pour le ministre des Finances, Pierre Gramegna (DP). Le CSV, fustigeant « l'amateurisme » du gouvernement, veut le convoquer dans la commission des Finances et du Budget (Cofibu) dès la semaine prochaine. L'impression qui se dégage, après avoir parlé à des porte-parole de la Commission européenne, à des professionnels de la place financière et à des lobbyistes, c'est que le ministère des Finances et les groupes d'intérêts avaient sous-estimé la rapidité et la résolution avec lesquelles Bruxelles allait avancer. Sortie la même semaine que la proposition de la Commission, la brochure promotionnelle de l'Alfi – éditée comme supplément du *Paperjam* – témoignait de cette désynchronisation. Sur fond bleu clair, elle porte l'inscription « A clear horizon ». L'éditorial, signé par Pierre Gramegna, est intitulé « Confidence is back ».

La proposition fut écrite en huis clos, au sein de l'équipe du commissaire chargé des services financiers, Valdis Dombrovskis. Ce n'est qu'une semaine avant sa publication officielle – alors que le texte est envoyé à tous les cabinets de la Commission – que la proposition fuite et que le gouvernement et la place financière luxembourgeois en apprennent le contenu. « Personne ne l'avait vue auparavant, tellement elle était gardée sous scellés », dit Antoine Kremer, lobbyiste pour l'Alfi et l'ABBL à Bruxelles.

Ce mauvais calcul tactique pose la question du manque chronique de fonctionnaires au sein du ministère des Finances. En tant que responsable du Budget, Luc Frieden (CSV) se voulait exemplaire : il n'embauchait qu'au compte-gouttes. Cet héritage de la rigueur, couplé aux départs de fonctionnaires à l'arrivée de Pierre Gramegna, a causé un trou dans la pyramide des âges du ministère. Et a concentré le pouvoir sur une poignée de hauts fonctionnaires confrontés à un volume croissant de dossiers. Isabelle Goubin, en charge de la place financière, est ainsi également directrice du Trésor et occupe les présidences de la CSSF, du Commissariat aux assurances et du Fonds souverain intergénérationnel. Elle coordonne en outre les réunions du Haut Comité de la place financière et représente le Grand-Duché au Comité économique et financier de l'UE.

« **Delegation arrangements** » Ce n'est donc que trop tard que le gouvernement et la place financière découvrent l'ampleur du « transfert de compétences » proposé. Le gouvernement tente de peser sur le texte avant sa publication, mais trop de gens au sein de la Commission l'avaient lu pour que Dombrovskis puisse encore en changer le contenu sans perdre la face. Comme elle l'avait fait en 2009 pour le secteur bancaire, la Commission européenne veut faire « converger » la supervision des marchés financiers. Après la place bancaire, c'est l'industrie des fonds qui entre dans la ligne de mire de Bruxelles. Ce qui a pris le gouvernement luxembourgeois de court, c'est que la Commission redéfinit les procédures d'autorisations pour les « arrangements de délégation ». Ce modèle constitue la base même du succès du Luxembourg en tant que deuxième domiciliataire de fonds au monde. La proposition de la Commission a donc été perçue comme une attaque contre tout un modèle d'affaires : « Personne n'est dupe, tous savent qu'on risque de perdre de grosses parts de marché... *Et geet ëm de Bifdeck* ! ».

Dans l'industrie des fonds, il y a une division du travail entre centres financiers : les petits fournissent les jambes, les grands le cerveau. Luxembourg et Dublin s'occupent de la domiciliation, de la gestion du risque et de la distribution ; tandis que l'« asset management », c'est-à-dire les décisions stratégiques d'investissement, est concentré à Londres, New York ou Hong-Kong. La gestion d'actifs est valorisée par les professionnels comme une activité noble, alors que les tâches de « back office » sont considérées avec un certain dédain. Les tentatives du gouvernement d'appâter les managers de *hedge funds* et leurs familles par des bonbons fiscaux (comme les « carried interests » introduites en juillet 2013) ont échoué.

Superviser le superviseur Le succès du Luxembourg est en partie basé sur une autorité de régulation qui a la réputation d'être rapide, flexible et compréhensive, permettant ainsi aux gestionnaires de fonds de raccourcir le « time to market ». Cet avantage compétitif pourrait se réduire. La Commission européenne propose que les autorités de supervision européennes aient leur mot à dire pour les entités dont la direction est partiellement outsourcée dans un pays tiers. Or ce modèle est celui de quasiment tous les grands groupes anglo-saxons utilisant les Ucits. (20,5 pour cent des fonds domiciliés au Grand-Duché proviennent d'initiateurs états-unis, 17,4 pour cent sont anglais et 13,6 pour cent sont suisses.) Les autorisations qu'elle accordera, la CSSF devra les notifier en amont à l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF). Celle-ci aura alors quinze jours pour donner son feu vert. (Si elle ne suit pas la recommandation de la CSSF, elle publiera son opinion et les raisons qui l'y ont conduite.) Si la CSSF restera donc l'autorité de contrôle pour les fonds domiciliés au Luxembourg, elle sera étroitement surveillée.

Gestion de crise Mercredi dernier, le jour de la publication de la proposition de règlement, Pierre Gramegna réunit d'urgence la Cofibu. Aux députés, il dit avoir été mis devant le fait accompli par la Commission et promet de partir au combat. Le lendemain, il s'explique devant le Haut Comité de la place financière, qui réunit les banquiers et avocats d'affaires les plus influents. Il fallait faire vite, rassurer et montrer sa pugnacité, car le week-end le ministre s'envolait, suivi d'une importante délégation, vers Beijing et Shanghai.

Le ministère des Finances avait sous-estimé la rapidité et la résolution avec lesquelles la Commission européenne allait avancer. L'industrie des fonds autochtone résistera-t-elle à cette « convergence réglementaire » ?

Dans un mail détaillé, largement cité dans les médias luxembourgeois, la Commission européenne se défend de l'accusation d'avoir agi de manière unilatérale. Elle renvoie la balle dans le camp luxembourgeois. La Commission aurait organisé une consultation publique (clôturée le 16 mai) : « [It] received a high volume of replies from the Luxembourg industry and from public authorities from Member States, but the Commission did not receive a contribution from the Luxembourg government. » En effet, sept ministères des finances y avaient participé, dont celui de l'Autriche et de la République tchèque, et même celui de la Norvège. Mais le Luxembourg, bien qu'infiniment plus concerné (malgré un taux effectif de 0,0285 pour cent, la taxe d'abonnement a fait entrer 770 millions d'euros pour la seule année 2014), n'a pas répondu. Le gouvernement laissait les lobbyistes de l'Alfi et de l'ABBL exprimer la position luxembourgeoise. « Il est une pratique constante au Luxembourg de laisser au secteur privé le soin de répondre par écrit aux consultations publiques, tandis que le gouvernement fait valoir ses points de vue dans le contact direct avec la Commission et au niveau des groupes de travail », explique le ministère des Finances dans un mail au *Land*.

Ce silence durant le printemps 2017 est aujourd'hui exploité par la Commission. Les résultats de la consultation auraient été « présentés » et « discutés » avec les États-membres, écrit-elle. Et de préciser : « Avant l'adoption de la proposition, la Commission a été en contact avec les autorités luxembourgeoises. » Ce que le concernés nient. On n'aurait « jamais » été consulté sur les points précis de la proposition, écrit le ministère dans un mail au *Land*. Et de spéculer sur « l'intérêt que pourraient avoir certaines parties intéressées à voir le Luxembourg ne pas être informé en temps utile des changements envisagés ». Ce mercredi, face à *RTL-Télé*, le Premier ministre Xavier Bettel (DP) critiquait « un style de communication [de la Commission] qui n'est pas celui que nous souhaiterions ». La proposition de règlement donne en effet des réponses à des questions qui n'avaient pas été posées durant la consultation ; du moins pas *expressis verbis*.

« **Something wicked this way comes** » Pourtant le ministère et le secteur avaient aperçu les signes annonciateurs ; et la Commission a raison lorsqu'elle écrit que « the bulk of ideas that underpin the Com-



Le ministre des Finances, Pierre Gramegna (DP), doit trouver de nouveaux alliés européens

mission's proposal [...] have been evaluated and discussed over several years ». La proposition se situe dans une parfaite continuité politique : Depuis 2013, une réforme des autorités européennes de surveillance financière est à l'ordre du jour. En juin 2015, le Rapport des cinq présidents souligne la nécessité de créer, « à terme » (« ultimately »), une autorité européenne de contrôle des marchés des capitaux unique. En juin, lors de son évaluation de la phase de consultation, la Commission identifiait comme une des faiblesses « the lack of regulatory and supervisory convergence, including divergent national requirements on the use of the marketing passport under the Ucits and AIFM Directives ». Sous la bannière d'une « véritable union des marchés des capitaux », la Commission réaffirmerait ainsi sa volonté de centralisation. En avril 2017, Valdis Dombrovskis déclarait dans une interview avec l'Agence économique et financière sa volonté de « donner aux autorités européennes de supervision un rôle plus important pour gérer la concurrence réglementaire et surveiller les pratiques de supervision, de façon à ce que l'on n'ait pas l'impression que les États membres utilisent leur pouvoir comme un instrument de concurrence. »

La théorie du complot français Pourquoi cette soudaine accélération ? Sur la place financière, beaucoup y voient l'expression des ambitions frustrées de la place de Paris. Celle-ci occupe la troisième place en Europe pour la domiciliation des fonds : entre 2004 et 2016, sa part de marché est tombée de 21 à treize pour cent. Pendant ce temps, le Luxembourg (passé de 21 à 26 pour cent) et Dublin (passé de huit à quinze pour cent) décolleront. La place de Paris, elle, reste cantonnée sur le marché domestique. Parmi les autorisations délivrées en Europe pour la distribution des fonds internationaux, le Luxembourg totalise 65 pour cent et l'Irlande 22 pour cent. (La France ramasse les miettes : elle ne totalise que quatre pour cent du gâteau.) Alors que le Brexit avait éveillé l'appétit de Paris, la récolte a été maigre jusqu'ici. Faire superviser les régulateurs luxembourgeois et irlandais depuis l'AEMF basée à Paris, serait-ce l'occasion rêvée de prendre la revanche sur l'irritant concurrent grand-ducal, en misant sur « l'effet de la place » et les chemins courts ? Mais peut-être que la place financière prend la proposition de la Commission de manière trop personnelle. Pour Antoine Kremer, le lobbyiste de l'Alfi et de l'ABBL à Bruxelles, le Luxembourg ou l'Irlande ne seraient pas visés « per se ». La proposition serait plutôt l'expression d'une logique d'intégration plus vaste. Après le Brexit et l'élection d'Emmanuel Macron, la Commission tirerait simplement profit d'une fenêtre d'opportunité.

La théorie du complot anglo-luxembourgeois Le modèle des « délégations de gestion » expose le Luxembourg à la critique classique d'héberger des fonds qui ne seraient en réalité que des coquilles vides. Un rapport d'information du Sénat français « sur la compétitivité des places financières » (publié en juin 2017) met ainsi en garde contre un « risque de contournement » dans le contexte du Brexit : « Certaines autorités nationales pourraient accepter de délivrer des agréments à des sociétés de gestion dont l'essentiel de l'activité serait en réalité exercé au Royaume-Uni ». Et de conclure : « Le Brexit doit conduire à mieux appréhender l'utilisation abusive de la délégation. »

Le Sénat se fait l'écho de Jean-Louis Laurens, « ambassadeur » de la gestion d'actifs française, auditionné en février : « Un des éléments-clés de la négociation va être d'éviter qu'on accède au passeport européen à travers une simple boîte aux lettres. [...] Soyons clairs : sur ce point, les intérêts de Paris ne sont pas forcément alignés avec ceux de Dublin ou de Luxembourg. [...] Dans la mesure où il faudra une entité en Europe suffisamment 'musclée', il apparaît pertinent de la situer à Paris, qui dispose d'un écosystème puissant, de ressources qui n'existent pas au Luxembourg ou à Dublin, qui ont des administrateurs mais pas de gérants. » (Seul le sénateur de la Meuse, rappelait que « Le Luxembourg est le premier employeur en Lorraine » : « Pour le Grand Est, si l'Île-de-France ne fait rien en sa faveur, mieux vaut que le Luxembourg l'emporte ».)

Ce climat de suspicion explique que, dans chacune de ses interventions publiques, le directeur général de la CSSF, Claude Marx, insiste que les firmes anglaises qui désirent se relocaliser au Luxembourg devront y garantir une taille minimale de l'opération, notamment la présence du « key management ». Parlant cette semaine à Bruxelles devant des gestionnaires de fortune, Claude Marx, s'est voulu rassurant, tentant de dédramatiser la proposition de la Commission : « Il n'y a pas de société de gestion de fonds dénuée de substance au Luxembourg. » Mais la peur d'une subversion anglaise du marché commun reste forte. Face au *Land*, la porte-parole de la Commission esquisse ainsi un contexte « where companies may try to circumvent the EU legal framework and establish letterbox entities in the EU and carry out all their real activities in a third country. »

L'optimum dépassé Pour bloquer la proposition de règlement – qui, une fois adoptée, s'appliquera tel quel à l'ensemble des États membres –, le gouvernement luxembourgeois devra forger de nouvelles alliances. Alors que le Royaume-Uni prépare son exit, empêcher une majorité qualifiée au sein du Conseil ne sera pas évident. Xavier Bettel et Pierre Gramegna ont repris l'argumentaire de l'Alfi : Un renforcement de l'autorité de surveillance européenne nuirait à la compétitivité de l'Union européenne. « Ce n'est pas bien pour le Luxembourg, et ce n'est pas bien pour l'Europe, disait le Premier ministre ce mercredi sur le plateau de *RTL-Télé*. Nous sommes ici en train de renforcer Hong-Kong, Singapour, Dubaï et l'Amérique... et demain Londres. » Mais le Luxembourg pourrait également chercher des alliances avec la frange souverainiste, refusant le transfert de pouvoirs vers Bruxelles.

L'intégration européenne est arrivée au point critique où elle entre en collusion avec le modèle d'affaires luxembourgeois. Depuis quelques années, la Commission européenne, l'ex-alliée néolibérale du Luxembourg, est ainsi perçue comme une puissance hostile. L'idéalisme européen du Luxembourg, affiché des décennies durant, a désormais un prix. En mars dans le *Land*, le diplomate et ex-directeur de la fiscalité au ministère des Finances, Alphonse Berns, se demandait si, « au regard de nos intérêts nationaux de souveraineté et de bien-être, l'Union européenne d'aujourd'hui n'a pas atteint ou dépassé l'optimum. » Il y a quelques années encore, la question aurait été considérée comme hérétique.



Luxembourg et Dublin fournissent les jambes ; Londres, New York et Singapour le cerveau. L'UE veut contrôler de plus près ces « delegation arrangements »



Craignant une subversion anglo-luxembourgeoise du marché intérieur, la Commission veut faire superviser les superviseurs

La participation des femmes au marché du travail reste insuffisante

Réservoir de croissance

Georges Canto

« La femme est l'avenir de l'homme », chantait Jean Ferrat en 1975, en s'inspirant du poète Louis Aragon. De façon moins romantique, on pourrait dire aujourd'hui qu'elle est aussi l'avenir de la croissance économique mondiale, si l'on en croit les conclusions d'un rapport que vient de publier l'Organisation internationale du travail (OIT) et intitulé « Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances de l'emploi des femmes 2017 ». Une simple réduction de 25 pour cent de l'écart entre les taux d'activité

des hommes et des femmes d'ici à 2025 permettrait d'injecter 5 800 milliards de dollars supplémentaires dans l'économie mondiale, soit presque le total des PIB de la France et de l'Allemagne.

Un objectif plus difficile à atteindre qu'il n'y paraît, tant il existe d'obstacles pour les femmes : elles ont plus de difficultés à s'insérer sur le marché du travail, la qualité de leurs emplois reste médiocre et elles sont davantage touchées par le chômage.

Chronique Internet

In der Kürze...

Jean Lasar

Twitter a annoncé cette semaine avoir décidé de porter la longueur maximale des tweets à 280 caractères, contre 140 jusqu'ici. Une révolution pour le service de micromessagerie, qui cherche désespérément depuis plusieurs années la formule magique qui lui permettra enfin de devenir profitable. Les réactions oscillent entre tiédeur et hostilité.

Dans l'immédiat, il s'agit d'essais concernant un nombre limité d'utilisateurs. Twitter a expliqué que la limite des 140 caractères était une « source majeure de frustration » pour certains. « Essayer de comprimer vos pensées dans un tweet – nous sommes tous passés par là, et c'est vraiment dur », a expliqué Aliza Rozen, *product manager*. Elle a précisé que les tests concernaient toutes les langues sauf le japonais, le chinois et le coréen, qui parviennent à transmettre deux fois plus d'information par caractère que les autres langues.

Mais elle reconnaît que « Twitter, c'est la brièveté », ce qui illustre bien le tiraillement de Twitter quant à cette limite, à la fois trait distinctif et obstacle à son adoption plus universelle.

À ses débuts, lorsque la possibilité d'envoyer des textes depuis un téléphone portable se limitait aux textos, c'est le plafond technique des 160 caractères des SMS, un des moyens d'injecter des messages dans le service lorsqu'on était en déplacement, qui avait incité Twitter à décréter une limite dure de 140 caractères. C'est de cette brièveté que Twitter a tiré son attrait. Il a conservé cette limite bien que les SMS aient été délaissés depuis et que chaque tweet puisse désormais véhiculer des contenus bien plus volumineux.

La longueur maximale des tweets passera de 140 à 280 signes

Même s'il s'agit pour l'instant d'un test, Twitter semble bien décidé à aller de l'avant et à généraliser la limite de 280 caractères. Aliza Rozen a indiqué que celle-ci aurait pour conséquence de faciliter l'acte de tweeter.

Faciliter pour qui ? Un journaliste du *Times* a exprimé sa crainte que Donald Trump ne soit l'un de ceux invités à participer au test.

Pour Julia Gillen, la mesure montre que Twitter, qui a enregistré une perte de 160 millions de dollars au quatrième trimestre, contre 90 millions un an plus tôt, continue de vaciller entre succès et échec. Son modèle d'affaires continue d'être « fondamentalement instable ». écrit-elle dans *The Conversation*.

Puisqu'il s'agit pour Twitter de générer davantage de revenus, pourquoi ne pas adopter une formule payante pour les tweets dépassant les 140 caractères ? C'est la proposition provocante formulée par le blogger Steve Randy Waldman, à *Interfluidity.com*. Il recommande à Twitter de renoncer à son modèle d'affaires fondé sur les publicités et de facturer plutôt ceux qui peuvent se permettre de payer pour des tweets plus longs que 140 caractères. « Pendant des années, j'ai gaspillé des dizaines d'heures à essayer de raboter quelques caractères d'une idiotie vaine dont j'imaginai qu'elle était intelligente et pleine d'esprit, pour respecter la limite des 140 caractères », écrit-il avec autodérision. D'où sa proposition que Twitter adopte une « facturation exponentielle » : 1 cent pour le premier caractère excédant les 140, le double pour le second, le quadruple pour le troisième etc. Les quelque 20 dollars que l'on paierait par mois pour les petits dépassements vaudraient le temps économisé, avance-t-il.

Sauf qu'à 28 caractères excédentaires, le coût passe à plus d'un million de dollars. Ne serait-ce pas là, pour les twittos compulsifs, une élégante façon de faire étalage de leur richesse ? L'utilisateur *@squarelyrooted*, porté sur les maths, s'est amusé à calculer le coût d'un tweet de 280 caractères suivant ce modèle : 290 septillions de fois le total de toute la production économique de tous les temps. Sur cette lancée, on imagine la facture pour un tweet bavard émis depuis la Maison Blanche pour annoncer le déclenchement d'un conflit nucléaire qui justement, tiens, annihilerait à tout jamais toutes les productions humaines...



Au niveau mondial, le taux d'activité des femmes s'élève à seulement 49,4 pour cent

En 2017, le Taux d'activité des femmes (TAF) s'élève au niveau mondial à seulement 49,4 pour cent : en baisse de trois points en dix ans, il est inférieur de près de 27 points à celui des hommes. Plus de la moitié d'entre elles sont donc exclues du monde du travail, avec de grandes disparités géographiques : l'écart va de douze points, niveau rencontré dans des zones aussi différentes que l'Afrique subsaharienne et l'Amérique du nord, à plus de cinquante points en Afrique du nord, dans les pays arabes et en Asie du sud, où le TAF est inférieur à 25 pour cent. L'écart mondial devrait demeurer inchangé en 2018 et à l'horizon 2021 il ne devrait se réduire que dans six des onze sous-régions pour lesquelles on dispose de données. Ailleurs il restera stable voire s'élargira.

Une fois entrées sur le marché du travail, les femmes occupent des statuts plus précaires. Si 52 pour cent sont salariées (à peu près autant que les hommes), quarante pour cent ne cotisent à aucun système de protection sociale. Près de quinze pour cent sont des travailleuses familiales (indépendantes accomplissant des tâches dans un établissement géré par un parent) contre 5,5 pour cent parmi les hommes. Dans les pays en développement, où près de 36,6 pour cent des femmes et 17,2 pour cent des hommes sont employés comme travailleurs familiaux (non rémunérés), l'écart est supérieur à 19 points, soit le double de la moyenne mondiale, et s'est même élargi de deux points en une décennie.

Lorsque les femmes ont un emploi rémunéré, elles travaillent en moyenne moins d'heures que les hommes, soit parce qu'elles choisissent le temps partiel, soit parce que c'est la seule possibilité qui leur est offerte. Dans l'UE en 2015, le travail à temps partiel subi (de moins de trente heures par semaine) était trois fois plus fréquent chez les femmes que chez les hommes (8,2 pour cent de l'emploi total contre 2,6). Dans les pays en développement, le sous-emploi des femmes, mesuré par le nombre de personnes travaillant moins que ce qu'elles souhaiteraient, peut concerner quarante à cinquante pour cent d'entre elles.

On observe une surreprésentation des femmes dans les services : 61,5 pour cent d'entre elles y travaillent, soit 20 points de plus en vingt ans. Elles sont très présentes dans les secteurs de l'éducation, de la santé et

Selon l'OIT, « l'écart salarial entre les sexes n'a pas de lien avec le niveau de développement économique du pays, puisque certains pays ayant un revenu par habitant élevé figurent parmi ceux ayant les plus forts écarts salariaux »

du travail social, suivis du commerce de gros et de détail. Cette « ségrégation sectorielle », qui a beaucoup augmenté au cours des vingt dernières années, se rencontre aussi bien dans les pays émergents que dans les pays développés. Les activités de services sont créatrices d'emplois, mais il s'agit d'emplois souvent précaires, peu qualifiés et mal rémunérés.

De quoi expliquer que l'écart mondial de rémunération entre les sexes est toujours de 23 pour cent. Le rapport de l'OIT note que « l'écart salarial entre les sexes n'a pas de lien avec le niveau de développement économique du pays, puisque certains pays ayant un revenu par habitant élevé figurent parmi ceux ayant les plus forts écarts salariaux ». Un constat inquiétant, car il signifie que « le seul développement économique ne suffit pas à garantir une répartition équitable ».

La priorité étant de favoriser l'accès au marché du travail, les dirigeants du G20 ont pris en 2014 l'engagement de réduire l'écart entre les taux d'activité des femmes et des hommes d'un quart d'ici à 2025. Atteindre cet objectif permettrait d'augmenter l'emploi mondial de 204 millions de postes soit de 5,3 pour cent. Soixante pour cent des emplois gagnés (120 millions) le seraient dans les pays d'Asie du sud et de l'est, c'est-à-dire en Chine et en Inde principalement, en raison de leur taille mais aussi du potentiel de progression du TAF (inférieur à 29 pour cent en Asie du sud). L'Afrique (22,5 millions de postes en plus), l'Amérique latine (17,4) et l'Asie du sud-est et le Pacifique (15,9) seraient aussi, proportionnellement, d'importants bénéficiaires.

D'ici à 2025 l'impact sur le PIB mondial serait une croissance supplémentaire de près d'un demi-point chaque année pendant huit ans, soit 3,9 pour cent au total, ou encore 5 800 milliards de dollars de plus. Près de la moitié de ce montant (2850 milliards) profiterait aux pays d'Asie de l'est et du sud. 410 milliards de dollars de plus seraient injectés en Afrique et 445 en Amérique latine. Toutefois, le taux moyen de croissance annuelle du PIB gagnerait aussi un quart de point en Amérique du Nord et en Europe, deux zones qui engrangeraient le montant appréciable de 1 050 milliards de dollars. Les recettes fiscales connaîtraient aussi une forte hausse, de 1 500 milliards de dollars au niveau mondial, pour l'essentiel dans les pays émergents (990 milliards) et dans les pays en développement (530), ce qui pourrait leur servir à financer des mesures pour s'attaquer aux écarts entre les sexes sur le marché du travail.

Le terrain semble favorable. Selon une vaste enquête OIT-Gallup publiée en mars 2017 où 149 000 adultes ont été interrogés dans 142 pays, 70 pour cent des femmes souhaitent, soit exercer une activité rémunérée (29 pour cent), soit être en situation de travailler tout en s'occupant de leur famille (41 pour cent). Selon le rapport, ces résultats valent dans presque toutes les régions du monde, y compris celles où le taux d'activité des femmes est traditionnellement faible, comme au Moyen-Orient. Point très encourageant, l'opinion des hommes est très comparable à celle des femmes. 28 pour cent d'entre eux souhaitent que les femmes de leur famille aient un emploi rémunéré à plein temps et 38 pour cent qu'elles puissent concilier travail et obligations familiales ou domestiques, soit 66 pour cent d'avis favorables, une proportion qui augmente avec le niveau d'instruction.

Encore faut-il pouvoir concrétiser cette volonté. L'équilibre entre travail et vie familiale est cité dans le monde entier, mais surtout en Europe, comme l'un des défis majeurs que doivent relever les travailleuses rémunérées. Mais d'autres sujets comme les traitements inéquitables, les pratiques abusives, le harcèlement au travail, la pénurie d'emplois suffisamment rémunérateurs et les inégalités salariales sont de grandes préoccupations dans d'autres régions du monde.

En Afrique subsaharienne, par exemple, comme dans de nombreux pays en développement, il y a autant de personnes qui citent les « traitements inéquitables ou discriminations » au travail (19 pour cent) que l'équilibre travail-famille (18 pour cent). En Amérique du Nord, les sondées ont plutôt tendance à citer les inégalités salariales (trente pour cent), suivies par l'équilibre travail-famille (seize pour cent) et les traitements inéquitables ou discriminations (quinze pour cent).

Selon la directrice générale adjointe de l'OIT, Deborah Greenfield, la priorité des dirigeants politiques devrait être d'alléger les contraintes qui pèsent sur les femmes quand elles choisissent de participer au marché du travail et de supprimer les obstacles auxquels elles sont confrontées une fois qu'elles sont en poste. Vaste programme, dont l'application se heurte aussi à des attitudes culturelles (comment encourager les hommes, dans certains pays, à prendre leur juste part des tâches domestiques) et religieuses.

Mais l'OIT affiche sa détermination puisque « examiner la place et la condition des femmes dans le monde du travail et impliquer les travailleurs, les employeurs et les gouvernements dans des actions concrètes pour réaliser l'égalité des chances et de traitement » fait partie des sept initiatives mises en œuvre par l'institution dans le cadre de la préparation de son centenaire en 2019.

Die kleine Zeitzeugin

Empathologisch

Michèle Thoma

Kim will Donald verstehen, diese verstörende Meldung geht gerade durch die Medien. Kim will ein Donaldversteh­er sein, wer kann jetzt noch die Welt verstehen? Mein Weltbild gerät jedenfalls komplett durcheinander, ich kenne mich hinten und vorne nicht mehr im Weltbilderbuch aus. Und Mutti erklärt uns auch nichts.

Wenigstens einen gab es, der bis jetzt nicht aus der Rolle fiel. Er war der garantiert Böse. Am Anfang, als er die Monsterrolle annahm, nahm man ihn noch nicht so ernst. Sein Babyspeck, seine unbeholfenen Bewegungen, als wäre er neugeboren einem Raumschiff entstieg. Die Frisur eines verzweifelten Teenagers, der sich in seinem vorgefundenen Äußeren noch nicht zurechtfindet, tja, wer kennt das nicht? Wo ist eigentlich seine Mutter? Und wurde er mit Atom gefüttert? Er hat in der Schweiz die Schule besucht, beruhigte man sich. Jemand, der über längere Zeit Schwyzerdütsch vernommen und Ovomaltine zu sich genommen hat, verfüge über eine gewisse Bodenhaftung.

Aber er mauserte sich zur Monstermaus im Monstercomic und blieb fortan seinem weltweiten Publikum treu. Er war *Best of Böse*, sogar eine Atom-

Und dann, jetzt, die Umkehr. Kim Jong-un will Trump verstehen! Klar, er macht es diskret, kein Gesichts- und Gewichtsverlust

bestie. Nicht nur ein altmodischer Tier- und Menschenfresser. Lästige Angehörige und inkompetente Styling-Beraterinnen wurden an Löw_innen verfüttert, und wo ist eigentlich seine Frau?

Natürlich, in der Monstermythologie ist das so üblich, ist er ein Brudermörder. Wer an der falschen Stelle lacht oder nicht lacht, ist mausetot. Niemand weiß Gutes über ihn zu berichten, nur sein Volk, das voll des Lobes ist.

Eigentlich muss es schön dort sein, die seltenen exklusiven Berichtbestatter stehen in einem Teletubby-Land vor seltsam gebildeten pastellfarbenen Gebilden, offensichtlich Architektur. In zartem Minzgrün, meistens marshmellow-rosa, wie mit rosa Brille. Es ist angenehm menschenleer, es scheint auch kein Verkehr zu herrschen. Hier herrscht eben nur Einer. Ab und zu kommt ein Auto über eine Verkehrsader gekrochen, oder ist es ein Marienkäfer? Nervige Touristen gibt es dort auch nicht. Es scheint außerordentlich ordentlich zuzugehen, kein Sperrmüll auf der Straße. Wissenschaft und Forschung werden eifrig betrieben, und die Einwohner_innen reden nur, wenn sie gefragt werden. Und dann sagen sie etwas, das niemand überrascht, was auch Vorteile hat – die dauernde Originalität, die uns umgibt, ist sehr ermüdend. Dort müssen die Menschen sich anscheinend nicht ständig selber entwerfen.

Aber dann stresst er wieder alle, wenn er väterlich mit backenknochigen Herren ein Riesenzapfchen, einen Zapf umsteht, der gerade das Licht der Welt erblickt hat. Und dann fliegt eine Rakete – wie Fifties klingt denn das? – über Wasser und Land, und offizielle Sprecher der potenziell getroffenen Länder treten betroffen vor Kameras, es wird so eisig. Nur die Dirndl-Moderatorin im pinken Mordkorea scheint einen Mordsspaß zu haben, ihr Chef fährt gerade voll auf seinen Lieblingsfeind ab!

Und dann, jetzt, die Umkehr. Kim Jong-un will jetzt Donald J. Trump verstehen! Klar, er macht es diskret, kein Gesichts- und Gewichtsverlust, er will nicht als Softie rüberkommen. Und bisher hat auch noch kein Trump-Analytiker einen Terminator-Termin frei. Obschon das Treffen in der löwenlosen Schweiz stattfinden soll.

Aber was bedeutet dieser Klimawandel? Ist es ein Zeitenwandel, sind wir in Wirklichkeit schon 2030? Und die totale Empathie ist ausgebrochen,

Gauland liket Gysi, die französischen Linken verlinken sich, die Burka-Babes spazieren im Evakostüm herum, und umgekehrt, alles ist abwechslungsreich und eins, die Welt ist geheilt, endlich. Die Löwen leben von der Liebe, so wie der Maya-Kalender es vorhersagt und all die anderen großen Prophezeiungen und Gurus. Das ganze blöde Vorkriegsspiel, in dem wir gerade stecken, wird einfach übersprungen. Ist Kims Umkehr also das Vorzeichen der großen Umkehr?

Aber was, wenn Kim sich wirklich in Donalds Welt einfühl­te? Sich in Donalds komplexe Welt hineinwühlt? Oder Donald sich in Kims? Wie finden die da je wieder raus?

Ich werde auch ganz empathisch.

Raus hier!

Kurzfristig könnte es noch sehr komplex werden.

Wort-Wechsel

Politik als Philosophie

Paul Rauchs

Endlich! Freudig beruhigt bin ich, dass der Verwaltungsrat des *Luxemburger Wort* der *pensée unique*, die anscheinend unter Chefredakteur Jean-Lou Siweck grassierte, mit einer wirklich heideggerianischen Geste ein Ende bereitet hat. In der Zeitung „für Wahrheit und Recht“ hätte sich unter Siweck also die absolute Wahrheit des Seins hinter den relativen Meinungen des Scheins versteckt, wenn nicht sogar verleugnet.

Martin Heidegger, den manche leider immer noch für den größten Philosophen des letzten Jahrhunderts halten, sah die Eigentlichkeit dieses *Seins* in der Demokratie gefährdet. Die Demokratie ist laut Heidegger der Tummelplatz des un-eigentlichen Lebens, des unpersönlichen „man“, der schachernden Machenschaften, der modernen entfremdenden Technik, der Bolschewiken, Juden und Amerikaner. Diese pluralistische, wertneutrale Gesellschaft hat, laut den *Wort*-Besitzern, die wertschaffende Gemeinschaft ersetzt, wenn nicht sogar zersetzt.

Mit Heidegger haben die Wort-Besitzer recht: Die pluralistische, wertneutrale Gesellschaft hat die wertschaffende Gemeinschaft ersetzt, wenn nicht sogar zersetzt

Und sie haben recht, mit Heidegger. Wir unterstellen ihnen nun beileibe nicht, keine Demokraten zu sein, aber Siwecks Wegschicken zeigt, dass sie ein „Unbehagen in der Demokratie“ empfinden. Die *Wort*-Mächtigen akzeptieren die Spielregeln der Demokratie, leiden aber darunter, dass diese Spielregeln das einzig Verbindliche sind in einer Gesellschaft, der es an dem Verbindlichen der Wahrheit fehlt. Sie möchten wieder, wenn auch nicht zwischen Freund und Feind, so doch zwischen Genosse und Gegner unterscheiden. Toleranz ja, Akzeptanz nein! Und das ist, seien wir ehrlich, die einzig mögliche authentische Seinsform des gläubigen Menschen. In genau diesem Sinne will Luc Frieden keine „Jederman“-Zeitung machen, keine Zeitung also, mit der, frei nach Heidegger, jeder-man seine un-authentische Zeit verbringen kann.

Unsere säkularisierte Gesellschaft leidet an Orientierungslosigkeit und am Vaterverlust, wie die Psychoanalytiker diagnostizieren. Und wenn niemand mehr vorschreibt und verbietet, dann bleibt nur die Freiheit.

Der Unterzeichnete schätzt es, in einer solchen Gesellschaft zu leben, er ist allerdings auch bereit, den Preis dafür zu zahlen. Der Preis der Freiheit aber bedeutet Angst. Die Furcht vor dieser Angst treibt die un-authentischen Menschen, wie Heidegger sich ausdrückt, in die Flucht und somit in die Arme und Fänge von karikaturalen Autoritäten, seien es starke Führer oder religiöse Ayatollahs. Die etablierten monotheistischen Autoritäten wollen nun, genauso wie ihre Gegenspieler, die nihilistischen Philosophen, den Menschen von seinem un-authentischen Dasein zu sich selbst und/oder zu Gott zurückführen. Die Grundstimmung der Angst ist, laut Heidegger, der *Augenblick*, in dem diese *Kehre* sich vollziehen kann.

Bistum und *Wort*-Verwaltungsrat haben sich dieses Augenblicks nun bemächtigt. Mit der Kaltstellung Siwecks zwingt Luc Frieden, ganz im biblischen Stile von Nietzsches Zarathustra, jeden von uns, jetzt Stellung zu beziehen (ähnlich einer Armee, die auch Stellungen besetzt) und unsere ganz eigene Wahrheit, das heißt auch unsere Freiheit, vor den Meinungen einer seichten Konsensgesellschaft zu verteidigen. Und so gesellt sich zu meiner einleitenden freudigen Beruhigung nun auch ein bisschen Enttäuschung und Nostalgie. Denn auf die kulturelle Pluralität verzichten, heißt auch wählen und auswählen und also zum Beispiel verzichten auf eine Zeitung, deren spannende Beiträge über Kultur und Internationales viele Jahre lang meinen Horizont bereicherten.

Aber sollten wir uns denn nicht endlich dazu entschließen, Heidegger aus dem Pantheon der Philosophie hinauszuerwerfen, denn vielleicht lebt es sich doch besser zusammen im *Zuhause* der demokratischen Kultur als im *Unzu Hause* eines absoluten göttlichen, also un-menschlichen, Himmels?



Graffiti des australischen Künstlers Lush Sux an den nördlichen Pfeilern der Schwedenbrücke in Wien

Zu Gast

Ein politisches Lehrbeispiel: 155 Meter Straße in Bettemburg

Gusty Graas

Sonntag in acht Tagen sind Gemeindewahlen. Ein einschneidendes Datum auch für die Mehrheit von CSV, DP und Déi Gréng in Bettemburg. Die Wahlkampfperiode war auch diesmal geprägt von stolzen, beziehungsweise kritischen Rückblicken und von optimistischen, ja teils utopischen Ausblicken.

Im Vorfeld des 8. Oktober hörte man auch immer wieder die Aussage, dass die Politik auf Gemeindeneiveau eine dankbare Aufgabe im Vergleich zur nationalen Politik sei, da man eher etwas bewirken und die Früchte seiner Arbeit selbst ernten könne.

Dieser letzte Aspekt stimmt nur bedingt. Erstens, weil auch in den Kommunen der Prozedurendschungel immer größere Ausmaße annimmt. Zweitens, weil die Informations- und die Überzeugungsarbeit besonders in einer Gemeinde immer wichtiger werden. Nicht zuletzt die sozialen Medien sind ein beliebtes Forum für einen kritischen Austausch.

Aber trotz allem: Es gibt sie noch, die guten Beispiele. Nach den letzten Gemeindewahlen von 2011 wurde in Bettemburg entschieden, die Rue de la Gare zurückzubauen. Ein interessantes Projekt wurde ausgearbeitet. Die Zielsetzung war von vornherein klar umrissen. Die Straße sollte angenehmer gestaltet werden, das heißt die Höchstgeschwindigkeit wurde auf maximal 30 Stundenki-

lometer festgelegt, die Kanalisation erneuert, die Bürgersteige wurden vergrößert, Parkplätze neu eingeteilt, es wurden Terrassen angelegt. Kurzum, der Verkehr sollte grundlegend anders organisiert werden. Die Straße sollte ihren Charakter als reine, öde Durchgangsstraße verlieren.

Dieses Tempo-30-Projekt hat Modellcharakter, da es sich um die erste Staatsstraße in Luxemburg handelt, die in diesem Maße, zusammen mit einer Gemeinde, umfunktioniert wurde.

2012 also die Beschlussnahme. Plus gut zwei Jahre, um die administrativen Prozeduren zu bewältigen. Alles in Butter, wäre man verleitet zu denken. Die Zeiten, in denen patriarchalische Gemeindeoberhäupter solche Arbeiten ohne Wenn und Aber durchzogen, sind jedoch *tempi passati*. Politik, insbesondere auf kommunaler Ebene, steht heute in der Pflicht, den Bürger mit auf den Weg zu nehmen. Die Leute müssen mit in die Ausführung eines solchen Projektes eingebunden werden, ebenso die Geschäftswelt. Und das ist auch gut so.

Im Detail wurde das ambitionierte Projekt nicht nur den Anrainern und der Geschäftswelt, sondern allen Bürgern in mehreren Versammlungen mit dem Schöffenrat vorgestellt. Sicher konnte nicht jeder zufriedengestellt werden. Doch im Endeffekt schälte sich ein breiter Konsens heraus und das Zentrum

von Bettemburg hat ohne Zweifel einen qualitativen Sprung gemacht.

Eine kommunale Beteiligungspolitik gewinnt heute immer mehr an Bedeutung. Die Politik und die Verwaltungen müssen den Anliegen der Bürger stärker Rechnung tragen und ihnen entgegenkommen. Dies erfordert auch eine größtmögliche Transparenz gegenüber der Bevölkerung.

Eine solches Einbinden in die Entscheidungsprozesse stärkt das Vertrauen in die Politik und kann beispielsweise auch auf Vereinsebene oder in der Schule funktionieren. Eine gemeinsame Arbeit an der Zukunft der Kommunen kann dabei helfen, ein neues Rollenverständnis von Politik und Verwaltung gegenüber den Bürgern zu fördern und die Demokratie zu stärken. Und dies kommt im Endeffekt allen zugute. In dem Sinne hat die Gemeinde Bettemburg ein gutes Beispiel geliefert.

Gusty Graas ist für die Demokratische Partei Schöffe in der Gemeinde Bettemburg

tablo



Ils étaient ouvriers à l'usine Caterpillar à Gosselies, en Belgique, comme 2 000 de leurs collègues. « Étaient », parce que le fabricant de génie civil annonça le 2 septembre 2016 qu'il allait fermer le site. Surpris, enragés ou dépités, certains d'entre eux ne voulaient pas en rester là, voulaient « laisser une trace » de leur passage à l'usine, de leur dur labeur. Ils se sont donc associés au centre d'art BPS22 de Charleroi et au duo d'artistes belgo-franco-luxembourgeois David Brognon et Stéphanie Rollin pour concevoir une œuvre-monument. Le résultat, intitulé *Résilients*, est un portillon d'accès géant (six mètres de haut), rappelant ceux qui règlent les entrées et sorties de l'usine, et fut confectionné par les ouvriers eux-mêmes. Le week-end prochain, les 7 et 8 octobre, l'œuvre sera exposée au BPS22, dont elle va intégrer la collection. Une campagne de *crowd-funding* sur gingo.community doit aider à trouver 10 000 euros (bps22.be). jh

Politique



Ouvrir une librairie

Quatre mois après avoir annoncé avec fracas qu'il allait devoir fermer sa librairie Alinéa faute de clients (ce qu'il annula par la suite, après le soutien massif des auteurs, des lecteurs et du monde politique de la capitale), c'est un Edmond Donnersbach heureux qui put inaugurer ce mercredi sa succursale spécialisée en arts de la scène, en face du théâtre des Capucins (photo : TPC). Les candidats et candidates aux communales avaient afflué en nombre pour découvrir cette bonbonnière de librairie, installée dans l'ancienne espace caisse, ainsi que les nouveaux aménagements du vestiaire et de la salle au premier étage. Cet ancien bar, où il ne se passait guère autre chose que les fêtes post-premières, a été réagencé afin d'y installer une petite scène, qui pourra servir à des lectures, des introductions aux pièces et autres manifestations expérimentales (notamment le *Talent-lab*). La librairie, quant à elle, sera exploitée par le personnel des Théâtres de la Ville et ouverte une heure avant et une heure après les spectacles. Elle comporte un millier de références tournant autour du théâtre, de l'opéra et de la danse : textes originaux, interprétations ou revues, et ce en au moins trois langues – un vrai enrichissement pour les amateurs. jh

Politique



Récupération bling-bling

Lorsque Ieoh Ming Pei conçut le Musée d'art moderne grand-duc Jean (devenu Mudam), on se moquait du balcon qu'il a prévu au premier étage du grand hall, « pour que le grand-duc puisse y saluer ses ouailles ». Or, en l'absence d'un directeur depuis neuf mois, c'est exactement ce que le Mudam est en train de devenir : un écrin pour accueillir des *royals* et autres (épouses) de chefs d'État, comme ici ceux des pays germanophones d'Europe, mercredi (photo : Alice Gallant / Cour grand-ducale) – après Brigitte Macron et la duchesse héritière Kate d'Angleterre. Lors d'une interview accordée à la *radio 100,7* (qu'il préside aussi), l'administrateur délégué du Mudam Laurent Loschetter s'est réjoui que ces accueils prestigieux allaient servir la renommée du Mudam. Or, c'est dans *Art Press* et dans *Kunstforum* qu'on voudrait lire des articles sur le seul musée d'art moderne public du pays, pas dans *Paris Match* et *Frau mit Herz*. Le problème n'est peut-être pas que ces visites aient lieu, mais que ce soit le principal thème de communication du Mudam. Vendredi prochain, 6 octobre, lors de la conférence de presse de présentation des nouvelles expositions, le nom de la prochaine directrice devrait être dévoilé. jh



Politique



Ups and downs

Oui, le public autochtone va au cinéma (photo : sb) pour voir des films luxembourgeois, répond le ministre des Communications et des Médias Xavier Bettel (DP) à une question parlementaire du député Félix Eischen (CSV). Ainsi, le film luxembourgeois le plus populaire en 2016 était *Eldorado*, un documentaire sur l'immigration portugaise de Rui Eduardo Abreu, Thierry Besseling et Loïc Tanson (4 374 spectateurs), devant *Colonia Dignidad*, un film de fiction de Florian Gallenberger, coproduction minoritaire (4 188) et *Foreign affairs*, le documentaire de Pasha Rafiy sur le ministre des Affaires étrangères Jean Asselborn (2 642). Mais, en fin de compte, 2016 était une mauvaise année pour le cinéma luxembourgeois, car l'année précédente, en 2015, le film le plus populaire, *Eng Nei Zäit* de Christophe Wagner, avait fait 14 932 entrées. Ce mardi, le Film Fund a également publié son rapport annuel pour l'année 2016, durant laquelle il a investi 36 millions d'euros en aides directes à 62 projets de films (aides à l'écriture, à la réalisation ou à la diffusion). À cette occasion, son directeur, Guy Daleiden, a annoncé le lancement d'une nouvelle aide, moins bureaucratique et plus flexible, pour jeunes réalisateurs : le programme « carte blanche » permet de recevoir assez facilement un coup de pouce de jusqu'à 30 000 euros pour un premier court-métrage. jh

Théâtre



Jonk a frech?

En l'espace de quelques années, grâce à plusieurs films autoproduits (sur l'éducation, sur le *space mining*...), quelques pièces de théâtre (sur la scène culturelle, sur le Freeport...) et quelques actions coup de poing (les graffitis à la craie devant la Philharmonie pour la fête nationale, les interventions durant les *Assises culturelles*...), le collectif Richtung22 est devenu l'organisme de contestation par excellence au Luxembourg (voir aussi page 19). Il représente désormais le service minimum de la contestation, ceux que les médias internationaux appellent pour une citation rapide et un peu impertinente quand ils écrivent sur le Luxembourg. Actuellement, et jusqu'au dimanche 1^{er} octobre, Richtung22 jouent leur nouvelle pièce, *Voll mat dobäi*, sur la campagne électorale pour les communales, au Théâtre du Centaure « am Dierfgen » (photo : TPC). Depuis que Lars Schmitz, un de leurs maîtres penseurs, a pu aisément intégrer Déi Lénk, on a juste quelques doutes sur leur équidistance aux forces politiques en jeu (entrée libre, réservations par e-mail : ticket-r22@hotmail.com). jh



Art contemporain



Best practices

Pauvre espace public, se dit-on souvent au Luxembourg ces derniers temps, lorsqu'un architecte ou ingénieur fonctionnaire d'un service communal a de nouveau pris son courage entre deux mains et conçu tout seul un « décor artistique » pour une place publique, comme ces smarties géants vus sur la place de Gand au Belair récemment réaménagée (photo : TPC). Et si on laissait l'art aux artistes, dans le meilleur des cas en collaboration avec les architectes ? Afin de sensibiliser les autorités autochtones sur le sujet, le Luca (Luxembourg centre for architecture) et la section *Arts et lettres* de l'Institut grand-ducal ont invité Dominique Aris, chef de projets pour l'art dans l'espace public au ministère de la Culture français à venir parler, jeudi prochain, 5 octobre, des bonnes pratiques dans l'Hexagone, sous le titre *L'art dans l'espace public français* (à 19 heures à la Banque de Luxembourg, boulevard Royal). jh

Art contemporain



Mise à nu

On y apprend que David Brognon est constamment sur Tinder à la recherche de la rencontre idéale et que lui, l'auteur, et sa partenaire Stéphanie Rollin, discutent le mieux de leur journée difficile assis nus sous la douche... *Performance*, le premier roman d'Anthony van den Bossche, qui vient de paraître aux éditions Arléa, est une plongée dans la vie intime et les doutes des deux artistes qui forment le duo Brognon-Rollin. Van den Bossche avait choisi de les accompagner dans les repérages de ce qui devait être une performance-vidéo à Jérusalem et a été rendu impossible par « l'intifada des couteaux ». Plusieurs présentations du livre sont prévues, le 11 octobre à Paris et le 16 novembre chez Alinéa Luxembourg. jh



Par le trou de la serrure

Ce dimanche, 1^{er} octobre sera une des rares occasions de visiter le Freeport au Senningerberg (photo : PG) et voir quelques-unes des œuvres qui y sont entreposées. De midi trente à 17 heures, les visiteurs, munis d'une carte d'identité, pourront regarder par le trou de la serrure – et un peu plus. jh

Théâtre

La démocratie n'est pas une pizza tiède

josée hansen

Ils ont chacun leur caractère. Il y a Violaine (Jade Collinet), la fan de yoga et de corporalité, Afel (Habib Dembélé), qui incarne l'optimisme joyeux, Corentin (Stephen Butel), le précieux ridicule, Amy (Reina Kakudate), timide et spirituelle, et Pete (le Luxembourgeois Raoul Schlechter), qui manque de certitudes. Ensemble, ils forment une troupe de théâtre, un « collectif » plutôt, qui, sans dieu ni maître – enfin, sans metteur en scène – veut monter une pièce sur Alexis de Tocqueville et son *De la démocratie en Amérique*, écrit au début des années 1830, suite à son voyage en Amérique. La France est alors une monarchie constitutionnelle et le Normand va voir sur ce nouveau continent comment y fonctionne la démocratie, où les gens « semblent aimer à la fois les dieux et l'argent ». On fait connaissance du collectif assis autour d'une table brinquebalante, sur une scène provisoire, encombrée d'anciens décors entreposés. Ils sont dans l'improvisation, cherchent un angle pour « incarner l'œuvre de Tocqueville » sur scène. Et si tout le monde faisait une « proposition » ?

Afel se lance en premier, proposant un récit épique et imagé du voyage de Tocqueville, racontant avec un mélange de naïveté et d'émerveillement les observations du philosophe politique à la découverte des autochtones. Vote du collectif, le verdict est mitigé. Vient Corentin, le prétentieux, qui se lance dans un long monologue de philosophie comparative, voulant « définir la pensée de Tocqueville par ce qu'elle n'est pas ». Le collectif juge sa proposition élitiste, parce que hermétique et demandant une certaine

Avec son nouveau spectacle philosophique sur Tocqueville, Laurent Gutmann nous rappelle que la démocratie est un enjeu quotidien

érudition de départ pour la comprendre. Violaine enchaîne, qui propose un spectacle de danse sur la joie d'être tous égaux, à la manière d'un musical américain, parce qu'elle estime que « le corps est un langage universel ». Ses collègues ne la comprennent pas. Amy est plus conceptuelle, installe un grand miroir sur la scène, pour que le public y voie son reflet, « parce que la démocratie, c'est l'égalité des conditions : on est tous spectateurs et tous acteurs », le théâtre, pour elle, est une « représentation de la réalité ». En écho, ses collègues trouvent sa proposition trop froide, manquant d'humanité. En dernier, Pete ose enfin se lancer : il fait monter une spectatrice sur scène, la filme en lui posant quelques questions sur la démocratie, théâtre documentaire dont ses amis regrettent la « modernité » trop facile.

L'idée initiale du collectif était de choisir l'idée la plus originale et cohérente pour monter cette pièce métaphorique sur un texte complexe, mais

lors du vote final, il s'avère qu'aucune des propositions n'aura de majorité. Que faire ? Les compiler, les mélanger, n'en garder que la meilleure ? Sans le savoir, les acteurs sont déjà pleinement dans le sujet de Tocqueville : Comment gère-t-on la démocratie directe ? Comment établir des majorités légitimes et éviter qu'elles n'oppriment les droits de minorités ? « Comment inculquer aux hommes les plaisirs du droit ? » Assez vite, face au chaos ambiant, le groupe décide d'élire un « maître de cérémonie », qui ne doit pas s'appeler metteur en scène, mais juste diriger le collectif et les différentes aspirations des acteurs. D'une démocratie directe, ils passent à une démocratie représentative. Mais comment le MC par intérim va-t-il diriger les ambitions des uns et les timidités des autres ? Comment intégrer ces idées si différentes dans une esthétique commune sans les trahir ? L'expérience, en cela chacun dans le public qui a la moindre expérience avec la gestion d'un club ou d'une association se reconnaîtra sur scène, sera longue, difficile, accompagnée de beaucoup de discussions et de questionnements à chaque stade du processus – et pas vraiment concluante. Ou, pour le dire avec Corentin lors d'une pause pique-nique sur scène, « la démocratie, ce n'est pas tiède et mou comme cette pizza ». C'est un exercice difficile qui s'apprend, dans le respect de chaque membre qui constitue le groupe. Mais comment gérer les contestations, l'absence d'adhésion à l'idée collective, les idéologies divergentes (la pratique religieuse d'Amy par exemple), sans tomber ni dans la dictature, ni dans l'anarchie ?



En deux heures, on fait le tour de questionnements complexes en regardant une bande de copains se chamailler

De la démocratie de Laurent Gutmann est une adaptation très libre de Tocqueville, dans la lignée de ce qu'il avait fait avec *Le Prince* en 2014 (également vu au Capucins) : ici, pas de théorie complexe à faire peur, mais une approche pragmatique plutôt. Le collectif d'acteurs vit les difficultés et les défis de la démocratie dans sa pratique même. En citant sans cesse des extraits de l'œuvre de Tocqueville qui leur permettent de conceptualiser leur vécu, ils rendent sa pensée palpable et moderne. Or, cette mise en abyme par le théâtre dans le théâtre permet aussi à Gutmann de parler des rapports de force sur scène, des rapports entre le public et les acteurs, entre la scène et la salle.

En deux heures, on fait le tour de toutes ces questionnements complexes en regardant une bande de copains se chamailler sur le prix de la pizza, la nécessité d'éteindre son portable ou le besoin de s'asseoir à table pour manger.

De la démocratie de Laurent Gutmann, librement adapté de *De la démocratie en Amérique* d'Alexis de Tocqueville, scénographie : Marion Savary et Adrienne Romeuf, avec Stephen Butel, Jade Collinet, Habib Dembélé, Reina Kakudate et Raoul Schlechter, sera encore joué mardi 3 octobre à 20 heures au théâtre des Capucins ; une production de La dissipation des brumes matinales, en coproduction avec e.a. les Théâtres de la Ville de Luxembourg ; www.theatres.lu.

Arts plastiques

As good as it gets

josée hansen

Elle est « very busy / very / very / busy / busy ». Sur un piédestal devant les grands tableaux qu'elle a accrochés au Ratskeller du Cercle-Cité, Doris Drescher a posé un dossier à consulter. S'y trouvent des dessins, des photos, des extraits de presse et cette double-page d'un agenda d'un mois de septembre, où, selon ses propres affirmations, elle avait rendez-vous, en l'espace d'une semaine, avec les collectionneurs Larry Gagosian, Christian Boros, Harald Falkenberg et François Pinault, mais aussi avec le curateur Okwui Enwezor et ...son frère Jacques. Son ordre du jour stressant l'aurait menée à Paris, New York, Berlin et Mexico. C'est à se demander pourquoi elle trouva dramatique, durant l'été 2016, que le directeur d'alors du Mudam, Enrico Lunghi, ne l'exposât pas plus régulièrement. Pourquoi vouloir montrer son travail aux Dräi Eechelen si on peut avoir la Fifth Avenue ? La mythomanie de Doris Drescher, affichée ici avec beaucoup d'ironie (enfin, on l'espère) – « Doris Drescher wüet weiter » a-t-elle inscrit en haut de page, et frénétiquement tamponné les pages d'un « I'm very busy » rouge – force le respect. Consciemment ou inconsciemment, elle dit aussi la douleur d'une artiste autochtone d'être (souvent) cantonnée à une existence provinciale, de savoir ces gens influents qu'elle voudrait rencontrer hors de portée.

L'année prochaine, le Cercle artistique du Luxembourg (Cal), le plus important regroupement d'artistes plasticiens au grand-duché – malgré la scission du Lac, Lëtzebuurger Artisten-Center, en 1984, malgré la création de l'AAPL, Association des artistes plasticiens, en 2013, ou celle du International Kunstverein en 2015 (constitué, lui, plutôt d'amateurs d'art que d'artistes) – fêtera ses 125 ans d'existence. En amont de cet anniversaire, le Cercle-Cité a invité le curateur Christian Mosar à concevoir une exposition rétrospective, non pas de toute l'activité du Cal, mais d'une de ses activités : le Prix Pierre Werner, initié en 1992 par le ministre délégué de l'époque René Steichen. Un exercice similaire avec la deuxième distinction du Cal, le Prix Adolphe, décerné en alternance avec le Prix Werner, avait déjà été fait il y a quatre ans par l'agence Mediart, avec exposition et publication d'un livre rétrospectif, *Les lauréats du Prix Grand-Duc Adolphe, de 1946 à nos jours – Hommage et incitations* (coédition Cal, Mécénart et Saint Paul).

L'idée de ces anthologies est simple : pour recevoir un tel prix, dont la dotation est souvent modeste (les 100 000 francs du début ont juste été arrondis vers le haut pour atteindre la somme de 2 500 euros ; le prix est attribué par le ministère de la Culture) mais le prestige d'autant plus élevé, les artistes ont passé plusieurs sélections : celle à l'entrée du Salon annuel du Cal, filtrée par un jury souvent assez sélectif, puis celle du prix, attribué parfois par le même, parfois par un autre jury, qui certifie que ces œuvres-là de cet artiste-là, sont les meilleures de l'année. En 2016 par exemple, dernier Salon en date, qui se déroulait alors dans le cadre de la deuxième *Art Week* au Limpertsberg, 44 artistes sur 135 candidatures avaient été retenus, et le peintre nigérian Kingsley Ogwara reçut le prix Werner avec ses compositions monumentales de couleurs vives dégoûlant de matière.

Christian Mosar, au lieu de simplement accrocher les œuvres historiques des quatorze lauréats qui ont reçu le prix Werner depuis 1992 au Ratskeller, a plutôt fait des visites d'atelier afin de chercher, en dialogue avec les artistes, les œuvres à montrer dans cette rétrospective. Il n'y a donc que trois œuvres originales (notamment du premier lauréat, en 1992, Roger Bertemes, décédé depuis), qui ont été distinguées par le prix ; par ailleurs, elles sont souvent postérieures à la distinction. Mais, bien qu'il y ait eu, en 25 ans, un « renouvellement générationnel », comme le constate le commissaire dans son texte pour le catalogue, et bien que la scène artistique autochtone ait connu une évolution énorme durant cette période-là – création du Casino et du Mudam, accueil de la biennale *Manifesta 2*, deux années culturelles, *Lion d'or* à Venise etc –, les artistes du Cal continuent à peindre. Seuls deux artistes ou collectifs d'artistes ont recours à d'autres médias : le sculpteur Bertrand Ney et les vidéastes Katrin Elsen et Michèle Tonteling. On constate aussi que les plus importants artistes autochtones, de Bert Theis à Su-Mei Tse, en passant par Martine Feipel & Jean Bechameil ou encore Sophie Jung n'en font pas partie – soit parce qu'ils ne participèrent pas au Salon, soit parce que leur travail n'a pas retenu l'attention du jury (Sophie Jung, par exemple, y participa en 2012 avec une vidéo et des photos de la série *easyJet*, mais Doris Drescher remporta le prix Werner. Jung recevra de nombreux autres prix plus tard, notam-

La retrospective du Prix Pierre Werner au Ratskeller pourrait aussi servir de base à une réflexion du comité du Cal quant à son positionnement et à son attractivité

ment le premier *Leap, Luxembourg encouragement for artists prize*, en 2016, doté, lui, de 12 500 euros). L'exposition pourrait aussi servir de base à une réflexion du comité du Cal, désormais présidé par Marc Hostert, quant à son positionnement et à son attractivité.

L'exposition au Ratskeller, dont l'architecture est toujours aussi difficile, est gaie et cohérente : il y a beaucoup de peintures très colorées et très grandes – Thed' Johanns, Jean-Pierre Junius, Rafael Springer (et ses marguerites blanches sur fond vert), Frank Jons ou Kingsley Ogwara –, quelques œuvres fragiles (Doris Drescher, Roger Bertemes...), d'autres plus rigoristes (Bertrand Ney, Roland Schauls,...) Cela se regarde vite, et en sortant, on a comme l'impression d'avoir fait un *crash-course* en art luxembourgeois. Comme c'est d'habitude au Ratskeller, grâce à sa position centrale, son entrée gratuite et ses horaires d'ouverture généreux, il y a toujours du monde dans l'exposition. En cela, elle atteint son but : celui de donner un aperçu, à l'autochtone comme au touriste, de l'état de l'art au Luxembourg. Elle pourrait être une sorte de préfiguration à la future Galerie d'art nationale (dont on n'entend plus parler, d'ailleurs).

L'exposition *Prix Pierre Werner – Histoires d'art 1992-2017*, commissaire : Christian Mosar, dure encore jusqu'au 5 novembre au Ratskeller du Cercle-Cité ; ouvert tous les jours de 11 à 19 heures, entrée libre ; table-ronde avec certains des artistes exposés sur le thème *Inspiration et expiration de la créativité dans l'art au Luxembourg – Le cycle de production des artistes plasticiens*, jeudi 19 octobre à 18h30 ; publication d'un catalogue, 64 pages, 15 euros ; www.cerclecite.lu.



Ils peignent sans vergogne : Rafael Springer et Kingsley Ogwara ; Andrea Neumann, derrière des sculptures de Bertrand Ney ; Roland Schauls (de gauche à droite)

Theatre

The hope of something better

Hope is what unites five of the six monologues that make up *#WTF Happened? On the Phenomenon of Trump*. It is a solo piece written by Erik Abbott, who was also on stage. Christine Probst directed this Actors Rep production, which has six Trump supporters tell their story. As you entered the TNL lobby space, you faced an almost bare stage behind which fluttered an American flag. There was but a chair and a small table, yet the crucial piece of furniture was the folding screen offstage, behind which Abbot swiftly changed character.

The most moving portrait was the very first one. A third-generation coal miner apologises for being less articulate, less at ease than the others. He is clearly reluctant to describe what actually happened to him and to his community: "I did love it when I still had a job." The sentence falls like a bombshell in the middle of his address. He talks about those that lost their homes, those that gave up and are on drugs now or dead... Trump is his last hope, a politician who will make his life great again!

All we need to do is pray for Mr Trump, pray so that he will respect women more and be led "away from the awful temptation of Twitter"

Then there is the brash businessman who speaks in clichés and eerily looks like the President himself in his red baseball cap! The body language tells it all. America will be great again once regulations and taxes are cut and the economy picks up. Then "the market can help the poor help themselves," he claims.

A flowery scarf, a pearl necklace and a walking stick turn Abbott into a Republican Congresswoman who, like the first talking head, is proud of her heritage. Nostalgia rules. She clearly represents the Washington Establishment, which Trump was so dismissive of during his campaign. We sense her bemusement and her pain. Still, she wants the new administration to succeed and puts national unity first.

"Hey! How you're doin'?" The Guy Down the Street turns out to be the most bigoted of the characters. At times his views echo those of the Conspiracy Theorist, who chooses to stand as far away from the audience as possible, raging and raving about the world and its cabals. Once America was the shining city on the hill, but then the government put fluoride in the water to control people's minds, and Obama and Hilary created the Islamic State... Once more, Trump becomes the saviour figure that can lead the country out of the darkness.

A highlight of the evening was Abbott as The Christian, a born-again preacher for whom the President represents a new dawn. He may be a flawed man who is boastful and bullies people, but God will turn him into a man on a mission. All we need to do is pray for Mr Trump, pray so that he will respect women more and be led "away from the awful temptation of Twitter". Amen.

The evening moved seamlessly. Topical soundtracks smoothed the transition between the various monologues. Personalities were carefully drawn and more than convincingly brought to life. Facial expression, accent and body posture became Abbott's key tools. Moods changed along the way as characters dropped their masks. All in all, a very enjoyable night at the theatre that made you laugh out loud at times, but, above all, had you think about the uncertain times we are facing and the scary theories some people spin in their heads. Suddenly words like "community" and "truth" have a rather hollow ring!

Though Trump hires and fires the way he once did on television, his core supporters keep loving him. He may mock and injure at will. They still want him to run the show. Janine Goedert

#WTF Happened? On the Phenomenon of Trump was at the Théâtre National from September 20 to 24 (for information on future productions go to www.actorsrep.lu)

Theatersaison 2017-18

Claude Reiles

Eine kleine Bühne mit bescheidenem Budget bleibt sich treu. Das Kasemattentheater schärft auch in der Saison 2017/18 ein Profil, das formal auf Lesungen und dramaturgisches Schauspiel, inhaltlich auf das Nationale, ja Lokale setzt. Dramaturg Marc Limpach führte gemeinsam mit Präsident Lex Weyer durch die Pressekonferenz, in der auf das Motto der kommenden Monate hingewiesen wurde: „Make empathy great again.“ Keineswegs überrascht die Neigung der Theaterhäuser zu diesem Themenfeld. Unweigerlich muss Kunst sich mit dem Grassieren von Autokratie, Irrationalismus und sinkender Empathie gegenüber dem Anderen auseinandersetzen. Zwangsläufig muss der Künstler gegen derartige Bewegungen Stellung nehmen. In seinem Vorwort zum diesjährigen Programm zitiert Limpach den Schauspieler Ulrich Matthes mit den Worten: „Wir haben in unserer Gesellschaft eine Empathiekrise.“ Ins Theater solle man weiterhin gehen, schreibt Limpach, „weil es dort menschliche Geschichten und Erfahrungen zu erleben gibt und weil diese überraschend, traurig, beunruhigend, spannend, lustig, verstörend und schön sind“, kurz: den Mut zur Vielfalt illustrieren.

Neben den Wiederaufnahmen von *Lëtzebuurger Fräheitsladder* im November, *Guten Morgen, ihr Völker* im Dezember sowie *Oh du do uewen, deem sêng Hand* im Januar wird das angesprochene Thema mit neuen Eigenproduktionen, darunter dramaturgische Dramenwerke, näher beleuchtet.

Dazu gehört Thomas Melles *Ich, Annie*, eine multiperspektivische Darstellung der Reaktionen auf das rätselhafte Verschwinden einer jungen Frau, die Anouk Wagener unter der Regie Jens Bluhms verkörpert. Dieselbe Produktion überzeugte bereits zum Anlass des letzten Abschlussfests. Anne Simon wird im Oktober das Drama *Viel gut essen* von Sibylle Berg mit Nickel Bösenberg, Pitt Simon und Marly Marques inszenieren. Bergs charakteristisch schräge Arbeit analysiert die Mitte der Gesellschaft im Hinblick auf die semantische Selbstentlarvung

Unter dem Motto „Make empathy great again“ versucht das Kasemattentheater, die populistischen Enkel ursprünglich produktiver Ideen zu dechiffrieren

des Homo Wutmenschen: „Das wird man wohl noch sagen dürfen!“ Die Collage mehrerer Gespräche mit Einwohnern aus Bonneweg bringt Elsa Rauchs dann im Dezember auf die Bühne. *Projet nomade goes urban* entstand in Zusammenarbeit mit dem Centre pour la promotion des arts und den Independent Little Lies.

Im Februar wird Jens Bluhm noch einmal die Regiearbeit für Felicia Zellers *Zweite allgemeine Verunsicherung* übernehmen. Mit dem jungen Ensemble Eugénie Anselin, Dominik Raneburger und Anouk Wagener hinterfragt Bluhm die „Performance der Wiederholung der Wiederholung des Scheiterns“ in diesem „grotesk-fantastischen Stück über Selbstzweifel und gekränkte Hoffnungslosigkeit in unserer narzisstisch-depressiven Gesellschaft“. Hier bleibt die Hoffnung bestehen, dass das eigentliche Bühnengeschehen zur Aufklärung der diffusen Phrasen im Programmtext beiträgt. Rosalie Maes und Nickel Bösenberg treten ihrerseits im Frühling



Anouk Wagener in *Ich, Annie*

auf in Woody Allens *Tod* rundum das Thema der Massendynamik inmitten einer logik- und faktenfeindlichen Bürgerwehr, die einem Mörder auf die Schliche kommen möchte. Mit der Werkstattinszenierung *Der himmelblaue Herr* von Fanny Sörgo im Mai, einer surrealen Familiengeschichte „für Leute mit und ohne Humor“, sowie dem politischen *Your very own double crisis club* von Sivan Ben Yishai im Juni mit Désirée Nosbusch läuft das Programm szenisch auf die Schlussgerade zu, bevor Eugénie Anselin mit ihrem eigenen Text *Wow* unter der Regie von Antoine Morin die Auswüchse des privaten Populismus in sozialen Netzwerken auslotet.

Traditionell sticht das Kasemattentheater formal mit dem Genre der Lesung hervor. Gemeinsam mit dem Théâtre du Centaure und dem Tol lesen Anselin, Fauconnet, Frisoni, Limpach und Werner im November Texte zum Thema des Populismus von Shakespeare bis Jaroslaw Kaczynski. Der deutsche Schauspieler Ulrich Kuhlmann trägt im Januar

Auszüge aus Gerichtsakten und Interviews rundum den *Fall René Deltgen* und die schwierige Beziehung des Ufa-Darstellers zu seinem Heimatland in Kriegzeiten vor. Auch der Luxemburger Autor Jean-Paul Jacobs wird im April gewürdigt: Christiane Rausch rezitiert die Texte des Wahlberliners *in ich hatte noch nicht das Glück/ wegen meiner pose an der opulenten tafel einer fürstin zu speisen vor*. Mit dem inszenierten Vortrag aus Texten des in Dachau vergasteten Lehrers, Herausgebers und Aktivisten Frantz Clément (verkörpert von Pitt Simon) im April und dem differenzierten Blick auf die Geschichte des Feminismus in *Feminae! Frauenbilder/ Frauenrechte* stehen weitere Lesungen an. Abschließend sei noch auf den Abend *Marx mit Mundharmonika* und die damit verbundene, etwas ungewöhnliche Feier für das Trierer Geburtstagskind unter dem Slogan „Alles was ich weiß, ist, dass ich kein ‚Marxist‘ bin.“ hingewiesen.

kasemattentheater.lu

Venise, en automne 2017 (1)

Des réussites collatérales

Lucien Kayser

Quelque décevante que puisse être une biennale, il y a la ville, la lagune, les îles. Et puis dans la pléthore d'art, la multiplicité des expositions, impossible de ne pas trouver à Venise son auberge espagnole (où comme on dit chacun trouve ce qu'il cherche). Notamment dans les *eventi collaterali*, hors programme officiel donc, dispersés dans les palais, les églises. Depuis deux ans au moins, et la reprise de la mythique exposition *When attitudes become form* de Harald Szeemann à la Kunsthalle Bern en 1969, on ne manquerait pour rien au monde le passage à la Ca' Corner della Regina, endroit plus connu maintenant comme lieu de la Fondazione Prada ; l'autre chemin, obligatoirement, depuis plus longtemps, mène au Palazzo Fortuny, où le galeriste et architecte d'intérieur belge Axel Vervoordt a établi cette année pour la sixième et dernière fois (du moins c'est l'annonce qui est faite) son cabinet de curiosités.

Deux réussites qui tranchent avec tant de choses de la biennale, où l'on a d'un coup une forte sensation, un fort sentiment de l'art, des arts (car dans les deux cas, c'est de *crossover* qu'il s'agit, suivant le vocabulaire de l'époque, d'exposition transversale). Elles ont peu en commun, mais l'essentiel : le refus du *white cube* ; si à la Ca' Corner della Regina le décor du palais n'est plus présent que comme contenant, peu visible, boîte où il a été mis autre chose, au Palazzo Fortuny, c'est l'hybridation cent pour cent, et conséquemment un savant et fascinant trop-plein, au point qu'il est souvent difficile de détecter une peinture accroché au mur. Mais quel émerveillement devant les larges trappes d'Alechinsky par exemple, dans *Cobra vivant*, de 1966, et à côté de cette grande toile, il tient le coup, le petit tableau bleu nuit, avec ses bords orange, d'Ellsworth Kelly, lui date de 1959, cadeau fait à Adrien Maeght.



Ambiances à la Fondazione Prada



À l'instar de tel guide, trois étoiles à la Fondazione Prada et au Palazzo Fortuny, valant à eux seuls le voyage

Dans une pénombre, une lumière intermittente, elle semble réglée, vibrant d'après les mouvements des vents, des orages en Italie, on abandonne vite alors de lire les panneaux où sont indiqués auteurs et titres. On reconnaît ou non, on devine, on se laisse aller, c'est le tout qui compte, atmosphère, ambiance, qui dit bien cette intuition qui donne son titre à l'exposition. À l'entrée, n'avait-on pas lu une citation, extrême-orientale, rappelant que ce qui pour le corps s'appelle instinct, est de l'intuition pour l'esprit. Pourquoi dès lors résister au plaisir de relever quand même telles parties, les cadavres exquis surréalistes, les bâches de Günther Uecker, ou l'exquise vidéo de Jana Sterbak, *Artist as combustible*, de 1986, cachée dans une armoire vitrée. On s'arrêtera là, pas d'autre énumération, juste encore la mention sous les comble de l'immense table où Kimsooja invite le public à placer les boules pétries de gestes méditatifs dans de la glaise.

Malgré la lumière parcimonieuse, on l'a deviné, on en prend plein les yeux. À la Fondazione Prada, il fait clair (sauf dans ce qui fait fonction de salle de cinéma bien sûr), et d'un autre côté, c'est une réduction très calculée, Thomas Demand, Alexander Kluge, Anna Viebrock s'y sont mis avec le curateur Udo Kittelmann. Et on ne peut mieux caractériser dès l'entrée, Anna Viebrock a pris possession du pa-

lais : le tapis vient d'une pièce, la lampe d'une autre, et puis il y a d'un bout à l'autre, ces portes qu'il faut pousser ; au premier étage, elles ne sont pas moins de cinq, on s'en souvient, c'était en 2013, on avait donné *Glaube Liebe Hoffnung* au Grand Théâtre. Ces lieux d'Anna Viebrock, plus que des décors, c'est l'évocation, d'un temps, bien sûr qu'on remonte disons aux années cinquante, mais c'est un temps intérieur plus qu'autre chose.

Derrière, dans les espaces, on découvre les photographies de Thomas Demand, très concrètes, très abstraites ; on prend son temps, sur grand écran, sur petits écrans et assis comme dans une salle d'école, à voir ou revoir les films (avec André Jung entre autres), les vidéos d'Alexander Kluge. Le passage à la Fondazione Prada, il faut avertir, est dévotement très juste, et lui semble bien en être le sujet essentiel.

Les trois artistes et leur curateur ont fait de la place à un peintre de la fin du XIX^e siècle, début du XX^e, Angelo Morbelli. C'est dire combien l'exposition est ouverte, combien également le parcours de chaque visiteur peut l'être, « we designed an exhibition that was at once a picture space and stage set, a room for experiences and assembly... ».

Toujours le temps, tout le monde le sait, et les déceptions, les regrets qui y sont attachés : la chanson *Everybody knows*, de Leonard Cohen, a donné son titre à l'exposition : *The boat is leaking. The captain lied*. Pour conclure, on en restera aux titres des expositions, en avouant avoir délaissé le Palazzo Grassi, la Punta et Damien Hirst, nulle envie de la boursoufflure des *Treasures from the wreck of the unbelievable* (DH).

L'exposition *The boat is leaking. The captain lied* dure encore jusqu'au 26 novembre à la Fondazione Prada ; fondazioneprada.org. Idem pour l'exposition *Intuition*, qui s'étend jusqu'au 26 novembre au Palazzo Fortuny ; fortuny.visitmuve.it

Zeitgenössischer Tanz

„Die Performance als Ganzes sehen“

Interview: Anina Valle Thiele

Nitin Sawhney ist ein musikalischer Tausendsassa. *Dystopian dream* ist das zehnte Album des britischen Produzenten, Songwriters und Remixers, der mit Größen wie Nora Jonas und Paul McCartney zusammengearbeitet und für Choreografien von Akram Khan komponierte hat. *d’Land* hat sich mit ihm über das Tanzstück zu *Dystopian dream* von Sébastien Ramirez und Honji Wang unterhalten, dessen Weltpremiere heute Abend im Grand Théâtre stattfindet.

d’Land: Wie kann die Interpretation eines Musikalbums wie Dystopian dream als Tanz-Performance funktionieren? Beruhigt es Sie, dass diese Symbiose bereits in Confluence (2012) in der erfolgreichen Zusammenarbeit mit Akram Khan funktioniert hat?

Nitin Sawhney: Ich denke, ob etwas funktioniert und wie „erfolgreich“ es ist, ist sehr subjektiv. Es wird eine fantastische Choreografie. In *Dystopian dream* geht es um den Verlust meines Vaters, es behandelt viele Themen, in denen es um Sterben und Isolation geht. Es sind viele Ideen, die darin miteinander verschmelzen. Honji Wang und Sébastien Ramirez setzen diese Themen, wie ich in den Proben gesehen habe, in einer sehr friedlichen Weise um. Sie binden auch Eva Stone ein, die in meiner Band spielt und eine fantastische Sängerin ist. Ich bin sehr gespannt darauf, wie das Resultat aussehen wird. Ton und Belichtung sind außergewöhnlich. Es ist ein tolles Team!

Sie haben Ihren ureigenen Musikstil. Darin verschmelzen asiatische Elemente mit Jazz, Elektro und Soul. Oft wurde ihr Stil als „Asian underground“ charakterisiert. Sie selbst mögen diesen Begriff nicht... Wie würden Sie Ihre Musik und insbesondere Ihr neues Album musikalisch beschreiben?

„Asian underground“ ist ein Begriff, der Mitte der 90-er Jahre benutzt wurde, aber ich glaube, die Musik, die ich mache, lässt sich nicht so einfach kategorisieren. Ich habe gerade den Dreh des Films *Breathe* abgeschlossen, die Premiere ist im Oktober in London. Ich vermische verschiedene Musikstile, arbeite mit vielen Orchestern. Ich arbeite mit klassischen Pianisten und bringe auch Flamenco mit ein. Indische Klänge fließen auch mit ein, aber es ist nur ein Teil vom Ganzen. „Asian underground“ ist für mich kein direkt rassistischer Begriff, aber doch irgendwie ein Stereotyp. Ich denke, charakteristisch für meine Musik ist es, viele verschiedene Elemente zusammenzubringen, Klassik und vokale Techniken sowie auch Blues. Ich kann kein präzises Vokabular dafür finden, was das Gefühl meines Albums wiedergibt. Ich denke, es gibt so viele Farben, die in der Choreografie zum Vorschein kommen.

Musique classique

Mélo­dies du bon­heur

José Voss

Après seulement deux saisons couronnées de suc­cès, Gustavo Gimeno a prolongé son contrat de directeur musical de l’OPL jusqu’en 2022. Et c’est avec une fringale de diversité et un appétit de découverte toujours intacts qu’il entame, ces jours-ci, un troisième tour de piste. « Nous sommes dans une phase d’épanouissement réciproque », déclare le maestro, qui voit dans l’éclectisme de la programmation 2017/18 le reflet de son travail avec l’orchestre national. Aussi la saison qui commence offre-t-elle pas mal de nouveautés. C’est ainsi que, pour la première fois, l’OPL jouera sous la baguette de Gimeno du Wagner, et dédiera une soirée entière à la musique américaine avec des pages de Gershwin et Bernstein, ce qui ne l’empêche pas de poursuivre, par ailleurs, l’exploration du riche univers symphonique de Mahler, qui est, au dire même de son titulaire, « comme une boussole pour nous ».

La preuve éclatante de cette politique – preuve qui donne en même temps la mesure du niveau auquel le chef espagnol a su élever l’OPL durant les deux premières années de son mandat – a été fournie par le concert donné à la Philharmonie, le 22 septembre, dans le cadre du cycle « Grands rendez-vous ». Concert au large éventail, mêlant pièces symphoniques et airs lyriques, et au cours duquel Gimeno, toujours en quête de programmes finement agencés, a promené sa formation sur les routes d’Allemagne, d’Autriche et d’Italie, en compagnie du grand baryton-basse gallois Sir Bryn Terfel.

C’est la *Troisième symphonie* de Brahms qui ouvrirait ce concert. Partition chef-d’œuvre, dont la grandeur héroïque et la majesté olympienne sont de surcroît magnifiées par l’acoustique hors pair du grand auditorium de la Philharmonie. Geste élégant et

Sir Bryn Terfel, tête d’affiche d’une somptueuse soirée musicale

pose avantageuse, battue fluide et volutes subtiles des mains qu’il a immenses, mariant brume et soleil, regard de braise et feu dans son cœur, Gustavo Gimeno y conduit l’orchestre maison à un succès éclatant. À cette fantastique chevauchée brahmsienne succède l’*Ouverture Don Giovanni K 527*. Page contrastée où s’affrontent modes majeur et mineur, tempi lents et rapides, Eros et Thanatos, qui nous plongent au cœur même de l’effervescence mozartienne. Les cordes respirent, les traits d’archet sont amples et souples. Un interlude plein de charme qui n’avance pas à cloche-pied et qui laisse bien augurer de la suite, laquelle, à l’image de cette *Ouverture*, sera dédiée à l’art lyrique avec l’entrée en scène d’un tout grand de la discipline.

Une carrure d’ogre qui en impose – un mètre 93 de Bryn (en gallois « montagne ») –, un volume vocal phénoménal, une puissance tellurique, une richesse de la palette dramatique à la fois souple et chaleureuse, un somptueux timbre de bronze, des basses granitiques, un médium aux possibilités miroitantes, des aigus triomphant sans effort, un souffle impérial, capable des nuances les plus raffinées, une diction impeccable en italien comme en français ou en allemand, une grande maturité émotionnelle comme technique, un charisme naturel, un charme immédiat, un élan irrésistible, un amour évident et communicatif pour ce qu’il chante : que demander de plus ?



L’épatant Terfel, avec l’OPL sous Gustavo Gimeno à la Philharmonie



Il ne fait pas l’ombre d’un doute que le si inventif et si merveilleusement chantant Gallois est la voix d’homme la plus marquante de ces dernières décennies. Glose cynique sur le culte que les humains vouent à Mammon, le Veau d’or, extrait du *Faust* de Gounod, est une perfection. Après la France, c’est de son amour de l’opéra italien dont le Sir britannique nous administre la preuve irréfutable, répertoire qu’il aborde avec le même panache, le même bonheur. Ainsi, le *Son lo spirito*, l’un des épisodes les plus remarquables du *Mefistofele* d’Arrigo Boito, est, lui aussi, parfaitement « dans les cordes » du géant natif de Pant Glas. Suit, après l’interlude d’apaisement bienvenu qu’est la *Sinfonia de La Traviata, l’onore ! Ladri !*, monologue sur l’honneur extrait de *Falstaff*, que Verdi a illustré d’une musique admirablement juste et savoureuse, et qui est interprété de façon tout aussi magnifique que drolatique. Époustouflante ligne de chant noble et probe.

Pour conclure en faisant bonne mesure, du Wagner, avec le célebrissime et fulminantissime *Prélude* au troisième acte de *Lohengrin*, suivi de *Die Frist ist um*, l’étrange et dramatique aria tirée de l’acte I du *Vaisseau fantôme*. Le public en redemande, et ce sera, d’abord, *If I were a rich man*, la chanson emblématique de la comédie musicale américaine, ensuite un air du folklore gallois, mélodie éloquente et expressive d’une insigne beauté poétique. Coup de chapeau à Gimeno qui, aux manettes de l’OPL, assure l’écrin au « Prince de Galles », et il est beau. Enfin, épatant Terfel, bien sûr, aussi à l’aise dans tous ces répertoires que tout Gallois qui se respecte sur un terrain de rugby ! Un récital-plaisir. Un concert-bonheur, par la grâce d’un fantastique chanteur.



„Dystopian dream behandelt viele Themen, in denen es um Sterben und Isolation geht.“ Ein Gespräch mit dem Komponisten Nitin Sawhney

„From oppression comes expression“ beschrieben Sie einmal die Entstehung Ihrer Musik. Sie wuchsen als Kind mit indischen Wurzeln im Londoner Vorort Rochester, Kent auf und erfuhren von klein auf Rassismus und Gewalt... Wie viel hat Ihr neues Album mit Ihrer Jugend zu tun?

Die Beschreibung von Rassismus – das war eher in den 90-er Jahren, als ich noch jünger war. Seitdem habe ich sehr viel Verschiedenes gemacht. Einige meiner Alben handelten davon, aber dieses letzte Album dreht sich wirklich um die Erfahrung des Verlusts meines Vaters und die Gefühle, die damit aufkamen. Mein Fokus war es, auszudrücken, was es bedeutet, jemanden zu verlieren. Klar hat alles immer irgendwie mit der eigenen Kindheit zu tun.

Dystopian dream handelt von Verlust, Isolation, von Ängsten, heißt es in der Ankündigung. Sie beschrieben das Album als „einen Weg hin zu einem Licht am Ende eines unendlichen Tunnels“. Ist es also ein beklemmendes Stück?

Ich denke schon. Aber, es ist eine herausragende Performance. Die Tänzer haben unglaubliche Fähigkeiten und es ist spektakulär ihnen zuzusehen. Ich bin sehr gespannt darauf, die Premiere zu erleben. Akram Khan ist ein toller Choreograf. Ich habe bereits in acht Produktionen mit ihm zusammengearbeitet und habe das immer genossen. Aber ich arbeite auch gern mit anderen Choreografen und entdecke ihre Art, ein Stück zu entwickeln. Akram und mich verbindet eine lange Freundschaft, und wir können sehr einfach kommunizieren. Bei *Dystopian dream* ist der Unterschied, dass das Musik-Album schon da war und ich gar nicht mehr an der Choreografie mitarbeiten musste. Es ist eine ganz andere Herangehensweise. Aber ich denke, es funktioniert, und das Resultat ist aufregend.

Ihr Musikstil ist nicht einzuordnen, Zeitgenössischer Tanz ist eine sehr abstrakte Sparte... Das Künstlerduo Wang & Ramirez bringt zudem noch Hip-Hop-Elemente in Ihre



Nitin Sawhney

Choreografie ein. Das klingt nach purem Underground. Haben Sie keine Sorge, dass das Stück zu experimentell wirkt?

Es ist kein abstraktes Album, es sind auch klassische Elemente darin zu finden, viele Songs. Ich denke, es ist ein außergewöhnliches Album. Das Etikett *Underground* sagt doch eigentlich nicht viel aus. Es geht ja darum, ein Vokabular zu finden, um das einzuordnen, aber manche werden die Beats mögen, andere nicht. Wir haben das Ganze remixt. Ich glaube, es geht darum, die Performance als ganzes Projekt zu sehen und funktionieren zu lassen. Ich denke, das Publikum wird sehr viel aufwühlende Bewegung auf der Bühne sehen, und ich hoffe, es wird zugleich auch die Musik wahrnehmen.

Dystopian dream, von Nitin Sawhney, Sébastien Ramirez & Honji Wang wird am heutigen Freitag, den 29. September um 20 Uhr (Premiere) und am Samstag, den 30. September um 20 Uhr im Grand Théâtre gespielt; www.theatres.lu.

Cinéma

Le grand jeu

Tout de suite, l’impensable : un homme, visiblement éreinté, largué dans un train, écoute son répondeur. Une voix de femme paniquée, qui parle de la disparition d’un enfant, le leur. Arrivé sur les lieux, Julien (Guillaume Canet) ne peut que constater la désolation, ce bivouac installé dans une vallée enneigée, cet endroit vide, où son fils n’est plus. Marie (Mélanie Laurent), son ex-femme, oscille entre raison et évocation du pire. Pour Julien, tout va trop vite. Il y a le gendarme qui parle de kidnapping et le nouveau compagnon de Marie, Grégoire (Olivier de Benoist), qui lui étale tout son bonheur et l’égrotage au passage. Car Julien est absent, pour les sorties de classes, les week-ends et même les vacances. C’est pour ça que Marie l’a mis en classe verte, le petit, pour avoir un peu de calme, elle qui se remet difficilement d’une fausse couche. Julien reprend peu à peu sa place. À l’aide des vidéos tournées par son ex-femme, il enquête lui-même, se passant des autorités qui n’ont que peu goûté sa violence envers Grégoire, qu’il soupçonnait. Coïncé dans l’habitable de sa voiture ou lâché en plein massif du Vercors, Julien traque, avance presque bestialement vers une piste qu’il suivra en solitaire.

Pour son cinquième long-métrage, sobrement intitulé *Mon garçon*, Christian Carion s’offre un fantôme de cinéaste : proposer à un comédien expérimenté, lui-même metteur en scène, de ne lui donner les scènes qu’au compte-goutte et ainsi filmer toute la surprise, les propositions, les improvisations. Guillaume Canet, complice du réalisateur depuis son deuxième film (*Joyeux Noël*, 2005), s’est ainsi prêté au jeu, séduit par la proposition. Il en résulte des imperfections collant parfaitement au contexte, telle cette élocution parfois hésitante, cette superposition de répliques ou encore ce regard hésitant, presque hagard, traduisant l’incapacité du personnage à adopter un comportement rationnel. Mais si la caméra d’Eric Dumont, chef-opérateur venant du documentaire (que déjà Stéphane Brizé avait fait venir à la fiction en 2015 pour *La loi du marché*) reste intensément proche du personnage, elle tient en respect les codes du thriller, allant fort lorgner du côté du cinéma de Michael Mann, de ses personnages habités par leurs quêtes organiques. La tension du film est scénarisée, mais constamment un degré au-dessus des narrations classiques puisque prenant en compte la force de proposition de l’acteur. On appréciera le désespoir cru qui le tenaille, mais c’est surtout dans la violence que Canet sort des rails, enfin. La colère n’est pas un vain mot, ici, elle est impossible à négocier, enfile logiquement. Carion se plaît aussi à filmer ce chasseur en huis-clos, où il est face-à-face avec la douleur.

Cette incursion de l’improvisation dans la fiction est la grande force du film. Cependant, elle ne cache que peu de temps la faiblesse dramaturgique de l’ensemble. En effet, le scénario ne se focalise que sur la traque elle-même, ne donnant que peu d’importance à l’histoire globale et surtout au dénouement : le concept en lui-même et le suspense distillé ne tiennent pas leurs promesses jusqu’à la fin et ne permettent pas de combler le manque de substance de l’ensemble. *Marylène Andrin-Grotz*

Pour son cinquième long-métrage, sobrement intitulé *Mon garçon*, Christian Carion s’offre un fantôme de cinéaste

Poste vacant

Secrétaire adjoint au Secrétariat de la Commission OSPAR

Poste disponible à partir de :
au plus tard 1^{er} août 2018

Date de clôture des candidatures :
23 octobre 2017

La Commission OSPAR recherche un(e) diplômé(e) expérimenté(e), de préférence dans la gestion de l'environnement, les sciences naturelles/environnementales et devra avoir au moins cinq ans d'expérience professionnelle idéale-ment dans le domaine de la surveillance et l'évaluation du milieu marin et/ou la mise en œuvre des politiques relatives à l'impact environnemental des activités humaines. Des connaissances en matière de règlements et processus européens concernant le milieu marin sont égale-ment pertinentes. Des expériences en gestion de projets et de travail dans un milieu international ou une organisation internationale sont souhaitables.

Les langues de travail de la Commis-sion sont l'anglais et le français. Le candidat aura une parfaite maîtrise de l'anglais oral et écrit. De bonnes compé-tences linguistiques en français seraient un atout.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site internet d'OSPAR (www.ospar.org) ou téléphoner au Secrétariat (+44 207 430 5200).

Communiqué par le
Ministère du Développement durable et des Infrastructures
Administration de la gestion de l'eau

Recrutement de remplaçants (M/F) temporaires pour l'enseignement fondamental

Pour faire des remplacements dans l'enseignement fondamental, il faut disposer d'une attestation habilitant à faire des remplacements.

Si vous disposez de l'attestation habi-litant à faire des remplacements, il suffit de vous connecter à l'application Scolariia et de saisir vos disponibilités. Pour toute question éventuelle, veuillez vous adresser au service de l'enseigne-ment fondamental du ministère, Mme Christine Fritsch, tél. : 247-85945.

L'attestation à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental peut être obtenue suite à un stage de quatre semaines dans l'enseignement fonda-mental.

Peuvent être admis au stage préparant à l'obtention de l'attestation à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental, les candidats qui :

- sont détenteurs d'un diplôme luxem-bourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme reconnu équivalent par le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ;
- ont fait preuve d'une connaissance adéquate des trois langues administra-tives telles que définies par la loi du 24

février 1984 sur le régime des langues ou en ont été dispensés selon les dis-positions législatives en vigueur. (Les candidats ayant obtenu un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques luxembourgeois rem-plissent d'office cette condition !)

Pour de plus amples détails, les candi-dats sont priés de s'adresser au
Service de l'enseignement fonda-mental du ministère
Mme Christine Fritsch
tél. : 247-85945.



Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 09.11.2017
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Le Fonds Belval
1, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette
Tél. : +352 26840 1
Email : soumission@fonds-belval.lu

Section II : Objet du marché

Description succincte du marché :
Soumission relative aux travaux d'ha-billages acoustiques dans l'intérêt de la construction de la Maison du Livre à Esch-Belval.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
À télécharger gratuitement sur le Por-tail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Réception des offres :
La remise électronique des offres est autorisée pour cette soumission. Les offres portant l'inscription « Soumission pour... » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission confor-mément à la législation et à la réglemen-tation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
28.09.2017

La version intégrale de l'avis n° 1701411 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Poste vacant

L'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Paris

désire recruter

1 assistant d'ambassade plein temps (m/f) recruté(e) sur place à durée déterminée (2 ans).

Profil demandé :

- formation universitaire de préfé-rence dans le domaine des relations internationales et être titulaire d'un master ou de son équivalent ;
- parfaite connaissance des langues française et anglaise ;
- maîtrise parfaite du travail sur ordinateur et des instruments de communication ;
- aptitude à travailler de manière indépendante ;
- facilité d'intégration dans une équipe

Les candidats voudront soumettre par voie électronique la lettre de motivation ainsi que leurs notices biographiques et diplômes dans un seul fichier (.pdf) au plus tard pour le 6 octobre 2017 au
Ministère des Affaires étrangères et européennes
Direction des finances et des res-sources humaines
à Simone Legil (simone.legil@mae.etat.lu)
qui transmettra les candidatures aux fins de sélection à Paris. Le message électronique aura pour objet « assistant à Paris ».

Pour tout renseignement supplémen-taires, les candidat(e)s intéressé(e)s voudront prendre contact au n° de télé-phone : 2478-2418 (Mme Legil / matin).

Fonds du Logement

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 17.11.2017
Heure : 10.00 heures

Description succincte du marché :
2404 – Construction de deux rési-dences Place des Alliés à Differdange – Travaux d'installation électrique basse tension et courant faible

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Le cahier spécial des charges peut être retiré via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Sou-mission pour... » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant la date et heure fixées pour l'ouverture.

La version intégrale de l'avis n° 1701405 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Fonds du Logement

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 16.11.2017
Heure : 10.00 heures

Description succincte du marché :
2404 – Construction de deux rési-dences Place des Alliés à Differdange – Travaux d'installation d'ascenseurs

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Le cahier spécial des charges peut être retiré via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Sou-mission pour... » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant la date et heure fixées pour l'ouverture.

La version intégrale de l'avis n° 1701403 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère du Développement durable et des Infrastructures
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 06.11.2017
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'installations électriques basse tension et courant faible à exécuter dans l'intérêt de la nouvelle construc-tion sports et réfectoire du Lycée tech-nique du Centre .

Description succincte du marché :
– Installation parafoudre
– 5 tableaux distribution, 5 tableaux de commande
– Env. 900 m de chemins à câbles
– Interrupteurs et prises
– Env. 600 appareils d'éclairage (inté-rieur / extérieur / secours)
– Détection incendie désenfumage intrusion
– Installations téléphones
– Réseau informatique
– Appel infirmières
– Contrôle accès
– Sonorisation vidéo projection
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
La durée prévisible du marché est de 140 jours ouvrables à débiter au cou-rant du 2^e semestre 2018.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :

Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereau.
La remise électronique est autorisée.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Sou-mission pour les travaux d'installations électriques basse tension et courant faible dans l'intérêt du Lycée technique du Centre » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumis-sion conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
25.09.2017

La version intégrale de l'avis n° 1701404 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Fonds du Logement

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 15.11.2017
Heure : 10.00 heures

Description succincte du marché :
2404 – Construction de deux rési-dences Place des Alliés à Differdange – Travaux d'installation thermique et sanitaire

Conditions d'obtention du cahier des charges :

Le cahier spécial des charges peut être retiré via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Soumis-sion pour... » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la règle-mentation sur les marchés publics avant la date et heure fixées pour l'ouverture.

La version intégrale de l'avis n° 1701401 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Fonds du Logement

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 08.11.2017 à 10.00 heures

Description :
2007 – Rénovation d'une ferme à Col-mar-Berg, 20, rue de la Poste – Travaux de peinture

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Le cahier spécial des charges peut être retiré via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Sou-mission pour... » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant la date et heure fixées pour l'ouverture.

La version intégrale de l'avis n° 1701422 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

d'Lëtzebuurger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant, rédacteur en chef** Romain Hilgert (48 57 57-22; rhilgert@land.lu), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), Josée Hansen (48 57 57-26; jhansen@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-28; ikurschat@land.lu), Michèle Sinner (48 57 57-20; msinner@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu) **Photos** Sven Becker (sbecker@land.lu) **Administration** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Publicité** Maison Moderne Media Sales 10, rue des Gaulois Luxembourg; boîte postale 728, L-2017 Luxembourg (27 17 27 27-32; francis.gasparotto@maisonmoderne.lu) ; **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 3,50 € **Abonnement annuel** 120,00 € **Abonnement étudiant/e** 65,00 € **Comptes en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEELLULL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003



Ist Kritik in Luxemburg möglich?

Wildwuchs, harmlos

Samuel Hamen

Beginnen wir doch mit der Rhetorik des kritischen Fickens. 1991 zog der Grandseigneur der Buchkritiker, Marcel Reich-Ranicki, im *Literarischen Quartett* über den neu erschienenen Roman von Martin Walser her. Ihm missfielen die schmutzige Geschichte und die billigen Sexszenen, und irgendwann sprach er die famosen Worte in seinem unnachahmlichen Akzent: „Ich habe gefickt, wir werden ficken, ich bin gefickt, die Welt ist eine Fickerei: Das kann nun jeder schreiben.“

Damals wurde der Fick als rhetorisches Mittel in die Welt entlassen. Natürlich lässt sich darüber streiten, ob diese Koitus-Angeberei in den öffentlichen Diskurs gehört, ob es nötig ist, mit diesen vermeintlichen Derbheiten zu hantieren, um sich Aufmerksamkeit zu verschaffen. Tatsächlich sind diese Sprüche für manche aber ein probates konfrontatives Mittel, um Dissens auszudrücken.

2015 schrie ein Aktivist in den Niederlanden: „Fuck the King, fuck the Queen, and fuck the Royal House“. Zuerst wurde ihm ein Mahnbescheid von 500 Euro aufgebremst, später ermittelte die Staatsanwaltschaft wegen Majestätsbeleidigung. Das Verfahren wurde nach einer Welle öffentlicher Empörung eingestellt. Bis dahin hatten sich die Polemiken schon unter dem Hashtag *#fuckde-koning* auf Twitter gesammelt, und auf der Pampade des königlichen Palasts in Amsterdam fragte, wir ahnen es, in Spray-Lettern: „Fuck de Koning“. Fick bringt immer nur mehr Fick hervor.

Und was war nochmal das eigentliche Anliegen der „jonk lénk“? Es war rasch *gone with the wind*, verlässlich weggefeht vom diskursiven Status Quo und der schalen kleinbürgerlichen Wut des *Stacklëtzebuergers*, die sich heute „Féck de Grand-Duc“ zuwendet und morgen dem geplanten Windrad auf dem Hügel da vorne

Wenn wir schon bei Kleinstmonarchien sind, darf der großherzogliche Hof nicht fehlen. Vor wenigen Monaten gab es hierzulande unsere ganz eigene „Féck“-Episode. Wer sie sich genauer anschaut, dem eröffnen sich jene Mechanismen, unter denen in Luxemburg ein Diskursphänomen wie Kritik operieren kann. Im Folgenden sollen nämlich die Strukturen von Kritik, ihre Möglichkeiten und Restriktionen, beispielhaft betrachtet werden. Welche Arten von Kritik sind in Luxemburg verpönt beziehungsweise erwünscht, welche möglich beziehungsweise unmöglich? Und welche Formen kann sie annehmen? Kritik wohlverstanden nicht als stammischhaftes Meckern, sondern als intellektuelle Bemühung, als Versuch, die hiesigen Zustände zu sehen, zu beschreiben und einer skeptischen Prüfung zu unterziehen.

In seinem Buch *Der wunde Punkt. Vom Unbehagen an der Kritik* schreibt der österreichische Kulturjournalist Thomas Edlinger über (Schwund-) Formen heutiger Kritik. Ihm zufolge bewegen wir uns auf eine post-kritische Öffentlichkeit zu, und das unter anderem deswegen, weil wir an allem und jedem Kritik äußern, an einer patriarchalischen Sprache, an neo-kolonialen Bewusstsein, an der moralischen Inkonsistenz einer spätkapitalistischen Konsumpraxis. Wenn jede Haltung, auch die kritische selbst, kritisierbar ist, gerät Kritik in eine Schieflage, sie wird willfährig, schlimmstenfalls willkürlich. Aus dieser Situation heraus wachsen dann der Überdruß und die Unlust, überhaupt noch Einwände zu äußern beziehungsweise einzustecken.

Ende Juni feierte die „jonk lénk“ (nicht zu verwechseln mit „déi Lénk Jeunes“, der Jugendorganisation von Déi Lénk) in einem besetzten Haus ein „antinationales“ Fest, zu Unehren des Großherzogtums. Unter anderem wurde eine Rede gehalten; in guter



Der falsche Triumphsokkel stand 17 Tage auf dem Kirchberg, bevor er wieder sang- und klanglos verschwand

alter und nach wie vor aktueller anti-kapitalistischer Hauruck-Manier hieß es: „Kapital heescht, sech de Loyer fir seng Wunneng net leeschten ze kënnen, Kapital heescht, Steier-Rulinge fir multinational Firmen.“ Die Philippika endete mit der Einpeitsch-Formel: „Féck de Grand-Duc! Féck Lëtzebuerg! Féck de Kapitalismus!“ Es war ein Anti-Vive wie aus dem Bilderbuch.

Zugegeben: Schlicht und schmallippig geht anders. Aber wenn man der Rede von „jonk lénk“ etwas ankreiden will, dann nicht ihre idealistischen, großspurigen Pointen, sondern die grobschlächtige Rhetorik, die insbesondere darin schwächelte, ex ante nicht bedacht zu haben, wie die öffentliche Reaktion ausfallen würde. Es sei denn, die eifrige Empörungsspirale, die auf die Veröffentlichung der Rede folgte, sollte in genau dieser Weise abgespult werden. Sachdienlich war die ganze Chose kaum.

Denn der triftigen Kritik und deren Verbreitung half die lawinöse Reaktion nicht. Am Ende war alles mit Schutt und Schrott zugetextet, mit

rtl.lu-Hobby-Kommentaren, Meinungsartikeln von *Lëtzebuerg Privat* und dem vermeintlich fach- und staatsmännischen Gerede von Politikern, die sich recht einfach ins rechte Licht rücken konnten als die Staatsräson, die sich wehrte gegen diesen billigen Affront. Und was war nochmal das eigentliche Anliegen der „jonk lénk“? Es war rasch *gone with the wind*, verlässlich weggefeht vom diskursiven Status Quo und der schalen kleinbürgerlichen Wut des *Stacklëtzebuergers*, die sich heute „Féck de Grand-Duc“ zuwendet und morgen dem geplanten Windrad auf dem Hügel da vorne.

Damit bricht der Fick aber längst nicht ab. Fast zeitgleich mit dem „anti-nationalen Fest“ veröffentlichten die Rapper Skinny J und Turnup Tun, unterstützt von Luk, einen Track. Er trägt den schlichten Titel *Grand-Duc* und kommt in einer sympathischen Mischung aus bubenhafter Auflehnung und schulbuchhafter Gangster-Rap-Pöbeleith daher. Die *Lines* gehen unter anderem so: „Hunn de ganzen Dag näischt ze din, sou wéi den Heng. Féck den Haff, mee dat war net sou gemengt.“ Oder: „Ech si lo un der Muecht, de Jang huet et net fäerdegbruecht, sinn deen, dee lo fir dat Land lo suergt.“ Und zum Ende hin: „Monarchie gëtt zur Oligarchie, ginn ee Féck op Lëtzebuerg, squatte léiwer um Kotti Berlin.“

In seinem Buch spricht Edlinger von der „dekorativen Pseudokritik“; ihr Ziel sei es, „die Affirmation erträglich zu machen. Deshalb simuliert sie Kritik, wohl wissend, dass sie damit in Kreisen besser durchkommt, die für ihr gutes Gewissen beim Mitmachen ein wenig Kritik brauchen.“ Eine ähnliche Handhabung kritischer Sprechweisen lässt sich beim genannten Track feststellen. Mit der ausgestellten Lümmelhaltung ist es jedenfalls nicht weit her. Denn sie will ihr ureigenes Anliegen nicht realisiert sehen: dass die geübte Kritik zur Veränderung des Missstands führt.

Das gilt für diesen juvenilen Gangster-Rap ebenso wie für Werke der Literatur, Theater- oder bildenden Kunst. Bei ihnen wird Kritik spaßeshalber simuliert, sie ist eine Übung, reine Formsache, einstudiert mit dem Ziel, sich mit der Aura des Abweichers, Rabauken und Andersdenkenden zu bepinseln. In Härtefällen können solche Manöver gar eine merkwürdig dialektische Volte schlagen, indem sie den kritisierten Gegenstand ikonographisch stärken. Gemeint sind bearbeitete Fotos, auf denen der Großherzog das Songcover von *Grand-Duc* in Händen hält, auf denen Marie-Thérèse royalistisch-verträumt an einem Türrahmen lehnt, im Hintergrund Brokat und Seide, sie trägt einen reinmontierten Schlapperpulli mit dem Spruch: „Keep calm and féck de grand-duc“. Es sind Memes, Gags, schnelle Klicks, und was wir behalten: Der Großherzog ist eigentlich ganz okay, gerade weil man ihn ein wenig aufziehen kann.



Lässig, lustig – und listig? Zwei Memes, die das großherzogliche Paar ikonographisch uminterpretieren

Das ist letztlich unbezahlte Werbung für den Hof, von keinem in Auftrag gegeben – und gerade deswegen so durchschlagend.

Wer von Kritik hierzulande spricht, muss auch von ihrem Gegenteil sprechen, von Eigenlob und Schlafheit, kurz: vom Nation Branding. Tatsächlich ist die öko-nationale Kampagne ein so schrecklicher wie dankbarer Gegenstand von Kritik. Dankbar, weil die ganze Kampagne dermaßen durchschaubar und übergeschnappt ist, dass es allzu einfach erscheint, sie kritisch zu analysieren. Schrecklich, weil alle Bemühungen, die Kampagne in ihrer ganzen Falschheit zu fassen, an ebendieser abperlen. Bei den wichtigen *global* und *economic players* kommt „Let's make it happen“ nunmal an. Es ist einer dieser hohl aufgeblasenen Sprüche, die nach außen hin prall wirken. Man laufe nur einmal offenen Auges an den Werbe-Boards der *Wealth Manager* und *Consulting*-Firmen vorbei, die den Luxemburger Flughafen dekorieren. Und so dreht sich die Marketing-Spirale effizient weiter, so bohrt sich das neue Image von Luxemburg munter in viel zu viele unbekümmerte Hirne hinein.

Dieser Misere wurde auch das Kollektiv Richtung22 gewahr. Im April dieses Jahres waren die Künstler die mutmaßlichen Urheber einer Aktion auf dem Kirchberg. Über Nacht wurde ein brusthoher, offiziös wirkender Kubus aufgestellt, auf dessen Fläche ein steinerner Miniatur-Triumphbogen angebracht war. Auf einer vergoldeten Plakette stand: „Dësen triumphale Bou gönnt sech Lëtzebuerg fir seng Bemeiungen d'Welt zu engem Uert vu Gerechtegkeet ze man“. Weiter unten stieß man auf das Nation-Branding-Logo, diesmal mit dem Schriftzug: „Selbstinszenierung. Let's make it happen.“

Gut möglich, dass das artistische Guerilla-Manöver an die Arbeiten vom Zentrum für politische Schönheit angelehnt war, ein Kollektiv, das in den letzten Jahren in Deutschland oftmals auf sich aufmerksam gemacht hat. In geschickt orchestrierten, medienwirksamen Aktionen wurden beispielsweise Gedenkkreuze abmontiert, die an der ehemaligen deutsch-deutschen Grenze an die bei der Flucht Gestorbenen erinnern sollen. Die Kreuze wurden nach Griechenland und Bulgarien gebracht, an eine neue tödliche Grenze, um dort in der waldigen Pampa auf die fatalen Versäumnisse einer misslungenen EU-Flüchtlingspolitik hinzuweisen.

Hier wie dort dringt man in die Stabilität des öffentlichen Raumes ein; hier wie dort versucht man, in wichtigen symbolischen Handlungen auf Missstände hinzuweisen. Es gilt, die räumliche und mediale Öffentlichkeit zu besetzen, sie mit den eigenen Themen zu tagen. Beim ZFPS war diese Taktik der kritischen Artikulation eine Zeit lang durchaus erfolgreich.

Wer von Kritik hierzulande spricht, muss auch von ihrem Gegenteil sprechen, von Eigenlob und Schlafheit, kurz: vom Nation Branding

Und hier in Luxemburg? Der weiße Block stand mehr als zwei Wochen in einer Grasrinne der Avenue Kennedy, nahe der Philharmonie. Das Nacht-und-Nebel-Aufbau-Video über die Aktion, die Richtung22 bei Facebook teilte, ohne sich dezidiert als Urheber erkennen zu geben, erhielt 26 *Likes*. Das war's auch schon. Kein Fonds Kirchberg beschwerte sich in einer Pressemitteilung. Kein Politiker fühlte sich bemüßigt, sich zu Wort zu melden. Keine Zeitung griff die Aktion auf. Im Kommentarfeld zum Video klingt Richtung22 dann auch so amüsiert wie desillusioniert: „Do gouf sou eppes um Kierchbiereg opgebaut, dat huet elo 17 Deeg laang kee Mënsch gestéiert. Ween huet dat dann elo nees ofgebaut?“ Ein engagiertes Kollektiv, das zugibt, dass die eigene Kunstaktion niemanden störe – das kommt einer Bankrotterklärung arg nahe. Ohne Resonanzraum entsteht nunmal kein Echo, kein (Auf-)Schrei wird verstärkt, weder Zweifel noch Invektiven finden Halt.

Einerseits zeigen die drei Beispiele: Ja, Kritik gedeiht in Luxemburg. Andererseits: Sie gedeiht auf eine Weise, wie Unkraut am Wegesrand sprießt. Solange niemand drüber stolpert, ist's nicht weiter schlimm. Solange der Wildwuchs der hübschen Kacheln nicht von innen sprengt, macht's keinen Unterschied: Kritik ist Unkraut ist Deko. In dieser Logik kann dann auch das Ministerium für Kultur 2015 das Theaterstück *Lëtzebuerg, du hannerhåltst Stéck Schäiss* von Richtung22 bezuschussen – erstens weil jedes Kunstprojekt, auch unabhängig von seiner etatistischen Kritik, förderungswürdig sein muss. Zweitens weil dieser jungspundige Klamauk eigentlich keinen so richtig schert. Und so lässt sich die Polemik recht einfach erdrücken, indem man sie umarmt. Keine Angst, es wird auch nicht wehtun. Wie sonst lässt sich erklären, dass David Arendt, ehemaliger Direktor des Freeport, gutgelaunt einer Aufführung von Richtung22 beiwohnte, in der er selbst Ziel der Kritik und des Spotts war? Versprochen: Hier tut alles gar nicht so weh.



STIL



In Wahlkampfzeiten steigt nicht nur die Zahl der Grundsteinlegungen, sondern auch die der Zeremonieteilnehmer und Pressevertreter schlagartig

Michèle Sinner

Es gibt keine Zweifel, die heiße Phase im Gemein-
dewahlkampf hat begonnen. Man merkt es im
Briefkasten, wo sich neben den Rechnungen, den
gewohnten Angeboten von Wunderheilern, Wahr-
sagern, Tarotkartenlesern und anderen Medien die
Hochglanzbroschüren der Parteien ansammeln. In
den sozialen Netzwerken hat man plötzlich Freunde
und Fans, die einen im richtigen Leben vor ein paar
Wochen noch nicht grüßten. Bei jeder Menschen-
ansammlung, sei es auf dem Wochenmarkt oder bei
Sportveranstaltungen, schlagen die Kandidaten Son-
nenschirme und Stände auf. Nur um darüber flugs
wieder in den sozialen Medien zu berichten.

Dabei ist es mit dem Instant-Wahlkampf ein biss-
chen wie mit Instant-Kaffee: Er ist ein Ersatzpro-
dukt mit verdünntem Inhalt. Ein besonders gutes
Beispiel dafür sind die *Stater Sozialisten*. Auf ihrer
Facebook-Seite gibt es ganze Galerien schlecht be-
lichteter Bilder, die gut gelaunte Kandidaten beim
Wochenmarkt zeigen, gut gelaunte Kandidaten
beim Tramfahren, ohne dass es dabei die geringste
Information über die programmatische Ausrich-
tung geben würde, zum Beispiel, wie die Sozialisten
die Verkehrssituation in der Hauptstadt verbessern
wollen. Oft genug erfährt man noch nicht einmal
die Namen der Kandidaten, was angesichts der Tat-
sache, dass die Wähler am Wahltag in der Kabine

ihr Kreuz nicht neben ein Passfoto machen, ein we-
nig unbeholfen wirkt.

Diese Woche gingen sie noch einen Schritt weiter,
indem sie statt Bildern einer Wahlveranstaltung nur
die Handy-Schnappschüsse vom Umtrunk danach
posteten. „Den Owend um Tour mat onser Equipe
vun de Stater Sozialisten! ... mir sinn zu Märel am
Pacha hänke bliwen;) 🍷🍷🍷“ Nach ein zwei 🍷
waren offensichtlich alle Hemmungen im Umgang
mit *Facebook* so weit unterdrückt, dass die *Stater*
LSAP unbedarft Fotos postete, die mitten in der Run-
de einen *Wort*-Politik-Redakteur zeigen, das Partei-
Logo prominent im Bild. Der Hinweis, dass der Re-
dakteur, an den vergangene Woche die diskrete und
höflich formulierte Bitte seines Verwaltungsrates er-
ging, wenn möglich, doch etwas mehr „Mitte-rechts“
zu schreiben, nicht zu den namenlosen LSAP-Kan-
didaten in der Galerie gehört, sondern dort war, um
ein Interview zu führen, wurde erst tags darauf in
Reaktion auf einen Kommentar nachgereicht.

Auch andere Parteien sind nicht vor Missbrauch
gefeit, nutzen *Facebook*, *Twitter* und *Instagram*
hauptsächlich dazu, um zu dokumentieren, dass
sie Wahlkampf machen, ohne wirklich zu sagen
wofür. So laden Déi Gréng in Esch alle Fans für
heute nachmittag um 17 Uhr zum Pétanque-Spiel

in der *Kanalstrooss* ein. Ob sich daraus schließen
lässt, dass die Grünen in Esch sich im Gemein-
derat für die besonderen Belange des Kugelsports
einsetzen werden?

Die grüne Spitzenkandidatin in der Hauptstadt,
Sam Tanson, stellt auf *Instagram* gerne ihre kör-
perliche Tüchtigkeit zur Schau und zeigt sich als aktive
Radfahrerin. Dabei fällt auf, dass die Verkehrsschöf-
fin selbst lieber in gesichertem Umfeld unterwegs
ist. Sie testet den neuen Radpark in Cessingen oder
zeigt sich mit ihrem Ko-Kandidaten beim ver-
kehrsberuhigten Sonntag auf dem Rad. „Enjoying
car free streets today with #françoisbenoy #cycling
#newbridge #pontadolphe #lavilleestbelle #mobili-
téactive.“ Da kommen auch die letzten Politikver-
drossenen nicht umhin, ihren Hut zu ziehen: Sam
Tanson hat vollkommen Recht! Ihr vorsichtiges
Verhalten ist beispielhaft! Unbedingt sollte man an
verkehrsberuhigten Tagen davon profitieren, in der
Stadt Rad zu fahren! Denn an allen anderen Tagen
ist das Radfahren auf den öffentlichen hauptstädti-
schen Verkehrswegen lebensgefährlich. Und gerade
bei der Zufahrt zur neuen Radbrücke unter dem
Pont Adolphe ist das Unfallrisiko derzeit besonders
hoch. Respekt demnach vor derart viel öffentlich
zur Schau gestellter selbstkritischer Distanz. Dazu
sind längst nicht alle Politiker fähig.

Es gibt aber auch jene, die noch 2017 würdevoll
auf allzu viele Spielereien in den Sozialmedien
verzichten. Die Hauptstadtbürgermeisterin Lydie
Polfer (DP) hat auf *Facebook* rezent überhaupt
keine Posts mit Leuten geteilt, die sie nicht zu ih-
ren rund 1 300 Freunden zählt – von öffentlicher
Zurschaustellung ist da keine Spur. Lydie Polfer
ist auch 2017 ein Symbol an Emanzipation, an
fleischgewordenem Feminismus, an Auflehnung
gegen das Establishment, das beste Beispiel da-
für, wie überholt die gescheiterte Kampagne der
LSAP war, die mit Handtasche und Lippenstift
versucht hatte, mehr Frauen zur Kandidatur zu
bewegen. Denn Lydie Polfer zeigt, dass zu den
wichtigsten Accessoires in der Handtasche einer
jeden routinierten Wahlkämpferin ein Hammer,
ein Spachtelmesser, eine Schere und ein Spaten
gehören. Wie sonst könnten täglich mehrere
Einweihungen, Grundsteinlegungen und Spa-
tenstiche absolviert werden, bei denen Bändchen
durchtrennt, Mörtel verteilt, Boden gehoben
werden müssen, ohne dass der enge Terminplan
durcheinandergerät? Fairerweise muss man sa-
gen, dass die Bürgermeisterin Rückendeckung
erhält. Sie muss zwischen den Terminen selbst
keine Bilder twittern, sie lässt ihre wahlkampf-
tauglichen Fotos einfach vom Pressedienst der
Stadtverwaltung verschicken.



Mit Hammer, Spachtel und Spaten bewaffnet, gerne von Kindern begleitet, zeigen Gemeindepolitiker nicht nur, dass sie fit genug sind, um ihr Amt dynamisch auszuführen, sondern dies auch mit Herz tun

L'événement



On n'arrête pas le progrès et on se doutait
bien que cela allait finir par arriver. Pour
être plus précis, il était à prévoir que les
blogueurs doués en gastronomie se
feraient récupérer par des sociétés de
l'alimentation. Après que le Chef de la « Al
Schoul », Thomas Murer s'est mis à
disposition de la maison Delhaize pour
animer des clips publicitaires en faisant
tinter ses casseroles devant la caméra,
voilà que l'on découvre sur la page de
garde de *luxcaddy.lu* le visage d'**Alissia
Dettori**, présentée comme passionnée de
cuisine et food-blogueuse luxembour-
geoise. Sous la rubrique « Recettes »,
Alissia dévoile plusieurs de ses idées
culinaires. Avec, à la base, des feuilletés en
forme d'escargot au pesto maison et
mozzarella. L'énumération des ingrédients
est accompagnée, pour chaque recette, du
pictogramme illustrant le panier d'achats.
En cliquant dessus, tous ces produits sont
importés dans votre panier, et il ne vous
reste plus qu'à attendre la livraison pour la
mettre en application. Le temps de
préparation et de cuisson est indiqué
comme étant de 45 minutes. Si vous êtes
plus pressé(e), optez pour la salade de
farfalle aux lardons, petits pois, fines
herbes et zeste de citron. Dont on vous dit
qu'elle est « facile » à réaliser, le degré de
difficulté étant aussi toujours indiqué. À
recommander spécialement aux débu-
tants. (www.luxcaddy.lu/recettes). GD

L'endroit

Avec l'arrivée de l'ING à la gare, la rue
Joseph Junck est en train de se refaire une
beauté conséquente. Évidemment, le
Barbarella reste fidèle au poste, le cabaret
« Chez Alex » également, ainsi que l'un ou
l'autre petit endroit accueillant depuis
toujours une clientèle des plus sulfureuses.
Mais cela devient progressivement plus
propre, l'arrivée d'un grand institut
financier exigeant aussi des endroits
réservés à une clientèle plus bécébé.
Derniers arrivés dans la rue, une succur-
sale Monop', ainsi que, sous la même
enseigne, le premier magasin **Naturalia**
(photo : GD), version française de notre
Naturata. Il est vrai que lorsque les
grandes surfaces récupèrent le bio, on
reste toujours un peu dubitatif, car
découvrir du jambon sous cellophane
dans un endroit bio vous fait plisser le
front. Ceci dit, sur certains de leurs
étagères, il est indiqué que l'on y offre des
écoproduits garantis d'origine naturelle et
renouvelable. Les œufs sont garantis bio,
la macrobiotique a son propre rayon et les
produits de santé ou les compléments
nutritionnels sont aussi proposés
moyennant grand choix. Autre avantage :
le magasin est ouvert le dimanche toute la
journée et les livraisons à domicile
gratuites à partir de 50 euros.
(www.naturalia.fr) GD

